Photo de couverture : Emmanuelle BARBARAS

© *L'Harmattan*, 1988
ISBN : 2-7384-0024-8

PREMIÈRE PARTIE

Jean-Louis GAILLARD

SOMALIE : LE PEUPLE DE POUNT

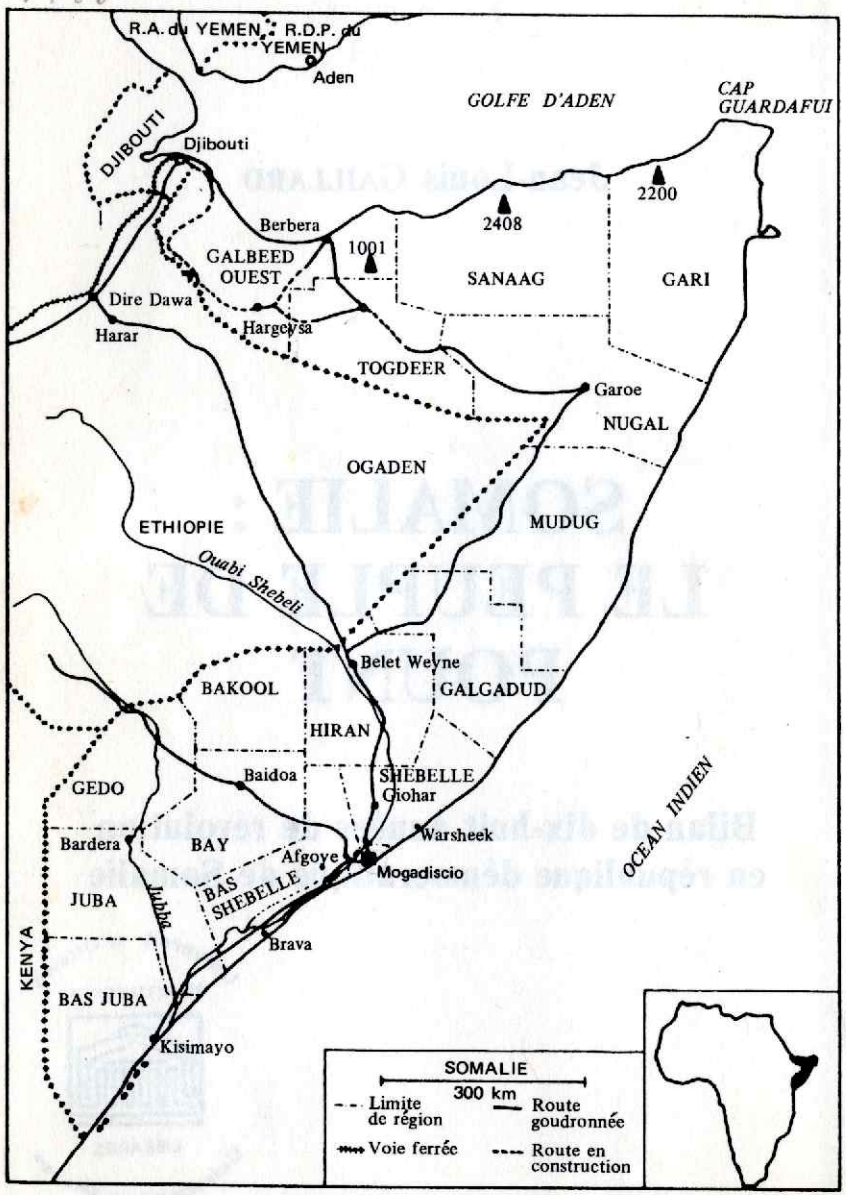
Bilan de dix-huit années de révolution en république démocratique de Somalie

Universit d'Ottawa
BIBLIOTHÈQUES
LIBRARIES
Université d'Ottawa

Editions L'Harmattan
5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique
75005 Paris

DT
407
.G328
1988

8800026244



1.
Une histoire liée à la colonisation étrangère

Les rares documents disponibles sur l'histoire somalie ne font pas état de la présence de peuplades somalies en Afrique de l'Est avant le XI[e] siècle. Cependant, si l'on en croit les Egyptiens, ceux-ci commerçaient depuis de longue date avec des peuples habitant cette région. Qui étaient-ils ? Personne ne le sait vraiment. La tradition s'étant transmise de bouche à oreille et mélangée à diverses légendes, qui peut prétendre aujourd'hui distinguer le vrai du faux ? Voilà pourquoi cet historique se trouve étroitement lié à la présence étrangère dans la Corne de l'Afrique.

Le pays de Dieu

Des hiéroglyphes retrouvés en Egypte et datant du XV[e] siècle avant J.-C. citent les ancêtres d'un peuple

sémitique : les Habasha (cultivateurs d'encens) qui fondèrent par la suite l'empire éthiopien d'Axoum. Cela prouverait que la Corne de l'Afrique aurait été déjà habitée à cette date.

Au IIe siècle avant J.-C. fut peinte une fresque dans le temple thébain de Deir-el-Bahari, qui met en scène la rencontre de la reine d'Egypte, Hatshepsout, et d'un couple royal à peau noire et d'allure cambrée : le prince et la princesse Habasha (Abyssins ?), dont le royaume se serait étendu du haut Nil jusqu'au-delà de l'actuelle province du Harar (Ethiopie). C'est d'ailleurs pendant cette période que les anciens Egyptiens venaient échanger en longeant les côtes de la mer Rouge divers produits : riz, sucre, cotonnades et khât, contre de l'encens ou la myrrhe dont ils avaient besoin pour leurs dévotions et leur médecine. La côte septentrionale de la Corne s'appelait alors Pount (le pays de Dieu), et ses habitants le peuple de Pount.

Les Romains affirment dans une œuvre anonyme, *le Périple de la mer Erythrée*, datant du IIe siècle avant J.-C., avoir fait du troc dans les baies calmes du « pays des Aromates ». Il s'agit vraisemblablement – selon les experts – de l'actuelle Somalie, qui connut plus tard les assauts de nombreux navigateurs.

L'islam et les grandes découvertes

Les Arabo-Perses, grands aventuriers, établirent les premiers quelques comptoirs sur la côte des Somalis : Zeila et Berbera (IIe siècle), Mogadiscio (940). Puis ce furent les Arabes musulmans venant de la péninsule Arabique qui, au Xe siècle, imposèrent l'islam, qui transforma radicalement la société des peuples de la Corne, région inhospitalière dont la pénétration était redoutée des marins.

A l'époque des grandes découvertes, les Portugais, maîtres des océans, établirent leurs comptoirs sur la côte orientale : Malindi en 1498, Zanzibar en 1503, Mombasa en 1505, Lamu en 1506, puis laissèrent une trace de leur passage en remontant par Brava, Merca, Gandershe (El Torre), et Mogadiscio sur la route de l'Asie. Dès lors, l'activité économique de la région se concentra dans les ports : les Portugais troquant et commerçant avec les musulmans, qui pour leur part organisèrent rapidement « l'exportation » d'esclaves capturés parmi les tribus bantoues (qui occupent la partie sud de l'actuelle Somalie) par les vaillants Somalis, à destination de la péninsule Arabique, alors friande de ce commerce.

L'influence de Zanzibar et l'expansion somalie

Les échanges commerciaux connurent un développement croissant, surtout avec l'occupation de tous les grands ports de la côte par les sultans de Zanzibar, descendants des sultans d'Oman. La lutte contre l'influence portugaise s'engagea dans les comptoirs, et fut remportée par les troupes des sultans musulmans qui s'y installèrent et gardèrent leur pouvoir jusqu'en 1873, date de la suppression du marché de l'esclavage.

Cette période a profondément marqué l'architecture des villes africaines de l'océan Indien : maisons blanches aux fenêtres étroites et portes décorées de motifs inspirés du Coran sont visibles aujourd'hui encore dans la médina de Mogadiscio, mais aussi à Brava, Merca, puis au Kenya : Lamu, Malindi, Mombasa, et jusque dans l'île de Zanzibar. Le vieux phare situé derrière l'hôtel Urruba à Mogadiscio plonge le quartier plusieurs siècles en arrière. Quant à ses habitants, ils gardent l'influence vestimentaire des Yéménites du Xe siècle : tchador anthracite pour les femmes et gandura (robe rayée) pour les hommes.

A l'intérieur des terres, les peuples galla et somali repoussèrent peu à peu les tribus barbares vers le sud. Elles se stabilisèrent dans l'actuel Kenya et n'en bougèrent plus.

La période moderne

L'intérieur de la Corne, jusque-là considéré comme *terra incognita* par les colonisateurs, sera divisé en deux pendant toute la période qui s'étend de la fin du XIX^e^ au milieu du XX^e^ siècle, lors de la colonisation britannique au nord, et italienne au sud.

Une grande partie des troupes coloniales britanniques alors stationnées au Yémen envahirent Zeila en 1842, et pénétrèrent dans les terres au prix de combats violents et acharnés. La résistance somalie à l'envahisseur – considéré aussi comme infidèle par les musulmans – s'organisa au début de ce siècle, notamment derrière le « mullah fou » : le cheikh Mohamed Abdulle Hassan, qui mit en déroute les armées de la Couronne à plusieurs reprises. Ces faits d'armes lui valent aujourd'hui en Somalie un culte qui met en valeur l'âme guerrière et libératrice du héros, et reprend dans une littérature abondante de nombreux poèmes écrits par ce soldat de Dieu. Les déboires enregistrés par l'Angleterre ne l'empêchèrent pas de fonder le Somaliland dont Hargeysa devint la capitale.

En 1863, les troupes italiennes étaient présentes en mer Rouge dans les ports de Massaoua et Assab, où elles posèrent les premiers jalons de leur colonisation de l'Est africain, et tentèrent d'assouvir ainsi leur rêve de réunir un jour de grands territoires : Erythrée, Abyssinie, Somalie. Par la mer, le prince Humbert I^er^ de Savoie, roi d'Italie, attaqua Mogadiscio en 1890 et fonda la Somalia en 1905. Celle-ci servit de base à la campagne d'Ethiopie (dirigée alors par Hailé Sélassié I^er^, négus depuis 1928) de 1935, qui

trouva son achèvement en 1941 avec la prise d'Addis-Ababa par les Italiens. Or, après la défaite fasciste en Europe et la fin des hostilités, le plan « Bernin-Sforza », concocté par l'O.N.U., concéda à l'Italie déchue que : « *la Somalia reste placée sous contrôle italien, puis devienne indépendante* ».

L'indépendance et la révolution

La pierre miliaire que représente l'accession à l'indépendance dans l'histoire somalienne fut posée lors de la réunion à Mogadiscio, en 1960, des représentants du Somaliland anglais et de la Somalia italienne, qui s'entendirent la même année pour donner naissance à la république de Somalie.

La période 1960-1969 fut celle d'un Etat indépendant cherchant sa voie, dirigé par un régime parlementaire corrompu, aux dires du brigadier Mohamed Siyad Barre, qui prit le pouvoir lors d'un putsch avec le soutien de la police et de certains éléments de l'armée, au cours de la nuit du 21 octobre 1969.

A partir de cette date, le socialisme « scientifique » fut adopté comme ligne politique par le Conseil suprême de la Révolution, dont firent partie Mohamed Siyad Barre et quelques proches. Ce choix politique a eu d'énormes conséquences sur le déroulement des années 1970-1980, car même s'il a permis aux Somaliens de se libérer du « joug impérialiste », il n'en est pas moins responsable de la situation à laquelle se trouve confrontée aujourd'hui la Jamhuuriyadda Dimuqraadiga Soomaliya : la république démocratique de Somalie.

La conséquence immédiate de cette orientation vers le socialisme a été un rapprochement avec l'Union soviétique qui lorgnait depuis bien longtemps cette région qui présente une position stratégique colossale : les côtes somaliennes (au nord) sont au plus près du détroit de Bab-el-Mandab (la porte des pleurs) qui ferme la mer Rouge où transite tout le trafic maritime pétrolier des nations occidentales. Et même si le nouveau président somalien déclarait à des journalistes français en 1975 : « *l'installation de bases militaires est un acte criminel* », cela n'a pas empêché les Soviétiques d'établir peu après une base sommaire à Berbera. L'idylle soviéto-somalienne a duré de 1969 à 1977, et la chronologie des événements qui se sont achevés par l'expulsion des conseillers soviétiques présents en Somalie (au nombre de 6 000 environ) s'est articulée ainsi :

16 mars 1977 : Fidel Castro en personne propose au colonel Mengistu (chef de l'Etat éthiopien ayant succédé au négus) et à Siyad Barre un projet de Fédération de l'océan Indien intégrant Ethiopie, Somalie et Yémen du Sud, au cours d'une réunion se tenant à Aden.

1er juin 1977 : Le Front de libération de la Somalie occidentale (F.L.S.O., armé et soutenu par Mogadiscio) sabote la ligne de chemin de fer Djibouti-Addis et mine des positions éthiopiennes.

23 juillet 1977 : Offensive générale de l'armée somalienne, jusqu'à Gode, base aérienne éthiopienne de F 5 (avions de construction américaine).

26 juillet 1977 : Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne annoncent qu'ils livreront des armes à la Somalie. La France s'aligne sur cette position.

Fin août 1977 : Siyad Barre se rend à Moscou pour prier les Soviétiques de réviser leur politique de soutien à Mengistu. A son retour, Siyad fait un détour par Le Caire et rencontre le président Sadate.

3 septembre 1977 : A la suite d'une intervention de l'O.U.A., les trois pays concernés reviennent sur leur décision.

4 septembre 1977 : La Somalie demande leur appui et des armes aux pays membres de la Ligue arabe.

7 septembre 1977 : Addis rompt ses relations diplomatiques avec Mogadiscio.

13 septembre 1977 : Siyad se rend à Riyad, et Moscou stoppe toute livraison d'armes à la Somalie.

21 oct./1er nov. : Siyad adresse une mise en garde à l'Union soviétique, tandis que les premiers conseillers quittent le sol somalien.

13 novembre 1977 : Mogadiscio annonce l'expulsion de tous les conseillers soviétiques présents sur son sol.

Ceux-ci avaient pour tâche essentielle d'encadrer l'administration somalienne, l'armée et la police en parti-

culier. Ainsi les services de sécurité somaliens (N.S.S.) étaient directement inspirés du K.G.B., et ses cadres avaient été formés en U.R.S.S., tel Axmed Suleiman Dafle (gendre du président et responsable du N.S.S.), Mohammed Jibril (autre figure importante de la Sécurité) ou tant d'autres dans l'administration : Postes, Santé, Finances, etc.

C'est donc pendant ces années que l'armée et la police somaliennes héritèrent de tout un matériel qui n'était pas toujours de première fraîcheur, mais qui a le mérite d'être parfois en service, aujourd'hui encore : chars T 34, T 54, MIG 15, 17, 19 et 21, Antonov 24 et 26, camions et voitures UAZ, sans oublier les célèbres AK 47 Kalachnikov.

Ces huit années de présence soviétique furent très mal ressenties par la population, qui avait le sentiment que ces gens ne leur fournissaient pas des biens de première qualité : semences, outils, matériel militaire, etc., mais leur imposaient en revanche une politique souvent à mille lieues de leurs préoccupations.

Certains voient les raisons de cet échec dans le choc des cultures : l'affrontement d'une société très pieuse (musulmane) et d'une autre, rationnelle, matérialiste et athée. Et le président Barre de déclarer à propos de l'expulsion des Soviétiques : « *Les aspirations nationales pèsent pour nous plus lourd que les considérations idéologiques.* »

2.
Mogadiscio

Moqdishu International Airport

L'arrivée à Moqdishu International Airport surprend les habitudes occidentales. Après le survol de la ville-mosaïque verte et blanche quadrillée par de rares rues goudronnées, puis un atterrissage au ras des dunes rouges qui bordent l'océan Indien, il faut affronter dès la passerelle une atmosphère singulière. La chaleur, l'inconfort et l'exiguïté des lieux rendent le premier contact avec la Somalie pour le moins décourageant. S'armer de patience (deux ou trois heures) et préparer son plus beau sourire pour affronter les contrôles successifs des douaniers et policiers suspicieux semble être le meilleur remède.

Après avoir passé les différents contrôles, et réglé les différentes taxes, il faut trouver un taxi qui puisse vous conduire vers le centre de la ville et quitter la zone de l'aéroport, situé au sud de la ville. Le taxi emprunte par la suite la route qui longe le port, puis les vieux murs gris

constitués de blocs de corail mort taillés dans la falaise qui cerne Xamarweyne, la médina construite le dos à l'océan Indien. Ici, l'air est frais et humide, et mes premiers souvenirs de cette ville se situent dans ce quartier aux senteurs indéterminées et totalement nouvelles pour moi.

La découverte de la capitale est pour moi liée à l'odorat et à la lumière. Les exhalaisons de l'océan proche remontent dans les ruelles et s'insinuent dans les placettes et les cours intérieures en laissant planer un goût fétide et acide à la fois. Plus on s'éloigne, plus les odeurs changent et laissent la place à celle aigre des feux de cuisine au charbon de bois, ou celle, musquée et chaude, des animaux qui vivent à l'intérieur des quartiers. Et, lorsque le soir tombe, des volutes d'encens montent des quartiers populaires pour envahir toute la ville. Chaque quartier a son odeur, omniprésente et particulière. Cela a été pour moi une découverte, mon odorat n'ayant pas été habitué à tant de sollicitations.

C'est entre chien et loup que la ville est la plus attirante et la plus animée. Contrairement à beaucoup de villes islamiques, Mogadiscio vit le soir très tard. L'agitation culmine peu après l'appel des mosquées pour la prière, vers 18 h 30, et va diminuant jusqu'à 23 h environ. Dès que le soleil embrase l'horizon, les terrasses des cafés se remplissent d'hommes qui s'attablent mollement devant un thé parfumé à la cannelle et à la cardamome ; les rues commerçantes autour du marché sont envahies de femmes drapées dans des cotonnades transparentes et non voilées qui, accompagnées d'enfants ou en groupe, dévisagent fièrement l'étranger.

Lors des coupures de courant, fréquentes en 1984 à cause de problèmes techniques, puis d'un attentat contre la centrale (revendiqué par l'opposition), des centaines de lampes à pétrole s'allument et éclairent d'un jaune pâle le

pas des échoppes, et le commerce peut continuer dans le noir. Cette obscurité rassure. Une sensation de se fondre dans la masse qui coule lentement sur les trottoirs ou dans les ruelles ensablées envahit le promeneur.

Ce sentiment de sécurité et de bien-être peut provoquer l'envie de rencontrer ces gens, d'appréhender la sensibilité et le charme somaliens, comme le ferait tout étranger fraîchement débarqué sur ce sol. La tête pleine d'images et de préjugés concernant l'Afrique, la négritude, on s'installe avec eux devant les bars, cultivant l'art de la parlote, un verre de thé à la main. Les qualités de contact des voisins facilitent les échanges, et l'on se sépare habituellement sur des promesses de rencontre.

Il est en fait très difficile de fixer des rendez-vous à domicile, car une loi votée lors de la présence soviétique interdit aujourd'hui encore aux Somaliens de pénétrer chez les étrangers (et inversement) sans autorisation de la police. De plus, même si les femmes peuvent sembler libres (en comparaison avec le reste du monde islamique) de fréquenter des étrangers, elles s'exposent de toute façon à des insultes (*sharmuta* : putain) et aux rafles nocturnes de la milice, de la N.S.S., et par la suite aux tracasseries policières : enquêtes, menaces, chantages, violences et mesures de rétorsion (confiscation du passeport ou camp de rééducation).

Magacaa ? (Comment t'appelles-tu ?)

Se plonger dans l'intimité de cette cité n'est pas toujours chose facile, car le citadin est de nature farouche et méfiante, et lors de mes promenades nocturnes, je ressens cette solitude. Celle qui me gagne au petit matin, lorsque, assis, attentif, je cherche dans les quartiers les plus reculés à saisir l'âme de la ville. La fraîche pâleur de l'aube, les chants plaintifs aux longues modulations

appelant les fidèles à se rassembler pour prier, le passage des troupeaux poussés aux cris aigus de leur berger étonné de me voir, moi, Blanc, assis ici ; tout confirme en moi l'impression de ne pas faire partie du décor. J'ai réellement le sentiment d'être un intrus au milieu d'eux, et que ce mouvement de répulsion est provoqué par eux.

C'est au hasard de déambulations pédestres dans les ruelles sableuses que j'ai peut-être saisi le sens de ma présence sur le sol somalien. Au cours de conversations inopinées, on m'a souvent demandé mon nom, mon âge, ma nationalité, si j'étais marié, si j'avais des enfants, mais on n'a jamais omis de me faire préciser la raison de ma présence ici, dans ce quartier, comme si... « *on ne vient pas ici pour son plaisir, il n'y a rien ici pour toi...* », c'est la réflexion que l'on m'a faite un soir, dans un quartier retiré, convaincu que j'étais une espèce d'espion, et souhaitant résolument que je m'éloigne.

A Mogadiscio peut-être encore plus qu'ailleurs les populations se montrent réservées et parfois même agacées par ma seule présence. Cela, je le précise, ne se produit pas dans tous les quartiers, mais il est certaines gens qui, comme le peuple nomade somali en général, croyant préserver leurs traditions, ne tentent rien pour combler le fossé qui existe entre leur culture et une autre. Les concepts de pur et impur puisés dans la religion islamique ont été intégrés d'une façon étrange par les Somaliens les plus « traditionnels » et sont souvent utilisés pour justifier la différence entre nos deux civilisations.

La conscience d'appartenir à une race et le passage des Soviétiques qui ont insufflé la méfiance à l'égard de l'étranger constituent les principales raisons du rejet de celui-ci et réalisent une certaine unité dans la société somalienne.

Une unité religieuse

Ayant vu le jour dans la péninsule Arabique avec la transcription par Mahomet le Prophète des révélations divines dans le « Coran », cette religion gagne la Corne de l'Afrique peu avant le X[e] siècle par l'intermédiaire des Arabes. Elle gagnera rapidement du terrain.

Il se trouve qu'aujourd'hui les Somaliens sont tous musulmans sunnites. Le sunnisme est une branche de l'islam qui se différencie du chi'isme (présent en Iran, Turquie, Syrie, Irak), notamment par l'absence de hiérarchie cléricale. Pas d'ayatollahs, de mollahs... Le sunnisme fait référence à la *sunna* : la tradition (la manière de vivre du Prophète et de ses compagnons). Les spécialistes notent cependant que le rite pratiqué par les Somaliens est de type shafi'i, forme ascétique et médiatrice de l'islam. Mais en fait rien ne permet de différencier les pratiques somaliennes des autres pratiques musulmanes. Là aussi on doit prier cinq fois par jour après avoir fait les ablutions rituelles ; là aussi on pratique le jeûne (ramadan), les tabous alimentaires sont observés (porc, alcool) et le vendredi – comme partout dans l'islam – est le jour consacré à la prière.

Mon propos n'est pas de résumer toute la philosophie de l'islam en quelques lignes. Je soulignerai néanmoins quelques pratiques spécifiques de ce pays et déviantes de l'orthodoxie islamique. Ainsi, les Somaliens pratiquants se considèrent souvent comme purs, à l'opposé des non-croyants (appelés *gaal* : païens), le plus souvent incarnés par l'homme blanc. L'équation impur = Blanc s'avère possible dès lors que la population traditionnelle a compris – à tort – que le fait de croire, et surtout de pratiquer la religion, lui confère une certaine « pureté ».

En fait, l'islam ne tolère que deux religions : le judaïsme et le catholicisme, car chrétiens et israélites sont

cités dans le Coran comme les « gens du Livre » *(Ars-al-Kitab)*. Les autres religions ne sont qu'« idolâtries », et fortement condamnées. Quant à l'athéisme, il revêt ici un caractère diabolique et malsain.

Selon les besoins

Chaque musulman intègre les concepts selon l'histoire de son pays, sa personnalité, ses besoins, ou la ligne politique en vigueur dans le pays. La transgression de la règle ou son application erronée – selon les religieux – ne sont pas rares et ont toujours pour origine une idéologie mal dissimulée et toujours teintée de nationalisme et de sexisme. Ainsi, un jour, un Somalien m'a dit en plaisantant : *« Si je t'égorgeais, je suis sûr d'aller au paradis. »* Il avait intégré au pied de la lettre l'idée de « guerre sainte » *(Jihad)*, et était convaincu qu'en tuant un infidèle, il connaîtrait à coup sûr la volupté de l'Eden.

De même la théorie de l'évolution est rejetée, et l'on considère donc que l'homme (Adam) est apparu sur terre du jour au lendemain : d'une poignée de terre (ou de boue ?) sur laquelle Dieu (Allah) aurait propagé son souffle divin (*rū*, en arabe, se traduit par matière subtile... sperme ?). Eve serait, elle, apparue de l'une des côtes (flanc) d'Adam. Cette thèse n'est cependant pas propre à l'islam, puisqu'on la retrouve dans les manuels scolaires de certains Etats américains. Religion, quand tu nous tiens !

« Il n'y a de dieu qu'Allah et Mahomet est son Prophète »

Les populations somalies, toutes musulmanes sunnites depuis le XIVe siècle, ont conservé une pratique on ne peut

plus fervente du culte des saints *(santoni)*. Dans un petit village de la côte, Jasira, la tombe du saint est, elle, située sur un îlot rocheux à quatre cents mètres de la plage, et les Somaliens m'ont affirmé que, lors du pèlerinage qui lui est dédié, les eaux se retiraient pour permettre aux fidèles de rejoindre la tombe à pied sec : mieux que dans la Bible, où les juifs quittent l'Egypte sans se mouiller. Présent fortuitement sur le site quelques jours avant cette manifestation, j'ai pu constater effectivement que la mer se retirait et permettait de se rendre sur l'îlot sans se mouiller les pieds, à marée basse. Ayant consulté le calendrier, il s'avère aussi que cette période est proche de l'équinoxe, c'est-à-dire des grandes marées.

L'adoration des saints se perpétue avec la tolérance des autorités qui n'aiment pas trop ce genre de manifestations populaires non contrôlées. Mais cette forme de paganisme, voire d'animisme, a été conservée par les couches les plus traditionnelles : nomades, paysans, pauvres...

Ainsi, dans la région de Bur-Akaba (haut Jubba), où des blocs granitiques surgissent comme par miracle de la platitude de la savane épineuse, et où des populations sédentaires se sont établies grâce à la présence de l'eau, on signale la légende suivante : au XVIIIe siècle, Mou'min Abdallah se serait changé en gros oiseau, se serait posé sur la colline voisine (*Bur*, en somalien), et aurait exhorté et guidé, grâce à sa voix humaine, les tribus locales dans leurs guerres. Il s'avère aujourd'hui que les descendants de ce saint vivant dans la région sont régulièrement invités à participer à des prières afin d'éloigner les oiseaux des cultures.

Ainsi donc, malgré l'existence d'écoles coraniques qui endoctrinent les enfants depuis l'âge de quatre ou cinq ans, la reconnaissance par le gouvernement d'une religion d'Etat (il existe dans le gouvernement socialiste révolu-

tionnaire somalien un ministère de la Justice et des Affaires religieuses), et des campagnes d'arabo-islamisation financées par l'Arabie saoudite, les religieux ne contrôlent pas encore tout à fait les couches traditionnelles de la population, qui persistent à croire à une vie après la mort (d'où le culte des saints), pratiquent des sacrifices d'animaux et, conjointement, n'hésitent pas à vanter les valeurs de l'islam.

Vers la radicalisation

Il est certain qu'avant l'islamisation, cette contrée pratiquait l'animisme, et que celui-ci a bien du mal à être supplanté. Après avoir résisté à l'islam, il résiste au matérialisme socialiste, mais perd toute prédominance. Il persiste surtout chez les nomades qui, bien qu'islamisés, ont une conception du monde bien étrange : certains affirment que, si la terre n'était pas posée sur le dos d'un chameau, elle tomberait !

Or, depuis quelques années, on assiste à une certaine radicalisation de la pratique religieuse, orchestrée par le Royaume wahabite mais aussi par les religieux égyptiens qui exigent, en échange des crédits alloués ou de dons (construction de la Grande Mosquée : trente millions de dollars), un comportement plus « islamiste » : contrôle des mœurs, éventualité du port du voile pour les femmes, campagne de lutte contre le port de vêtements féminins traditionnels – jugés trop transparents par les Saoudiens. Ce sont eux qui financent depuis 1983 une campagne d'arabisation à tout crin, qui aura pour effet l'obligation d'apprendre l'arabe pour tous les fonctionnaires, et l'adoption de cette langue comme langue officielle.

Cependant, on ne change pas ainsi les traditions (animisme, culte des saints) d'un peuple fier et indépendant qui estime n'avoir de leçons à recevoir de personne.

Quelle unité ethnique ?

Pour la plus grande partie de la population somalienne, la conscience d'appartenir à une race – somalie en l'occurrence – lui confère une supériorité sur les autres peuples africains ou arabes, mais aussi sur le Blanc. En effet, il n'y a en Somalie aucun complexe vis-à-vis du Blanc malgré les siècles de présence étrangère, aucune peur de l'étranger en général. On note seulement une méfiance vigilante et une aptitude à hiérarchiser les races.

Selon la légende transmise de bouche à oreille et signalée par François Balsan, la population somalie a pour origine (vers le VII[e] siècle) les descendants, venus d'Arabie, du groupe ethnique Darod, qui occupait la Corne de l'Afrique depuis une date indéterminée et qui, le premier, s'est converti à l'islam. Ce groupe aurait donné naissance aux tribus wassangali, dolbaharte, medjerten et ogaden, présentes dans tout le nord du pays.

Une autre souche proviendrait, elle, de l'est, et le groupe Issak aurait, par filiation, donné naissance aux tribus aberjoin, aberoual, aberdjahola et, peut-être, issa, qui occupent la zone nord-est, le Sud-Est et Djibouti (conférer la carte).

Pour les experts, les Somalis forment la branche hamitique de la race caucasique dont font partie les Massaïs du Kenya, les Afars de la république de Djibouti et les Gallas (ou Oromos) de l'Ethiopie, et qui présentent des caractères phylogénétiques particuliers. Ils sont noirs de peau, plutôt grands et minces, et se distinguent des autres Africains par leurs traits fins et gracieux : nez étroit, petit, lèvres minces, membres longilignes et fins.

Des Somalis sont aussi présents dans les pays voisins : Djibouti, Ethiopie et Kenya, ce qui constitue l'origine de divers conflits, mais en fait la Somalie est presque exclusivement occupée par une seule race, mis à part les

Bajuns – qui vivent dans le Sud côtier – et les Ouagoshas – établis entre Shebelle et Jubba – qui seraient les descendants des esclaves bantous et sont, à ce titre, méprisés par les Somaliens qui les surnomment *Adons* (esclaves) et se moquent ouvertement de leurs traits plus « africains » : allure lourde, nez épaté, bouches lippues. Ce sont d'ailleurs eux qui pratiquent l'agriculture traditionnelle et constituent la main-d'œuvre pour la construction à Mogadiscio.

Ce cloisonnement horizontal de la société somalienne fonctionne selon deux directions ethniques : le tribalisme et le clanisme qui – comme partout en Afrique – perturbent le débat politique et nuisent à l'élaboration de consensus sociaux. Ainsi donc, l'unité ethnique clamée si fort par l'Etat et certains experts n'est qu'une vue de l'esprit, ô combien fragile.

Le concept d'Etat

C'est dans un grenier sombre du musée de Mogadiscio (ancien palais des sultans de Zanzibar) que je suis tombé par hasard sur un panneau représentant les emblèmes des partis politiques candidats aux élections de 1968, au nombre de soixante-dix. Il est bon de préciser quelle force de pression constitue chaque groupe ethnique, et comment ces groupes animent la vie politique somalienne. Malgré la condamnation de ces pratiques par le gouvernement actuel – qui considère que le tribalisme est lié à la domination étrangère –, leur existence permet aux membres d'une tribu de préserver ses privilèges ou, mieux encore, d'en acquérir de nouveaux.

La société somalienne est constituée de cinq groupes ethniques (Dir, Darod, Ishaak, Haoriya, Dighil), sans oublier les Ouagoshas et les Bajuns, qui sont à part car d'origine non somalie (ce qui reste à vérifier scientifique-

ment). Chaque communauté est elle-même divisée en tribus qui se caractérisent par leur filiation, leur localisation géographique et leur activité traditionnelle aujourd'hui encore pratiquée.

L'appartenance d'un individu à un groupe tribal lui procure souvent des avantages selon que l'un des membres de celui-ci possède tel ou tel privilège, ou occupe une bonne place dans l'administration somalienne. Ainsi le président, qui appartient aux Marehans – localisés dans la région du Gédo (sud-ouest) –, a su placer tant à Mogadiscio que dans cette région de nombreux membres de sa tribu à des postes clés : camps de réfugiés, ministères... D'ailleurs, un modeste gardien de parc automobile de la capitale s'est vu soudain propulsé à la tête d'une administration où, m'a-t-on dit, il brillait par son incompétence, ses colères injustifiées et son immence influence sur les services de police.

Certains ministères sont envahis de chefs de service incompétents dans leur secteur, qui ont été nommés en fonction de leur appartenance tribale, et non de leur qualification. De toute façon, la crise de l'emploi est telle que la valeur professionnelle n'est pas du tout reconnue : tout se décide en fait par le jeu des influences et des pouvoirs. C'est précisément ce jeu-là qu'ont voulu jouer les partis-tribus lors des premières élections libres de l'histoire somalienne, en 1968, et qui ont montré la limite de ce type de fonctionnement, aucun consensus ne pouvant être élaboré.

En fait, en ce qui concerne le tribalisme, tout n'est pas si simple. L'Occident et la société française en particulier ont le don de considérer ce fonctionnement ethno-politique d'une façon manichéenne en le comparant à la démocratie. Or il est, à l'intérieur du tribalisme, des types de sociétés beaucoup plus libertaires que le modèle démocratique. Malheureusement, d'autres ont aussi mis

en place des formes de pouvoir oligarchique dont il sera difficile de se débarrasser. Ainsi en Somalie, où le groupe tribal au pouvoir règne en maître absolu, celui-ci fait profiter de ses largesses une partie de ses membres et opprime les 90 % restants de la population. Rappelons tout de même que le brigadier Siyad Barre, lorsqu'il prit le pouvoir, déclara vouloir mener une double révolution : contre le capital et le tribalisme. Or, il s'est avéré que l'un, l'autre et une conjonction des deux lui permirent de renforcer son pouvoir personnel.

Le Parti unique

Après le super-gouvernement des militaires (Conseil suprême de la Révolution), la révolution a, en 1976, instauré le Parti unique révolutionnaire (X.H.K.S.) dont la liste, composée de tous les dignitaires, a remporté des succès éclatants aux élections pour l'Assemblée populaire :

31 décembre 1979 : OUI : 99,91 %
13 janvier 1985 : OUI : 99,86 %

L'année 1986 a connu un rebondissement politique avec la première élection présidentielle au suffrage universel, cela pour un seul candidat évidemment. Les résultats, identiques, sont supérieurs à 99 %. Eloquent.

Cependant le Bureau politique, composé de Siyad Barre, Ali Mohamed Samantar (ministre de la Défense) et trois autres militaires, veille au grain idéologique. C'est ça, la vraie pratique socialiste autogestionnaire !

Imbriqués dans chaque groupe ethnique (tribu), les clans interfèrent à un degré moindre dans la vie politique. Ces groupes ne sont pas exogames : il est défendu à un membre d'un clan d'épouser un membre d'un autre sous

peine de mise au ban. Les clans vivent centrés sur eux-mêmes et sont fortement hiérarchisés entre eux.

En fait, les « différences » entre clans sont surtout présentes en zone rurale, les citadins s'étant éloignés de l'activité traditionnelle et pratiquant des professions « modernes » : services, secrétariat, police, professions libérales, etc. J'ai voulu questionner un jour une amie somalienne à ce sujet : elle m'a affirmé que les bases du clanisme se situent au plan de tabous qui auraient été transgressés. Selon elle, tel groupe humain aurait, dans un temps bien lointain, consommé de la viande humaine ou provenant d'animaux morts afin de survivre en période difficile. Pour le mettre à l'écart de la communauté et lui faire expier sa faute, on l'aurait « invité » à prendre en charge les activités serviles (la même légende est en vigueur au Mali). Ces « légendes » autour du clanisme existent un peu partout en Afrique et me semblent faire partie d'une culture collective régionale. Il serait intéressant de connaître l'origine de la disparition du clanisme en France. Le brassage des populations, peut-être ? Toujours est-il que les nomades somaliens et les couches les plus traditionnelles de la population ont bien du mal à intégrer le concept d'Etat.

Répartition des clans selon leur activité professionnelle (d'après I. M. Lewis)

MIDGAN	Travail du cuir, transport de l'eau, coupe du bois, servage
YIBIR	Sorciers, guérisseurs
TOUMAL	Forgerons

L'opinion la plus répandue affirme : « *C'est parce qu'ils sont catholiques et impérialistes depuis des millénaires que les Ethiopiens agressent continuellement les Somaliens.* » Or, cela provoque depuis la nuit des temps des troubles constants en Afrique orientale.

Avant 1978, il existait dans cette région un mouvement armé par Addis, le SOSAF (Somali Salvation Front), qui s'opposait au F.L.S.O. – armé par Mogadiscio. Depuis 1978 sont nés le M.N.S. (Mouvement national somali) et le F.D.S.S. (Front diplomatique du salut de la Somalie) qui luttent aux côtés de l'armée éthiopienne de Mengistu. Au plus fort des combats (1978, 1982), ceux-ci unirent leurs efforts à ceux des éléments cubains, afin d'empêcher le F.L.S.O. et l'armée somalienne de reprendre par la force l'Ogaden qu'elle revendiquait : la Somalie Galbeed. En fait, ces deux mouvements d'opposition (M.N.S. et F.D.S.S.) à Siyad Barre étaient constitués presque exclusivement de membres de la tribu medjerten, qui s'opposaient aux Maherans du Sud-Ouest (Gédo), tribu du président.

Le 5 octobre 1982, Radio-Halgan, basée à Addis et animée par le F.D.S.S., annonçait officiellement que désormais M.N.S. et F.D.S.S. iraient unis dans leur lutte contre le « tyran » Siyad Barre et les « colons de Mogadiscio ». Suite à des désaccords internes, un nouveau chef du F.D.S.S. fut nommé en octobre 1985, et un accord de conciliation, finalement élaboré, après force troubles et contestations internes au mouvement.

Ce qui frappe l'étranger en Somalie, c'est l'omniprésence du drapeau national. Il est partout : sur le pas des échoppes, dans les maisons, sur les véhicules... Cette oriflamme constituée d'une étoile blanche sur fond bleu ciel est non seulement le symbole d'un nationalisme exacerbé, mais aussi le sceau des tribus somalies irrédentistes dans la Corne de l'Afrique. Chaque branche de l'étoile représente un territoire habité par des populations de race somalie, à savoir : le N.F.D. (Northern Frontier

District) au Kenya (en fait : toute la bande nord), l'Ogaden (hauts plateaux éthiopiens), la république de Djibouti, l'ancienne Somalia, et enfin l'ancien Somaliland. Leur union aurait dû former la « Grande Somalie », rêve sans lendemain du gouvernement de Mogadiscio. Cette idée forte, le régime l'a peu à peu passée sous silence, depuis les derniers combats violents de 1982, au cours desquels le F.D.S.S., assisté par des éléments éthiopiens, repoussa ses adversaires au-delà de la route de Belet-Weyne. L'armée somalienne eut fort à faire pour renvoyer les intrus à l'endroit exact où ils campaient au début des conflits. Depuis cette date, aucun combat d'envergure n'a été noté dans cette zone qui jouxte l'Ogaden. L'existence tacite d'un consensus entre Mogadiscio et Addis a laissé la place aux actions sporadiques de guérilla et aux raids aériens de l'aviation éthiopienne sur les villages du Nord somalien, Borama entre autres...

Il est donc aisé de constater combien l'apparente unité ethnique est artificielle, et qu'elle répond à la nécessité coloniale de créer des frontières sans se soucier des ethnies concernées. Ainsi, les hauts plateaux d'Ogaden, occupés par la Grande-Bretagne au début du siècle, auraient été cédés par erreur à l'Ethiopie lors de la constitution de sa frontière en 1960. Mogadiscio convoitait ces territoires (habités par des Somalis), d'où le conflit, même si, dans sa charte révolutionnaire, elle stipulait qu'elle souhaitait obtenir satisfaction « par des moyens pacifiques et légaux », dans le but d'assouvir son besoin d'unité nationale.

Une unité linguistique récente

Ce qui scelle l'unité des habitants de la Corne, c'est leur langue commune, qui possède une particularité frappante : plongeant ses racines dans la culture arabe

(souche kouchitique) et parlée depuis des siècles, elle ne s'écrit que depuis 1972, et cela avec des caractères latins. Depuis cette date, un dictionnaire est mis à jour par une académie qui puise les mots nouveaux dans l'arabe, l'anglais et l'italien. Ainsi, « brosse » se dit *barach* (*brush* en anglais), « fromage » se dit *farmaajo* (*formaggio* en italien), et « café » : *buun* (comme en arabe) ou *caffè* (comme en italien).

Cette langue est langue officielle, mais pour la presse et les actes administratifs sont aussi utilisés l'italien, l'anglais, et récemment l'arabe. De plus, le somali parlé en Ogaden (Ethiopie), le somali-abo, est reconnu par les experts comme faisant partie de la culture somalie, et il existe quelques rares ouvrages édités dans cette langue. Quant au swahili, il n'est parlé que dans les ports du Sud côtier, et un peu à Mogadiscio, par certains commerçants de la médina... ainsi que par le président Siyad Barre.

La gloire des princes de Savoie

Il est aisé de saisir, après quelques semaines sur le sol somalien, comment les contrastes donnent à la capitale un aspect d'inachevé et de diversité où se mêlent étrangement charme ancien et rigueur glacée. Les constructions les plus traditionnelles (huttes carrées couvertes de tôle ondulée construites en bois et pisé) de certains quartiers en côtoient d'autres en béton, d'allure moderne mais fade. La frénésie de construire ayant gagné Mogadiscio depuis quelques années, certains quartiers constituent de véritables fourmilières humaines qui s'activent à passer à la chaîne des milliers de seaux de béton. De même, les camions brinquebalants forment une ronde incessante entre les chantiers et les lieux d'extraction du gravier, situés au nord et au sud de la capitale.

Les constructions modernes, blanches pour la plupart, dépassent rarement plus de trois étages, et les hauts murs dont elles sont ceintes cachent des cours et de frais jardins. Malgré la chaleur, la ville est très verte, grâce à la présence de nombreux arbres, dont l'ombre adoucit les couleurs vives et crues des murs des habitations. Le vert étant la couleur de l'islam, de nombreuses maisons sont peintes en vert. Et, lorsque le soleil glisse à l'horizon et colore de rouge toutes les façades, c'est l'instant où la ville va s'animer lentement, nous invitant à la mieux connaître.

Lors de mes différents trajets en ville, j'ai eu l'occasion de passer sous deux arcs de triomphe : l'un d'allure moderne à la gloire de la révolution ; l'autre, martial et massif, érigé à la gloire des princes de Savoie. Ils se veulent être l'exaltation d'un nationalisme, mais donnent au centre-ville un austère caractère colonial, que les morsures du temps dégradent peu à peu. D'autres arcs sont érigés de temps à autre, constitués de fûts de deux cents litres en tôle (dont l'usage était réservé à l'huile). Ils sont soudés ensemble, repeints de couleurs vives, et exaltent les bienfaits du socialisme et de la lutte populaire.

Construits par la population lors de campagnes d'auto-assistance, certains bâtiments administratifs, les deux grands hôtels de la capitale *(Jubba et 'Urrubba)*, sont la vitrine du socialisme scientifique, et dénotent parfaitement par leur architecture rigide et froide. De grands rideaux bleu vif battant aux fenêtres, des murs qui ont été blancs, constituent tout le charme de ces bâtiments atteints d'une maladie insidieuse et profonde, qui les ronge à petit feu : portes et mobilier dévastés par les termites, crépi des murs se répandant sur le sol, tapis et tentures incrustés de poussière et maculés de projections diverses, climatiseurs et toilettes hors d'usage, systèmes électriques défaillants. Les fonctionnaires assistent im-

puissants à ce spectacle, traînant la savate d'un couloir désert à l'autre.

Dans le dédale des étages et des corridors règne une ambiance calme et sereine qui repose sur l'absurdité du système qui voudrait faire de tous ses citoyens des révolutionnaires acquis à sa cause, alors que ceux-ci n'ont pas été augmentés depuis quinze ans et gagnent aujourd'hui environ 200 FF par mois. Il est plus aisé de comprendre cette nonchalance, et cet absentéisme qui frappe de plein fouet la machine administrative somalienne. L'absence totale de prise de responsabilité est la règle générale : tout est contrôlé par un chef de service qui doit apposer sa griffe au bas de tout formulaire en cinq ou six exemplaires, quelle que soit la demande. Vu que celui-ci n'est jamais là, votre demande peut traîner dans un tiroir, et y disparaître. Tout est à refaire.

D'une façon générale, il apparaît que le statut de Blanc, dans ces cas-là, est un atout qui permet d'obtenir des résultats relativement rapides. On s'occupera de vous, en premier, on vous proposera un siège, et parfois on vous offrira le thé. Si vous avez la courtoisie et la géniale idée de distribuer des cigarettes autour de vous, tout ira encore plus vite. Mais prévoyez quand même deux ou trois visites avant d'entrevoir une lueur d'espoir pour votre requête, car les coups de la fatalité perturbent aussi l'action des fonctionnaires : pannes d'électricité, dossiers égarés, formulaires ou bordereaux disparus, voire manquants, absence de stylos...

Gaadiidka Dadweynaha

L'après-midi et le vendredi, dans les rues vides écrasées de soleil, les ânes sont l'unique présence vivante. Le reste de la journée, intégrés au flot des voitures, ils sont attelés à des charrettes aux chargements les plus hétéroclites, et distribuent l'eau potable aux quartiers les plus éloignés.

Les taxis (Fiat 124) jaune et orange qui, en Europe, auraient largement dépassé l'âge de la réforme, se faufilent dans une circulation dense, composée de Vespa, de minibus, de camions imprudents, de voitures particulières de marque japonaise, et de taxis collectifs surchargés : douze à quinze personnes dans un pick-up Toyota. Ces engins, appelés *Hagi-Qamsin*, sont en fait le transport public par excellence, et la légende qui circule en ville sur l'origine de ce nom est intéressante : on dit que ces taxis appartiennent à des femmes qui auraient fait fortune en allant vendre leurs charmes au prix de cinquante ryals (cinquante : *qamsin* en arabe) à de riches Saoudiens (*Hadj* : celui qui a fait le pèlerinage à La Mecque) dans la péninsule Arabique.

L'absence totale de deux-roues est frappante, car selon certains Somaliens l'usage de ce véhicule est considéré comme dégradant, de même que tout ce qui se chevauche. Les rares possesseurs de bicyclettes sont donc l'objet constant de jets de pierres de la part d'enfants... et d'adultes pour le moins facétieux. De plus, la monte des animaux domestiques (ânes ou dromadaires) n'existe pas.

Michael Jackson

La maison où je loge est adossée au quartier du Lido, à deux cents mètres de la plage : le quartier « chaud ». Un boulevard longe la mer sur un kilomètre environ avant de finir dans les dunes et, construits entre les vagues et la rue, les restaurants, guinguettes, clubs privés (O.N.U.), tripots et boîtes de nuit où l'on trouve de l'alcool en vente libre attirent les étrangers et les Somaliens les plus fortunés, en quête d'une aventure avec l'une des « plus belles femmes d'Afrique », comme le dit la rumeur, ou à

la recherche de produits introuvables ou prohibés, tels l'ivoire, l'alcool, la marijuana...

L'activité des loisirs et plaisirs est ici concentrée le jeudi soir. Les dancings s'animent jusqu'à une ou deux heures du matin, refusant du monde, tels la *Bamba* ou le *Lido* qui, lui, surplombe l'océan Indien. Son état de délabrement est avancé : mobilier, peinture, plafonds, murs et sols, où d'énormes cancrelats font la course. Mais l'ambiance nocturne y est incomparable. Au son d'un orchestre reprenant les thèmes disco de Michael Jackson ou ceux de la chanson somalienne, les couples se forment et se déforment, la bière en boîte, chaude et insipide, coule à torrents sous les néons fluorescents multicolores dernier chic. Les embruns chargés d'odeurs nauséabondes parviennent eux aussi jusqu'aux tables, par les fenêtres qui donnent sur la mer. Si vous avez l'occasion de vous rendre un jour dans cet endroit, commandez un *bonbelmo* (jus de pamplemousse) et buvez le spectacle qui s'offre à vos yeux : celui des Blancs – célibataires d'un soir – chassant dans le noir ; celui des jeunes filles en groupe, qui rient aux éclats. Celles-ci ne font pas toujours le commerce de leurs corps, mais sont aussi à la recherche d'un mariage qui leur permettrait de quitter le pays. Cependant, les prostituées prennent soin de ne pas trop se montrer en compagnie des Blancs, sous peine d'arrestations ou de rançonnements de la part de la police.

Cette boîte est essentiellement fréquentée par des expatriés en quête de sensations fortes, de rares couples somaliens, des amateurs d'alcool et des personnages influents des divers services de police ou proches du président. Tout ce mouvement est réglé par les allées et venues des serveurs vêtus d'une veste d'une saleté repoussante, qui passent entre les tables et parfois expulsent en catastrophe un client trop éméché qui voudrait en venir aux mains. Près de l'entrée, tels des rapaces, se tiennent les chauffeurs de taxi, à l'occasion indicateurs ou

membres de la Sécurité nationale, qui attendent leurs clients. Il est possible de rester assis pendant des heures sans répondre aux avances des prostituées et de s'abreuver de cette ambiance bon enfant qui ira s'évanouissant jusqu'au départ soudain des musiciens et à l'extinction des lumières. La ronde des taxis prélève un à un les groupes et les couples, pour s'enfoncer dans la tiédeur humide de la nuit et disparaître au bout du boulevard.

En longeant la côte vers le nord

Mogadiscio, qui prend de l'extension de jour en jour à cause de l'afflux de la population rurale en quête de travail, s'ouvre dans plusieurs directions. L'est est bloqué par l'océan Indien, mais restent le sud *(Kisimayo)*, l'ouest *(Baidoa)* et le nord *(Garoe)*. Cependant, si l'on désire longer la côte au nord et au sud, il faut emprunter une piste ardue et dangereuse... dépaysement et sensations garantis !

En voulant prendre, par la piste du nord qui longe la côte, la direction de Warsheck (cf. la carte), on traverse successivement quatre zones urbaines concentriques bien différenciées : les vieux quartiers centraux de type colonial ou arabo-portugais, les constructions récentes en béton, l'habitat populaire aux toits de tôle ondulée puis, venant se coller contre les dunes et la steppe épineuse, les groupements de huttes en branchages couvertes de tapis en fibres végétales.

La vie semble s'écouler dans ces endroits poussiéreux et écrasés de soleil comme dans un passé lointain. Tout semble avoir traversé une vingtaine de siècles sans changement aucun. Pour tout lit : une natte. Pas de lumière. Un chiffon ferme l'unique ouverture de cet habitat commun à tous les nomades de l'Afrique de l'Est :

Djibouti, Ethiopie, Kenya, Soudan, Somalie, Tanzanie. Et l'on peut retrouver dans les formes du *guri* (*tukul* dans le nord) celles de la femme somalienne : les rondeurs du ventre ou des hanches, qui donnent une impression de chaleur et un sentiment de protection. En Somalie d'ailleurs, ce sont les femmes qui se chargent de la construction de la hutte.

L'habitation nomade est démontable et aisément transportable à dos de chameau. L'habitat des sédentaires, fixe, appelé *mundul*, est constitué d'une hutte ronde en bois et boue couverte de paille ou de palmes. Il est souvent cerné d'une enceinte et beaucoup plus haut que le *guri*. Ces habitations abritent les familles qui viennent s'agglutiner à la ville et parviennent à subsister bon gré, mal gré, en revendant certains produits sur les marchés. Le commerce de détail est à Mogadiscio une source de revenus pour cette population démunie. La revente de lessive en petits paquets de cinquante grammes, de sel en sachet, de cigarettes à l'unité, de sucreries diverses, de sacs plastique, de quelques fruits et légumes, permet de réaliser de maigres bénéfices pour survivre. Ce petit commerce s'effectue le long des rues, les marchandises étant entassées dans une brouette ou un petit carton aménagé en présentoir.

Le rendez-vous des journalistes occidentaux

Cette zone périphérique semble entièrement vouée à la fabrication du charbon de bois. Des gigantesques tas de pierres s'échappe une âcre fumée grise et jaune, car sous cette masse le bois se consume lentement pour devenir charbon. Celui-ci constitue la principale source d'énergie pour les besoins culinaires du Somalien. Par conséquent, sa consommation étant croissante, la grande périphérie de la capitale – jusque-là couverte d'arbustes épineux – est

tôt ou tard promise à la désertification, tant la moindre brindille se trouve convoitée. Les épineux, une fois disparus, laissent la place au sable rapidement apporté par les vents. Sable qui s'accumule et gagne du terrain sur la circonférence verte du *bush* (végétation arborescente épineuse).

C'est aussi dans cette zone, mais accolés à l'océan, que se trouvent les abattoirs de Mogadiscio. Ceux-ci sont une véritable légende. Ils sont abondamment cités par les journalistes, qui signalent que d'ici se dégage une odeur pestilentielle et que, vers la mer, s'écoule un ruisseau de sang qui provoque l'afflux de requins, mangeurs d'hommes à l'occasion. Sanctuaire du journalisme occidental, ou choc cinématographique dans *Lettres d'amour en Somalie*, ces lieux tristes et sales constituent tout de même une visite singulière pour qui a le cœur bien accroché. Mais c'est à quelques centaines de mètres derrière les dunes que se trouve le garde-manger des ibis, oiseaux royaux qui se repaissent dans les charniers grouillants constitués ici d'oreilles, là de queues, plus loin de quantités d'os sur plusieurs mètres de haut. C'est en fait d'ici que se dégagent ces relents nauséabonds qui envahissent la capitale jusqu'au cœur des maisons, lorsque souffle le vent du nord. Comme si les centaines de litres de sang qui jaillissent de la gorge des vaches et des chameaux pouvaient contenter le correspondant de presse qui ne trouve rien d'exaltant ni d'excitant à raconter à propos du mythe sanguinaire des Somalis ! Il est certain qu'une fois enivré par les odeurs de sang frais, et abruti par les cris des animaux, on n'ose guère s'aventurer derrière, plus loin encore, en longeant la côte, zigzaguant entre dunes et carrières, évitant les camions fantômes surchargés qui déboulent dans un nuage de poussière sur les entrelacs des pistes qui montent vers le nord.

« Ici, c'est l'Afrique »

De hautes dunes blanches succèdent à ces lieux inquiétants, traversées par une unique piste jalonnée de puits rudimentaires, où circulent du bétail et de rares véhicules, jusqu'à Warsheck puis Adale, et plus loin encore...

L'arrivée dans le petit village de pêcheurs aux allures austères, construit près d'une plage et protégé des vents marins par un rocher sur lequel est installée une tombe de marabout (religieux), est délicate, car il faut traverser une zone de dunes mouvantes. D'un blanc pur et éclatant, dans ce dédale où le moindre coup de vent efface les traces du véhicule précédent, il faut, pour faire le point, arrêter le moteur, repérer au bruit la position de la mer, puis retrouver à peu près son chemin.

C'est précédé de gosses endiablés et au milieu d'une foule qui semble considérable que je viens ranger mon véhicule à l'ombre de la balle en béton située au centre du village, et où se tient habituellement le marché. Une bonne centaine de visages scrutateurs et inquiets, les enfants au centre du cercle, puis les vieux, et enfin les hommes, incitant du geste les femmes à se cacher. Tout cela m'inquiète. Je dois avoir aussi peur qu'eux. Je n'ose descendre et prétexte quelques vérifications techniques de dernière minute afin de retarder le contact.

Quelques paroles, les bonjours et les formules d'accueil s'échangent avec les plus anciens. Le contact s'établit en italien, car cette langue héritée du colonialisme a baigné les générations les plus âgées. Les jeunes préfèrent bafouiller un anglais approximatif. Je me présente rapidement et, le sable m'ayant assoiffé, m'enquiers d'un lieu où trouver un Coca ou un Fanta, érigés, là comme ailleurs, au statut de boissons nationales. Réponse négative, et je m'engouffre avec quelques personnes intriguées dans une gargote où l'on sert le traditionnel thé aux épices (cannelle et cardamome). La cabane est littéralement encerclée par les gosses, rabroués par des miliciens – aisément reconnaissables à leur pantalon kaki, leurs lunettes de soleil, leur foulard rouge et leur allure martiale savamment cultivée. Eux aussi veulent savoir : qui ? Comment ? Pourquoi ?

J'explique lentement, afin de rassurer, pensais-je, que je travaille à Mogadiscio, que je suis français, ici en visite amicale. Je sirote mon thé à l'eau saumâtre – les puits étant à proximité de l'océan – et grignote quelques sucreries. Les hommes présents dans le bar semblent me prendre pour un martien. Ils me touchent, me précisent qu'« ici, c'est l'Afrique », et veulent connaître ma situation familiale et ma religion. Chaque fois que je m'arrêterai dans un village, un groupe d'hommes me prendra « en charge ». Parmi eux, il y aura toujours un religieux qui posera de nombreuses questions et se fera traduire les réponses. Ce besoin de savoir est très développé, et les commentaires s'avèrent éloquents. On est totalement analysé, disséqué. Chaque réaction donne lieu à interprétation. Cela pourrait durer des heures... si je ne préférais m'éclipser un peu afin de rencontrer d'autres gens que des religieux ou des flics.

Sous la halle centrale en ciment, quelques femmes forment le marché et proposent des produits essentiels : spaghettis, huiles, farines, sucre. Je tente auprès d'elles une approche, toujours suivi des gosses qui lancent sans cesse des « Bakshish, Senior » et poussent leur refrain : « gaalo, gaalo, gaalo ». J'ai bien du mal à me faire comprendre dans mon somali élémentaire et préfère donc abandonner pour me rendre discrètement sur la plage, en glissant dans les ruelles ensablées et exiguës. Quelques femmes s'effacent dans l'encoignure des portes des mai-

sons basses, d'autres lancent des boutades incompréhensibles qui les font beaucoup rire.

Immobilisme et fatalisme

Sur la plage déserte à cette heure de l'après-midi, quelques barques en bois et quelques nasses tissées en fibres de palme prennent le soleil. A part cela : rien d'autre, sinon au loin un nomade qui fait sa lessive à l'eau de mer. Certes, il effectuera sa tâche avec minutie, puis procédera aux ablutions rituelles qui précèdent la prière. Au milieu du sable presque blanc, il s'agenouillera en direction de La Mecque et se recueillera pendant une quinzaine de minutes. Enfin, prenant soudain la direction de l'ouest, il traversera rapidement les dunes, puis une zone herbeuse, et disparaîtra de ma vue, vers le couchant.

L'observation de cet homme seul sur cette plage désolée aura duré plus d'une heure, mais j'ai l'impression qu'il s'agit d'un instant, tant le rythme de la vie est moindre ici, particulièrement dans les petits villages. Tout semble immobile, rien ne semble changé, ni le bleu du ciel ni le vent de l'océan, paraissant immuables à jamais, comme les gestes du nomade avant la prière, ceux des pêcheurs recousant leurs filets à l'ombre de leur cabane, ceux du forgeron dans son atelier...

Une certaine nonchalance mêlée d'une bonne dose d'indolence africaine confèrent aux Somaliens cette lenteur époustouflante. Il n'y a guère que le nomade pour s'agiter sous le soleil et parcourir ses soixante-dix kilomètres quotidiens derrière ses troupeaux. Les autres semblent attendre. Le fatalisme musulman étant érigé en philosophie de vie, il est souvent bien difficile pour un citadin de s'adapter à cette lenteur qui, malgré tout, est l'apanage d'un savoir-être supérieur.

Peu après que le soleil commence à rougir au loin, je quitte le village. Les enfants me lancent des pierres. Je ne connaîtrai jamais exactement la signification de ces jets de cailloux... qui malheureusement ne seront pas si rares que ça !

Ils te chassent !!
Hi Hi

3.
Entre Shebelle et Jubba

Balcaad

De la côte, avec un véhicule adapté et quelques réserves de carburant, il est possible de rejoindre l'unique route qui conduit à l'ouest, en ayant soin de contourner la capitale au large, à cause des installations militaires qui la cernent, et dont l'approche constitue un réel danger. Mes promenades de découverte m'ayant conduit, par erreur, jusque-là, j'ai été accueilli une Kalachnikov entre les yeux, culasse armée. Il m'a fallu beaucoup de sang-froid pour ne pas provoquer un accident.

De Warsheck, à une journée de piste, apparaît Balcaad, petite ville située sur le fleuve Shebelle – qui prend sa source en Ethiopie, comme le Jubba –, qui s'est naturellement orientée vers l'industrie et l'agriculture. Ici se trouve concentrée toute l'industrie textile du pays, dans une usine employant un millier d'ouvriers. La production destinée au marché intérieur consiste en tissus colorés ou

kaki d'une solidité à toute épreuve. Située sur la « route chinoise », Balcaad est bien desservie depuis la capitale, où la production est écoulée vers les ateliers de confection.

Le ruban de goudron qui semble avoir subi une attaque aérienne tant les trous y sont profonds vous emmène au-delà de la ville, vers Giohar, gros bourg agglutiné autour de l'usine sucrière à base de canne. Puis, si vous réussissez à obtenir l'autorisation des services de sécurité, et si votre véhicule fonctionne au gas-oil (l'essence est introuvable car réquisitionnée pour l'armée), vous serez escorté par des soldats jusqu'à Belet-Weyne, et même au-delà. En effet, cette route longe la frontière somalo-éthiopienne jusqu'à Garoe, et les autorités somaliennes, craignant les embuscades du F.D.S.S. le long de celle-ci, forment des convois qui ne circulent que de jour.

La jonction jusqu'à Hargeysa n'était pas encore terminée en juin 1984, car les crédits alloués pour l'achèvement des travaux avaient servi – selon une source bien informée – à régler une facture pétrolière en retard. En empruntant cette route sur quelques centaines de mètres afin de traverser Balcaad, on tombe, à gauche, sur l'embranchement de la piste qui avoisine le fleuve et conduit à Afgoye (au sud).

La rouille et la vase font leur travail

L'abondance d'eau rend la région fertile et verdoyante, et donc naturellement tournée vers les activités agricoles. Un esprit occidental a bien du mal à saisir la logique des techniques agraires somaliennes, plus ou moins inspirées du collectivisme, financées pour la plupart par des organismes internationaux tels que la F.A.O... et malheureusement inefficaces.

Au fil du fleuve : de nombreuses terres labourées mais

désespérément vierges. La piste conduit vers des fermes d'Etat qui sont littéralement envahies de carcasses d'acier rouillées. Cet enchevêtrement abandonné dans des positions d'équilibre précaire est constitué principalement de machines agricoles hors d'état, de tracteurs, auxquels il manque des roues ou une autre pièce indispensable, devenus hors d'usage. Ce matériel en nombre considérable, hérité de la période coloniale italienne, puis de la présence soviétique, mais aussi de la coopération internationale, explique pourquoi, avec un manque total de semences, les champs restent vierges. Certains des tracteurs Massey-Ferguson fournis par la France il y a quelques années sont déjà inutilisables et constituent une réserve rouillée de pièces détachées pour ceux qui restent en service.

Les canaux d'irrigation qui coupent la piste, et qui ont été aménagés pendant l'occupation italienne mais aussi après celle-ci, sont vides : les pompes Fiat engorgées de vase se meurent au bord de l'eau, attendant sans y croire une pièce de rechange qui permettrait leur remise en service, si toutefois l'approvisionnement en carburant s'avérait constant.

Afgoye sur le Pô

L'horizon de cette gigantesque plaine entre Shebelle et Jubba est quelquefois masqué par le vert intense des maïs, ou bien encore par une rangée d'arbres. Les lignes de palmiers ou de filaos annoncent la proximité d'Afgoye et des bananeraies dont l'ombre des palmes est fraîche et accueillante. Ici, la végétation semble avoir retrouvé ses droits et son exubérance africaine, et les eucalyptus ou les flamboyants bordent, ainsi qu'il y a cinquante ans, la longue allée qui conduit vers une habitation de type colonial sobre, où vit une famille d'Italiens.

Leur présence en Somalie, insolite certes, est une conséquence de la colonisation (1905-1960). Cependant, ils doivent être moins de 3 000 actuellement dans tout le pays, où ils se sont d'ailleurs parfois « intégrés » en épousant une Somalienne. Par conséquent, ils sont très discrets et ne présentent pas trop de caractères colonialistes (comme les Français d'Afrique de l'Ouest). Les plus hargneux et agressifs se rencontrent parmi les experts ou les professeurs envoyés par le gouvernement italien à Mogadiscio. Néanmoins, comme tout bon Latin, ils vivent repliés autour du cercle familial indispensable à leur épanouissement.

Pour la plupart, ils sont producteurs de bananes et, après la révolution et la mise en place en 1970 du Bureau de la banane, office d'Etat chargé de l'assistance technique, de la négociation des marchés, de l'évaluation des besoins et du redéveloppement de la production, la plupart d'entre eux ont obtenu des concessions sur leur ancienne propriété qui avait périclité à cause de la chute du marché, provoquée par la fermeture du canal de Suez. Pour ces expatriés, affronter un retour au pays natal n'était de toute façon pas envisageable après un si long séjour dans la belle et mystérieuse Mésopotamie somalienne : la plaine entre les fleuves Jubba et Shebelle.

Ces Européens, issus de générations de colons, vêtus encore aujourd'hui des traditionnels bas de laine, shorts kaki et chemisettes blanches, semblent régner en maîtres. Ils cumulent les fonctions de chef d'exploitation, de responsable du matériel, et de chef du personnel dans les grandes « haciendas » où ils ont acquis une concession pour cinquante ou cent ans, et continuent à ce titre à profiter de la main-d'œuvre locale, nombreuse et bon marché. C'est aussi sans doute grâce à de vieux restes de charité chrétienne que le patron blanc consent à loger ses employés dans des baraquements fétides, dissimulés

derrière les hangars et les ateliers où l'on emballe les fruits.

Les tribus rahahouine, dighil et ouagosha constituent l'essentiel des populations qui se sont sédentarisées ici et subsistent relativement facilement, grâce aux nombreuses cultures vivrières qui s'étendent dans et en bordure des bananeraies bien irriguées car de statut privé. Ainsi trouve-t-on facilement toutes sortes de légumes verts et de fruits appétissants et parfumés sur tous les marchés locaux de même que sur ceux de Mogadiscio. Les cultures traditionnelles consistent en céréales (sorgho, maïs, sésame, féculents), haricots, fèves et autres produits d'origine coloniale : pamplemousses, oignons, tomates, canne à sucre. Mais l'alimentation repose, elle, sur des produits importés : spaghettis et riz, dont la culture vient, avec succès, d'être tentée aux alentours de Balcaad ainsi que dans la vallée du Jubba, avec l'assistance technique de la Chine.

Le Bureau de la banane

La culture de la banane, contrôlée par le Bureau de la banane (E.N.B.), reste une source de devises pour la Somalie, grâce aux exportations à destination de l'Italie. Cependant, la production fruitière aurait tout intérêt, pour survivre, à s'orienter vers le marché intérieur, très mal couvert, et surtout à se diversifier. Seuls les marchés de la capitale et ceux des zones de production sont bien fournis en agrumes et autres fruits. Il est quasiment impossible de trouver un fruit dans les villes du Nord somalien.

Ainsi, des tentatives pour le développement de la culture du pamplemousse et des agrumes ont eu lieu, avec l'appui technique et financier de la C.E.E. Le projet prévoyant la plantation, l'irrigation et les soins des jeunes arbres dans la région de Gennale a échoué pour des

raisons techniques liées à l'agriculture intensive, et peut-être aussi au manque de motivation des agriculteurs-fonctionnaires. Quelques hectares ont réussi à être plantés au bout de dix années d'efforts et de présence européenne, mais, l'irrigation ayant fait remonter à la surface du sol le sel que celui-ci renfermait (la mer n'est qu'à quarante kilomètres), le personnel de la ferme n'étant ni moralement ni techniquement prêt à travailler, et les responsables somaliens s'avérant plus enclins à la représentation et aux combinaisons douteuses qu'à leur présence sur place, tout a avorté.

Accuser uniquement la Somalie me paraît simpliste. Il faut chercher les causes du gâchis dans « l'industrie du développement » qui, élaborée par des experts technocrates, ne prend en compte ni les intérêts du pays, ni les réalités sociologiques, et développe une idéologie importée de l'Occident : agriculture intensive destinée à l'exportation. Par ailleurs, l'on a trop souvent tendance à considérer que seul l'argent résoudra les problèmes.

Vers un développement autocentré

Iska wax u qabso (l'autosuffisance conduit à l'autoassistance) : telle est la devise ronflante que le gouvernement somalien tente d'inculquer aux peuples de Somalie, et avec 13 % de terres cultivables, la République somalienne pourrait être autosuffisante du point de vue alimentaire si les modèles de développement imposés à son agriculture par les experts internationaux étaient réalistes et mieux adaptés. Il est à pleurer de rage devant tant d'argent et d'énergie dépensés à acheter des tracteurs qui ne seront jamais entretenus, pour défricher de vastes superficies qui ne seront jamais labourées ni ensemencées par des ouvriers rebelles à l'activité agricole et peu portés vers le collectivisme en raison des bas salaires.

Un tel discours – voulant inciter la population à participer au développement autocentré – tenu par les autorités somaliennes porte à sourire quand on sait que, depuis fort longtemps déjà, la corruption gangrène la révolution du peuple somalien. Ce décalage entre la réalité et la politique n'est pas l'apanage des dictatures, mais démontre une fois encore que le peuple a été oublié.

Où est passée l'Afrique ?

Dans le petit village d'Afgoye, un soi-disant étudiant en histoire-géographie de la faculté décentralisée me prend en charge et m'invite à le suivre au-delà du pont, vers les quartiers « africains », à travers des rues bordées de maisons aux murs de boue et aux toits de palmes. Ici, pas d'esbroufe : les mosquées, faute de moyens, ne possèdent pas de minaret, et les fidèles, pour se recueillir, ont aménagé sous les frondaisons d'un grand arbre un espace propre, destiné à la prière et, accessoirement, à la sieste. Le calme est envoûtant, troublé quelquefois par des pleurs d'enfants, des voix de femmes s'activant autour d'une marmite noirâtre, et surtout par les litanies sans fin des dizaines de gosses à l'école coranique : assis devant une planche couverte de caractères arabes, ils calligraphient puis ânonnent un à un, sous les coups de trique d'un surveillant, les versets du Coran. Les cris – car les enfants crient – m'effraient par leur intensité, leur soudaineté, mais aussi par l'idéologie qu'ils masquent. La soumission à l'islam est un acte de foi qui, pour ces enfants, est irrévocable : ils ne pourront jamais renier leur religion initiale, ni même en douter, car cela constituerait un péché, et provoquerait une mise à l'écart de la communauté (famille, etc.). Si l'on passe la tête par la porte entrouverte de la cabane d'où montent les chants, on découvre tous ces visages au crâne rasé et aux yeux de jais, et l'on peut à cet instant saisir ce qu'est la force de

l'islam : comment ces enfants joueurs, gais et sauvagement fous de la rue sont-ils devenus ici si ternes et éteints ?

Pourtant, à Afgoye aussi, on s'amuse : *Istunka*, la fête où les paysans viennent accomplir une danse mimée au cours de laquelle on se donne des coups de bâton. Puis le « sang-gage-de-fertilité » ayant coulé, on ramasse les blessés pour l'année suivante. Puis aussi le *Neirous*, nouvel an païen d'origine perse, dont je me demande comment il est arrivé jusque-là. Et puis les mariages, les enterrements, les naissances sont autant d'occasions pour réunir toute la famille autour d'un mouton grillé et de riz. Mais en fait, et comme je le constate souvent, ces manifestations de foi se déroulent dans le calme, et, le soir tombant, chacun s'en retourne rapidement chez soi. Où est donc passée l'Afrique ?...

Une Albanie africaine

A mi-chemin entre le monde arabe et l'Afrique, voilà un Etat dont il est malaisé de saisir les modes de fonctionnement, ou de le comparer à d'autres Etats indépendants. La Somalie ferait plutôt penser à une Albanie africaine qui aurait vu le jour sur ce sol. Pays où l'on ne peut entrer, d'où l'on peut difficilement sortir, où tout journaliste est suspecté d'activités « criminelles », mais où les courants profonds qui animent la société sont très difficiles à percevoir. Mais le long du fleuve Shebelle (« guépard » en somalien), c'est l'âme de l'Afrique qui est présente, ou plutôt une ambiance située à mi-chemin entre la réalité africaine (faune, flore, population) et les concepts inconscients de l'Afrique intégrés en Europe. Cependant, dans les petits villages de huttes, zones vertes, humides, ombragées, il est plaisant de ralentir le rythme et de s'imprégner des odeurs, des couleurs et des sons

présents sur les marchés parfumés, dans les ruelles étroites remplies d'enfants et le long des pistes où circulent des femmes lourdement chargées.

En Somalie, tout citadin rêve de finir ses jours dans cette région verdoyante qui contraste avec le reste du pays gris, sec, chaud et désolé. C'est ce spectacle qui s'offre sur la route rectiligne qui conduit vers le sud jusqu'à Brava.

4.
La plus belle ville d'Afrique de l'Est

Accessible après une course de deux ou trois heures sur le goudron surchauffé, où pas un seul virage ne vient troubler la méditation, mais où la vigilance doit rester en éveil pour guetter les animaux ou les gosses qui traversent sous les roues des véhicules, voici Brava, la plus belle ville d'Afrique de l'Est. Et lorsqu'à la nuit tombante je me hisse au sommet de la dune rouge qui surplombe la cité baignée de vert et de bleu marin, je me sens envahi de bien-être. Moteur coupé, la tête au vent, les sens en éveil, je descends, je glisse jusqu'aux premières maisons blanches qui contrastent avec l'orange vif du sable. Je traverse le plus discrètement possible les quartiers qui semblent endormis, jusqu'à la plage, puis, roulant où meurent les vagues, j'irai derrière les dunes chercher le sommeil.

Et puis, à l'aube humide et glacée, je serai réveillé par le dialogue de deux nomades qui, conduisant une chamelle à la ville, m'observent à distance. Lorque je retourne en ville, j'ai le sentiment que tout le monde sait déjà, grâce à eux, qu'un Blanc a dormi, là-bas, vers le sud.

Après un petit déjeuner composé de beignets, de *samboussi* (gros raviolis frits) et de thé dans un bar minuscule, c'est encore un policier qui m'adresse la parole en italien et qui me demande d'où je viens. Tout se sait ici très rapidement, toujours à cause de cette paranoïa de l'espionnage qui affecte la police. Je me sens une fois de plus oppressé ce matin par la présence de tous ces hommes (les femmes, bien sûr, n'entrent pas) qui, assis aux tables grasses et collantes, viennent siroter un thé et, certainement aussi, en savoir plus long sur la présence de cet étranger...

La population de Brava est composée de gens au teint plus pâle, et aussi de quelques Bajuns : une tribu bantoue du Sud côtier. Cette ethnie n'est pas de race somalie, parle la langue swahili (ainsi qu'au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda), et se trouve un peu mise à l'écart, malgré les tentatives gouvernementales d'intégration. Selon mes hôtes, cette blancheur de peau provient de métissages qui auraient eu lieu à l'époque de la présence portugaise dans les ports de la côte orientale. Pour ma part, il semble que ces métissages aient une autre origine (yéménite ou arabe) : les noms d'éventuels descendants portugais n'existent pas ici. Pas plus que je ne note d'habitudes lusitaniennes de la vie quotidienne : pas de culte catholique, par exemple. Il faut dire que l'islam est passé par là depuis...

Brava a l'allure d'une vieille cité arabe : les maisons blanches, carrées, aux étroites ouvertures, qui tournent le

dos à la mer, s'inspirent d'un curieux mélange de styles yéménite et portugais. Ce cachet particulier est celui de tous les ports d'Afrique de l'Est et de la péninsule Arabique. De l'époque portugaise reste la vieille tour-phare au large, qui semble veiller sur la ville, tout comme les piliers rongés de sel de l'ancienne jetée qui servait à l'exportation des bananes à l'époque de la colonisation italienne.

Cet patchwork de cultures et d'époques confère à la ville un charme inégalé qui, ajouté à la douceur de vivre de l'endroit, constitue un spectacle romantique auquel le voyageur succombe en parcourant les ruelles, s'engouffrant sous les passages pour se rendre jusqu'à la plage encombrée de restes datant de l'idylle soviétique. Les carcasses d'acier des bateaux qui rendent si mélancolique la plage de Brava pourrissent au fil des temps et attendent les pièces détachées qui n'arriveront sans doute jamais. De toute façon, ils n'auraient pu être réparés, l'atelier de réparation étant ensablé depuis bien longtemps. Par conséquent, les entrepôts frigorifiques flambant neufs de Mogadiscio, construits par le Japon, sont... vides. Et le poisson coûte au marché jusqu'à cent vingt shillings le kilo (environ trente francs).

A Brava comme ailleurs sur la côte, on pêche artisanalement à l'aide de pirogues, et les prises sont rapidement et directement revendues au consommateur, malgré l'existence de coopératives. Les trois mille kilomètres de côte regorgent de poisson, et à ce titre la coopération internationale – Japon, Suède, Italie, Grande-Bretagne et, auparavant, U.R.S.S. – a investi des fortunes dans la pêche... sans résultat : deux magnifiques chalutiers de haute mer italiens rouillent à quai dans le port de Mogadiscio, faute de marins !

Les eaux vertes et bleues de l'océan Indien protègent, semble-t-il, toute une faune qui ne sera jamais pêchée. Les

raisons ne manquent pas : les nomades sédentarisés et instruits de force près des côtes lors des projets de reconversion ne pêchent pas : rebelles à cette activité. Vingt mille nomades ont été installés près des côtes. On leur a appris à nager et à réparer les filets, afin de les inciter à monter dans des barques et foncer sur l'océan. Après cette formation, beaucoup d'entre eux ont préféré regagner le bush et y pratiquer leur activité traditionnelle : l'élevage. De plus, selon certains Somalis, le poisson ne peut être consommé et égorgé selon les rites de la loi islamique, puisqu'il ne saigne pas.

Les Portugais

Brava est très isolée du reste de la Somalie : les liaisons maritimes d'hier ont aujourd'hui presque disparu du fait de l'ensablement du port et de la destruction de la jetée. Les petits cargos ne peuvent plus approcher la plage et se faufiler entre les îlots rocheux qui la protègent. Seuls les *dows* (embarcations artisanales d'une dizaine de mètres) et les barques de pêche en fibre de verre (fabriquées sous licence Volvo) perpétuent l'activité commerciale traditionnelle. Comme Henri de Monfreid, qui depuis Djibouti écumait les ports de la côte septentrionale, on pratique le troc, et on expédie vers Lamu, au Kenya, quelques poissons séchés et quelques moutons.

Les Barawanis (habitants de Brava) sont appelés les *Bartugese* (Portugais) à Mogadiscio, où ils exercent maintenant leurs talents de commerçants et d'hommes d'affaires de l'import-export dans le quartier de l'ancien port (Xamarweyne) et font ainsi vivre leur famille, restée sur place. Ce sont eux qui, avec les Indiens et les Pakistanais, constituent une sorte de micro-bourgeoisie dans la capitale, et n'hésitent pas à envoyer leurs enfants étudier en Italie, en Inde ou au Kenya. Parallèlement s'est

constituée autour des grands responsables administratifs et militaires installés par le pouvoir une autre forme de bourgeoisie qui, elle, est entièrement tournée vers l'Occident et copie dans les moindres détails ses modes de vie. Cette caste n'anime pas pour autant la vie politique ou intellectuelle et se comporte en consommateurs, aliénés comme ailleurs au profit. Une culture où islam et capital font, bien entendu, bon ménage.

Les gens de cette ville écoutent beaucoup, et semblent moins empreints de cette fierté, ou supériorité, propre aux nomades somalis. Imprégnés de culture islamique apportée par les Yéménites, puis par les sultans de Zanzibar, ils sont très cultivés, férus de religion, sages, et pratiquent – ici, plus encore – le culte de la famille. Et les anciens me hèlent en swahili : « *Misungu* » (Blanc), afin que je converse avec eux, sur le banc devant leurs maisons. On les sent curieux et avides de parler de problèmes qui tournent autour du thème favori des Somaliens : la religion. Et puis, de quoi parler d'autre ?

Il est vraiment frustrant de constater que les contacts avec la population se limitent à des opérations mercantiles ou, plus rarement, à l'échange de préjugés ou de clichés bien sentis sur tel ou tel comportement humain. Rares sont les occasions où l'on peut se faire quelques confidences et parler de soi sans avoir à dissimuler quoi que ce soit. Cependant, le charme du Somalien est si puissant que l'on reste et que l'on pose d'autres questions, en croyant naïvement que l'on pourra percer cette carapace dont ils se protègent toujours vis-à-vis des étrangers.

Le souffle de l'homme

Malgré son charme antique et caché, sa douceur de vivre et la nonchalance de ses habitants, je décide de quitter la ville et de rejoindre Mogadiscio par la côte. Par

Merca, petite sœur de Brava, par Gandershe : village côtier noyé sous une palmeraie, ancien comptoir portugais dont les ruines veillent sur la mer, j'emprunte les plages rectilignes et désertes sur des kilomètres. Par hasard, je tombe sur un groupe de pêcheurs ayant capturé une énorme tortue de mer. Elle est là, imposante, retournée sur le sable blanc, en train de mourir, poussant une plainte vaine. J'ai cru entendre le souffle d'un homme à l'agonie.

La gigantesque carapace de l'animal, sur laquelle on aura fixé celle, vernie, d'une langouste, agrémentée de pastilles aux couleurs vives, finira comme souvenir sur les murs de la villa d'un riche fonctionnaire ou de celle d'un coopérant en mal d'exotisme. La chair sera vendue au marché voisin à un bon prix car, selon la rumeur, elle augmenterait la puissance sexuelle des messieurs. Comment justifier un tel carnage ?

5.
Hargeysa

Pour me rendre à Hargeysa, j'ai pu obtenir une place dans l'avion de quarante fauteuils des Somali-Airlines qui relie une fois par semaine la capitale au Nord somalien, et poursuit ensuite sur Djibouti.

Des banquettes de vieux Dakota

Lorsque les roues de l'appareil touchent la piste goudronnée, je repère à quelques mètres d'elle les vaches qui broutent au milieu des carcasses de véhicules militaires soviétiques et d'antennes-radars bancales qui tournoient vainement. L'avion ira jusqu'au bout de la piste et fera un demi-tour pour rejoindre ensuite l'aérogare. Je remarque, derrière les buttes de terre, les MIG (avions de construction soviétique en service dans de nombreuses armées, les MIG ont été hérités de la présence soviétique, mais deux d'entre eux se sont écrasés lors d'une démon-

stration aérienne pour l'anniversaire de la révolution en octobre 1983, parmi eux l'unique avion-école de l'aviation somalienne), protégés d'une bâche et au nombre de six. Ils me rappellent que je suis dans un pays en guerre, mais je me demande s'ils peuvent prendre l'air et riposter à l'ennemi : deux ou trois d'entre eux ont les roues dégonflées.

Parvenu à destination, je fais la découverte de la « simplicité » des bâtiments. La salle d'attente est meublée à l'aide de deux paires de sièges couverts de Skaï bleu clair, vraisemblablement cannibalisés sur le vieux Dakota (DC 3) qui rouille au-dehors, le nez en l'air. Simplicité et économie sont les mots d'ordre. Cela ne me dérange guère, préférant de loin ce type de sièges à ceux des aéroports modernes, où il est impossible de s'allonger pour dormir. L'intérieur de l'aéroport fourmille de civils qui m'invitent à passer par ici et puis par là dans une enfilade de couloirs pour gagner enfin la sortie. Je dois avouer que je ne ressens pas ici l'oppression qui règne dans l'aéroport de Mogadiscio : tout est bon enfant, on offre des cigarettes... et l'on s'attarderait presque, tant le contact s'avère chaleureux.

Hargeysa, ancienne capitale du Somaliland britannique, située tout près de l'Ethiopie, garde l'empreinte de cette époque coloniale. Je retrouve chez ses habitants une sorte de flegme à l'anglaise, de calme serein qui contraste avec l'excitation relative des ressortissants de l'ancienne Somalia. De plus, la ville elle-même conserve du passage des Britanniques quelques bribes de leur style de vie : rapports distants, allure rigide, administration inébranlable, etc.

La ville est située sur les plateaux, zone de pâturages d'été pour les nomades, et environnée de montagnes, que nous avons survolées lors de l'approche. La température est fraîche à cause de l'altitude, et l'hygrométrie étant

modérée, je n'ai pas cette impression d'être constamment mouillé lorsque je sors d'un endroit frais. La végétation est essentiellement épineuse et assez verdoyante. Les rues sont parfois bordées d'arbres.

Les maisons basses, blanches, et les cabanes au toit de tôle adoptent la même disposition qu'à Mogadiscio, et abritent une vingtaine de milliers de personnes. L'hôtel que je déniche possède un beau ventilateur dans la chambre. Inutile en cette saison, il fait néanmoins grimper le prix de la chambre qui – comme dans tous les hôtels somaliens – est par ailleurs complètement délabrée mais presque impeccable sur le plan propreté. Après quelques instants de calme, je me précipite dans les rues pour découvrir la ville. Les échoppes proposent des produits introuvables dans le reste du pays : cigarettes étrangères hors de prix (Gitane ou Marlboro), mais aussi du petit matériel électro-ménager. Ces produits proviennent de Djibouti, où les femmes de la région vont vendre des productions artisanales (tabourets, couteaux) et surtout de l'encens.

Une tradition plus que millénaire

L'encens constitue l'une des activités principales de cette région semi-désertique. Et les arbres, dont on récolte la sève séchée sur leur tronc incisé au couteau, ne poussent que dans ces lieux arides, surchauffés et inaccessibles à tout véhicule. Les clans Darod et Issaq peuplent tout le district nord et perpétuent une activité millénaire : l'incision des troncs, la récolte, le tri et enfin la vente ou le troc de l'encens dans les ports de la côte entre Djibouti et le cap Guardafui. Il est désormais certain que les anciens Egyptiens venaient ici s'approvisionner, et que l'encens utilisé pour les cultes religieux, les embaumements et les soins, était échangé contre d'autres biens

indispensables pour le « Peuple de Pount », comme on le nommait alors.

La Somalie est l'un des plus grands exportateurs d'encens : essentiellement à destination des pays du Golfe et de la France pour son industrie de parfums. Il existe deux sortes d'encens : l'encens femelle *(mahaddi)*, qui a une senteur douce et raffinée, et qui est récolté sur l'arbre *Boswellia Frereana* (*dgeggar* en somali), qui s'accroche aux rochers non par une racine mais par une semelle ; et l'encens mâle *(beiho)*, qui dégage une odeur forte et puissante et qui provient de l'arbre *Boswellia Chan Dajiana* (*mohorr* en somali). Quant à la myrrhe *(malmal)*, utilisée principalement en cosmétique et pharmacie, on la récolte sur l'arbre *Commiphora Playfair (didin)*.

Mais les Somaliens ne parviennent pas à tirer de l'encens une source de revenus importante, étant donné le relief du terrain où pousse naturellement l'arbre, et la technique très rudimentaire de son exploitation. Ainsi, chaque tribu ou village « possède » un territoire sur lequel il récolte la sève séchée, et pratique parallèlement l'élevage de petits troupeaux de moutons et de chèvres, parfois quelques poulets. Les conditions de vie sur ces plateaux sont, certes, rudes, mais ces gens comblent leurs besoins les plus élémentaires. Ils semblent, tout comme l'arbre dont ils vivent, accrochés à cette terre inhospitalière, brûlée, épineuse, et parviennent à trouver l'eau indispensable à la survie au fond des oueds et des *wabis* (rivières asséchées) ombragés de palmes.

A Hargeysa aussi, l'encens brûle le soir dans les maisons discrètement éclairées à la lampe à pétrole. Imprégné par ces odeurs, je regagne au plus vite ma chambre, à cause du couvre-feu imposé par les autorités en raison de la proximité du front (soixante-dix kilomètres). C'est au cours de l'une de ces longues nuits de solitude que je découvrirai un autre aspect caché de la

Somalie : celui des pratiques païennes, celui des mystères et des peurs collectives de l'homme.

Istaqfurow, ou comment soigner l'hystérie

Très souvent, le soir, les sons lointains d'un tambour perturbent la sérénité de la nuit. Entrecoupés de claquements de mains et d'autres éléments indistincts, ces bruits sont en fait des pratiques ésotériques ou magiques organisées par les familles afin d'éloigner les « mauvais esprits » du corps d'un malade.

Le *Mingis* (mauvais esprit) et autres *Jinis* (génies, jins en Europe) font souffrir les femmes et provoquent chez elles des troubles voisins de l'hystérie (du grec *Hystera* : utérus), maladie exclusivement féminine affirment les Somaliens qui ont lu Freud (et les autres). Il s'agit en fait de phénomènes pathologiques liés à la vie sexuelle : retards dans la menstruation, douleurs abdominales, troubles de la fécondité, migraines, agressivité, apathie, etc. Ces manifestations s'expliquent aisément par les nombreuses grossesses et les problèmes tant psychiques que physiologiques afférents aux mutilations sexuelles infligées dès l'enfance.

Ces mauvais esprits ont – selon les Somaliens – le pouvoir de provoquer des maladies parfois mortelles, et au cours de telles soirées se réunissent autour de la malade le guru *(Calaqad)* – qui sera rétribué (vêtements, argent) – et un chœur mixte d'invités de la famille. La femme malade est purifiée (lavée) et parfumée (encens, huiles) afin d'adoucir son corps et de permettre aux esprits d'en sortir. Elle est ensuite assise au centre du cercle formé par les participants, qui entrent en transe en invitant le *Mingis* à sortir. La *Calaqad* chante :

« Oh Hiid,
Tout-puissant,
Suivant des sentiers tortueux,
Possesseur de chameaux,
Démon endormi,
Sous l'arbre Meygaag,
Porteur de guenilles,
Et de peaux de chèvres,
Va-t'en ! » (du corps de la malade)

Cela dure des heures et, pendant quelques instants, intenses, l'hystérie collective est à son paroxysme : les invités chantent, sautent sur place en tendant les bras vers le ciel. La malade souffre, transpire. Si tout va bien, si le guru s'y est bien pris, le *Mingis* doit déserter son corps. Mais bien souvent, le Malin trouve alors asile dans un autre corps, celui d'un être fragile, un enfant par exemple, qui sera lui aussi « traité » par la suite. Et l'on voit fréquemment des enfants porter autour du cou un collier contenant – enfermés dans une petite bourse de cuir cousu – quelques versets du Coran écrits sur un bout de papier. La vertu thérapeutique de ce procédé est indéniable, et de fait un traitement similaire est appliqué aux moutons et aux chameaux souffrants.

Ainsi donc, en ville, les pratiques magiques côtoient la médecine traditionnelle, rudimentaire, concurrencées toutes deux depuis quelques années par la chimiothérapie et la chirurgie – pratiquées avec peu de souci d'aseptie dans les hôpitaux. A la campagne, en revanche, on utilise le plus souvent des remèdes traditionnels, dont certains laissent songeur : ablation de la luette ou coupe de cheveux étudiée pour combattre les fièvres. Les pointes de feu constituent la panacée, et sont administrées contre la diarrhée, la tuberculose, ou toute autre infection. Il semble qu'une fois que la médecine traditionnelle a échoué pour guérir le (ou la) malade, le Somalien a recours au médecin pour tenter d'enrayer le mal... souvent

bien avancé. Ainsi, étant donné le manque cruel de médicaments et leur prix, il s'avère difficile pour les patients de suivre le traitement prescrit, d'autant plus que la notion de régularité échappe totalement aux nomades, d'où l'impossibilité d'imposer des prises médicamenteuses régulières. De plus, les installations médicales sont généralement dans un état de délabrement avancé : matériel radio en panne, absence d'oxygène ou de certains produits essentiels, chambres aux rideaux sales et poussiéreux. L'hôpital de la police, lui, s'avère en parfait état, et le meilleur matériel lui est réservé.

Désirant rendre visite à une fillette accidentée, je constate que les chambres, même si elles sont vastes et claires, sont infestées de mouches qui viennent souiller les plaies des malades. Les groupes de médecins que je croise dans le couloir ne pourront trouver les antibiotiques dont la petite fille aurait besoin pour prévenir l'infection de sa sérieuse blessure à la tête. C'est un médecin belge qui fournira les médicaments.

Depuis une quarantaine d'années, la coopération internationale a plus ou moins pris la médecine en main, du moins dans la capitale. Et que ce soit grâce aux religieuses italiennes, à la maternité ou aux médecins français de la Caisse centrale des travailleurs, les progrès accomplis sont à la mesure de la lenteur de ce pays et de ses moyens. La mortalité infantile (accidents de naissance, coqueluches, tuberculoses, infections diverses), les parasitoses atteignent encore 50 % de la population nomade et affectent toutes les populations des zones fluviales. La tuberculose cause de gros dégâts un peu partout. De temps en temps, le choléra montre le bout de son nez. Je ne veux pas énumérer ici un à un les maux dont souffre la population, car ils ne sont pas propres à la civilisation somalie, mais se présentent bien souvent là où il y a situation de crise, provoquée ici par la guerre et, plus simplement, par la pauvreté.

Les réveils dans la fraîcheur matinale des montagnes contrastent avec ceux de la capitale. Dès le lever du soleil, les gargotes proposent le petit déjeuner : thé et *angero* (crêpes de maïs) ou foie de chameau frit baignant dans au moins deux verres d'huile. L'abondance de sucre et d'huile constituent d'ailleurs l'un des traits marquants de l'alimentation somalienne : chaque Somalien consomme trente-cinq kilos de sucre par an. Il est difficile de trouver du café, à cause de l'ancienne influence anglaise d'une part, arabe d'autre part.

Hageysa permet de nombreuses balades entrecoupées de haltes réparatrices à l'ombre des arbres ou sur les bancs accolés à chaque façade de maison. A peine assis, c'est la bousculade pour gagner une place à mes côtés. Ce sont généralement les plus anciens qui sont le moins farouches. Dans un anglais parfait, la discussion dérape immanquablement vers les sujets favoris.

Ce sont néanmoins ces rencontres fortuites qui m'ont permis d'évaluer la très vive conscience des habitants d'Hargeysa : ils ont une très forte sensibilité sur la question du socialisme, et un esprit revanchard à l'égard des actions de guérilla menées dans la région par le F.D.S.S. ou le S.N.M., soutenus et armés par Addis. Ces deux organisations de lutte armée perpétuent de temps en temps dans les villages situés entre Borama et Belet-Weyne (cf. la carte) des coups de main qui se font de plus en plus rares depuis 1982 mais qui ne font qu'exacerber un sentiment de vengeance dans l'esprit des Somaliens fidèles au président.

Les slogans en anglais, arabe ou somali qui trônent sous les portraits peints de Marx ou de Lénine dénoncent toutes les « agressions impérialistes » dont est l'objet le territoire. Ces panneaux alternent avec les portraits flatteurs de Siyad Barre – où il semble avoir trente ans... alors qu'il a dépassé les soixante-dix ! – et ceux où sont peints naïvement des combats imaginaires contre l'ennemi, disposés dans les grandes villes par le F.L.S.O., qui lutte aux côtés de Mogadiscio. Le Front de libération de la Somalie occidentale (F.L.S.O.) revendique, lui aussi, des attentats guerriers le long du front somalo-éthiopien. Constituée d'éléments appartenant à l'armée ou y ayant appartenu, cette organisation regroupe en fait une partie des tribus qui occupaient jadis la Somalie galbeed, et qui sont toujours fidèles au président Siyad Barre.

Les deux jeunes gens de dix-huit ans que je rencontre fortuitement dans le hall d'un hôtel sont des soldats du F.L.S.O. Après m'être présenté en tant que Français travaillant à Mogadiscio, le contact a pu s'établir dans un anglais sommaire. Avant que nous puissions échanger quoi que ce soit, un plus ancien, surgi on ne sait d'où, uniforme kaki et médailles sur le poitrail, est venu me les enlever. Cette organisation, dont le siège est situé à côté de l'hôtel *Jubba* dans la capitale, est très active dans le domaine de la propagande anti-éthiopienne et dénonce « les crimes » (actions de guérilla) commis contre les populations du Nord-Ouest. Leur Q.G. est une grande et belle villa ombragée, où entrent et sortent continuellement des hommes exclusivement. Ce mouvement est encore un des outils du pouvoir qui concrétise ainsi la « lutte populaire » contre l'ennemi héréditaire (l'Ethiopie) auquel il s'oppose depuis de nombreuses années sans succès éclatants.

Malgré ce qu'en dit le Somalien de la rue et le black-out total des autorités à ce sujet, il existe une opposition au régime du général Siyad Barre : composée, comme nous l'avons vu, d'éléments armés par Addis, elle constitue une opposition tribale à laquelle se trouve confronté le pouvoir somalien. Mais c'est aussi un

mouvement de fond qui, exilé à l'étranger ou en résidence surveillée quelque part sur le sol somalien, s'articule autour des dirigeants d'hier, déchus par la révolution, et de quelques intellectuels.

Un pays sans opposition

Peu d'informations circulent en Somalie sur les opposants à la dictature somalienne. Les groupes d'intellectuels que j'ai rencontrés sont confrontés à un grave problème de liberté. Le pouvoir contrôle tout : information, médias, déplacements à l'intérieur et à l'extérieur, manifestations publiques, syndicat unique, cultes religieux, etc., et n'hésite pas à fusiller ou à enfermer ceux qui barrent le chemin à l'avènement du socialisme. Le 3 octobre 1984, sept personnes ont été condamnées à mort ou à des peines de prison à vie par la Cour de sûreté de l'Etat, suite à un certain nombre d'explosions à Hageysa et à des distributions de tracts antigouvernementaux. Vingt-deux autres personnes ont, elles, été condamnées à des peines allant de trois à vingt ans de réclusion. Conscient qu'il ne peut éliminer tous ses opposants, le régime sait quand il lui faut envoyer les réfractaires ou les supposés espions en exil intérieur, en prison ou dans les camps de prisonniers, camps de rééducation politique (camp de Hallane) près d'Afgoye.

Néanmoins, les 17 et 24 février 1985 s'est tenue en Suède une réunion sous le thème : « L'unification des forces progressives somaliennes », qui a rassemblé les représentants du Somali People's Vanguard Party et du Somali People's Democratic Party. Ces deux rassemblements d'opposition, après avoir examiné la situation de la République somalienne, et souligné la nécessité de lutter pour les mouvements d'opposition à Siyad Barre, ont reconnu le bien-fondé de la lutte armée menée par le

S.S.D.F. et le S.N.M. Les deux parties ont dénoncé de concert l'impérialisme américain, et soutenu la *« cause juste et héroïque des peuples qui continuent à souffrir du colonialisme et de ses organisations : A.N.C., SWAPO, O.L.P., POLISARIO, F.M.N.L.F. (Philippines), etc., ainsi que les révolutions populaires en lutte contre les machinations et les agressions continuelles de l'impérialisme : Angola, Mozambique, Libye, Afghanistan, Liban, Syrie, Kampuchea, Cuba et Nicaragua ».*

Un coup sérieux a été porté en mai 1974 au régime militaire de Siyad Barre par la défection du deuxième secrétaire de l'ambassade de Somalie à Stockholm, lequel a rejoint les rangs des opposants, organisés en Suède sous l'égide de l'organisation HIMILO. Dans une lettre ouverte publiée dans une revue d'opposition, Hassan Sheck Ali Elmi a accusé et dénoncé les excès du général Siyad Barre et des siens :

> *« Cent trente des deux cent dix employés des trente-neuf ambassades somaliennes à travers le monde appartiennent à la tribu de Siyad. Les membres de la famille Siyad Barre et ses proches ont acheté vingt-deux villas en Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis. Les huit villas de Washington ont coûté, chacune, deux millions de dollars. L'ambassade de Somalie en Suède est l'une des ambassades engagée activement dans l'infiltration et les activités d'espionnage des mouvements d'opposition somalis dans les pays scandinaves. »*

S'il est certain que ces affirmations sont à prendre avec un minimum de précautions, il est sûr aussi que le dictateur utilise ses services secrets pour des missions extérieures. Il faut en effet savoir que les équipages du Boeing 727 des Somali-Airlines qui se rend à Francfort via Le Caire sont eux-mêmes surveillés par des membres des services de sécurité (N.S.S.), barbouzes qui font le voyage dans l'appareil et à qui hôtesses, stewards et pilotes

demandent l'autorisation de quitter l'hôtel qui les héberge entre le vol aller et le vol retour.

De plus, dans le même ordre d'idées, à leur retour dans la mère patrie, les fonctionnaires somaliens ou étudiants boursiers qui ont fait un long séjour à l'étranger doivent subir une période de trois mois de réendoctrinement politique dans un camp militaire, cela afin de reprogrammer socialement les déviants éventuels qui auraient pu acquérir, à l'étranger, de mauvaises habitudes.

« Tout contrôler » semble être la devise d'un pouvoir qui, vis-à-vis de la religion, se trouve contraint d'agir avec circonspection et pour qui islam et socialisme scientifique ne sont pas forcément antinomiques. Cependant une mise en garde contre toute tentative de sédition est adressée de temps à autre aux religieux trop vindicatifs ou extrémistes.

Les Frères musulmans

L'opposition religieuse existe : les intégristes sunnites inspirés du mouvement des Frères musulmans (Egypte, Soudan), ainsi que des mouvements islamiques plus radicaux, trouvent un écho dans la capitale, et notamment à travers les écoles coraniques, cela avec l'aide de quelques ulémas égyptiens. Quant au chi'isme qui fait si peur à l'Occident, bien qu'une infime partie de la population somalienne soit chi'ite (moins de 2 % chez les nomades) et que la prière du vendredi à la grande mosquée de Mogadiscio ait été animée pendant plusieurs années par un religieux iranien, rien ne laisse à penser que cela ait provoqué, dans la population, des velléités du type de celles pratiquées en Iran depuis la révolution islamique, ou en Egypte depuis quelques années.

Cependant, inquiet de tout ce qui pourrait le déstabiliser, le gouvernement surveille de près ces trublions qui s'opposent au matérialisme scientifique et qui prônent tout de même un retour à des pratiques religieuses plus orthodoxes : port du voile pour les femmes, séparation des sexes à l'école, prohibition stricte de l'alcool... Ces thèmes recueillent une audience remarquable auprès de certains jeunes garçons qui, comme tout écolier somalien, fréquentent l'école coranique parallèlement à l'école publique. Et c'est surtout dans les couches les plus populaires que l'on accueille le plus favorablement ce genre de thèses : crédulité, regain de mysticisme, ferveur religieuse et traditionnelle, tout cela arrange bien les maîtres à penser de l'islam somalien. Ainsi, peu avant le jeûne purificateur du ramadan, la rumeur populaire a annoncé la naissance, dans la capitale, d'une bête-monstre extraordinaire car s'exprimant en somali, laquelle se mit à annoncer la fin du monde imminente, sous un déluge de pierres. Il est certain que, cette année-là, le jeûne a été suivi avec une ferveur inhabituelle !

La résistance religieuse intérieure est le fait des ulémas somaliens *(Waddads)*, dont la plupart brillent plus par leur ignorance en matière religieuse et leur vénalité, que par leur érudition. Certains d'entre eux ont été fonctionnarisés de fait, car de nombreuses mosquées sont devenues la propriété de l'Etat somalien après la révolution. Ils n'ont pas pour autant adopté les thèses marxistes, mais sont consultés de temps à autre pour certaines décisions afin d'éviter toute rébellion populaire provoquée par une mise à l'écart brutale de l'islam. De même, afin de ménager les sensibilités, ou par souci de plaire et d'être respectés, Siyad Barre et sa famille (principalement ses frères) effectuent annuellement leur pèlerinage à La Mecque.

Cependant, il y eut un incident grave lorsqu'en 1975, dix *Waddads* (religieux) furent passés par les armes, et

vingt-cinq autres comparurent devant la Cour de sûreté de l'Etat, pour avoir distribué des tracts et exhorté les fidèles (lors de la prière du vendredi) à s'opposer à la nouvelle « loi de la famille » qui remettait en cause la tradition écrite islamique *(Sunna)* sur certains points : héritages à parts égales entre femmes et hommes, répudiations soumises à un tribunal civil, interdiction de la polygamie, etc.

Mais en fait, l'islam, tel qu'il est pratiqué en Somalie, est beaucoup plus paisible et moins rigoriste que celui pratiqué dans de nombreux autres pays : Maghreb, Egypte, péninsule Arabique notamment. Et il est vrai aussi que les enfants de la révolution sont beaucoup moins sensibles que leurs aînés ou leurs cadets aux révélations faites au Prophète et à tout ce que les hommes ont jugé bon d'interpréter. En aucun cas donc un mouvement religieux ne saurait constituer une force politique suffisamment pressante pour renverser l'actuel président et jeter Marx et Lénine aux oubliettes.

Un centre d'agitation

L'université nationale de Mogadiscio pourrait constituer un centre d'agitation ou de réflexion politique si elle n'était étroitement surveillée. Les étudiants s'autodisciplinent toujours, à cause de cette paranoïa de l'espionnage, et discutent rarement entre eux de politique dans l'enceinte des campus. La N.S.S. recrute ici de nombreux indicateurs, qui gardent l'œil ouvert sur leurs collègues et sur les professeurs étrangers envoyés en mission (italiens principalement).

Les étudiants que je connais font preuve d'une conscience... politique très développée. Est-ce une façade, ou bien une réalité ? Je transcris le dialogue qui pourrait s'échanger :

Moi : « Voudrais-tu que cela change, qu'il y ait un autre président ? »
Lui : « Non, pourquoi ? Ce serait pareil avec le nouveau. »
Moi : « Mais s'il y avait une démocratie ? Une façon de gouverner choisie par tout le monde ? »
Lui : « ??? »
Moi : « Mais les élections, quand même ? »
Lui : « On ne peut pas pour l'instant. »
Moi : « Pourquoi ? »
Lui : « Ce n'est pas facile ! »

En effet, ce n'est pas facile d'imaginer un pays où l'on ne peut même pas dire à son voisin que le président est un salaud sans craindre de voir la milice en armes encercler le quartier.

Défoncés à la colle

Alors, à la manière de nos modes de fonctionnement occidentaux, le régime somalien poursuit sa révolution en maintenant impunément la tête des prolétaires et des sous-prolétaires sous l'eau.

Et puis la révolution, c'est aussi les junkies de quatorze ans qui traînent sur le *Lido*, shootés à la colle vinylique des cordonniers. C'est aussi le salaire d'un homme de peine trois cents fois inférieur à celui de son employeur. C'est aussi les dirigeants qui nourrissent dans leur jardin des animaux sauvages (gazelles, guépards) qu'ils achètent pour le prix du salaire annuel de leur femme de chambre. C'est aussi le lait du sein des filles de la misère qui sert à nourrir le rejeton des bourgeoises qui craignent pour leur poitrine. C'est aussi les femmes des night-clubs qui se laissent embarquer pour le prix d'une bière ou de deux (deux cents shillings)...

Et même si chacun s'accorde à prédire, voire souhaiter la chute du régime, la pression sociale est si forte qu'elle efface toute velléité de lutte. Chacun a réellement peur de finir en prison pour s'être opposé à une politique qui lui échappe.

6.
La canonnière

Las de l'immobilisme et du manque d'activité d'Hargeysa, je reprends le Fokker des Somali-Airlines vers la capitale. Et c'est frigorifié du fait de l'altitude et de la mauvaise pressurisation de l'appareil que je me laisse aller à de nébuleuses réflexions.

L'enveloppe des Somali-Airlines

Réveillé par les soubresauts de l'avion et le froid, je me recroqueville tant bien que mal sur mon siège et étale les couvertures sur mes jambes gelées. Nous sommes une douzaine dans l'appareil : des Somaliens qui somnolent, le nez dans leur attaché-case, un Américain qui est le directeur de l'U.S.I.S. (service d'information : « US Information Service » chargé, dans la capitale, de la diffusion de l'américain et des informations concernant les Etats-Unis. Dans beaucoup de pays, le personnel de l'U.S.I.S.

vaque à des occupations plus discrètes...) et travaille donc à Mogadiscio, et moi.

Une hôtesse s'occupe de nous et, devant moi, dans le poste de pilotage, les deux pilotes et le mécanicien s'affairent. J'observe l'équipage et m'inquiète des allées et venues du mécanicien entre l'avant et l'arrière. Dans la soute, il enlève des valises, remue des cartons, et repasse devant moi en cachant maladroitement une énorme botte de khât, elle-même dissimulée dans une non moins énorme enveloppe portant l'en-tête des Somali-Airlines.

Je comprends : ce khât provient de Djibouti, tout comme l'avion qui assure la liaison hebdomadaire entre les deux capitales. J'imagine que mes pilotes sont en train de mâcher tranquillement l'herbe, et qu'ils feront le ménage avant de se poser à Mogadiscio. J'imagine aussi qu'ils revendront deux à trois mille shillings pièce (en 1983, la même qualité aurait coûté quatre-vingts shillings) les bottes qu'ils ont cachées dans leurs bagages. Ils ne seront pas fouillés car le vol est un vol national, donc pas de contrôle douanier.

Un fait de société

En république de Somalie, la consommation de khât était un fait de société jusqu'à ce qu'elle soit bannie en février 1983, ainsi que l'usage d'autres stupéfiants (marijuana essentiellement). Avant cette date, la capitale s'agitait fiévreusement jusqu'à midi, puis ensuite : plus rien. Chacun (les hommes, bien sûr) ayant acheté sa botte d'herbe, les citadins s'installaient chez eux, seuls ou avec des amis, ou bien encore à l'ombre d'un arbre, pour mâchouiller tout l'après-midi, et souvent beaucoup plus tard, les tendres feuilles vertes des sommités de cet arbuste, dont l'effet, voisin de celui des amphétamines, maintient en état de veille. En fin d'après-midi, dans la

capitale, il était courant de croiser des zombies aux yeux écarquillés, la joue gauche bosselée, et la main droite pleine de feuilles vertes, feuilles qui, pour la plupart, provenaient du Nord-Kenya et de l'Est éthiopien par Toyota entières. C'est ce phénomène (source de fuite de devises) qui aurait incité le gouvernement à légiférer et à mettre définitivement au ban la consommation du khât.

Il faut néanmoins préciser que, parmi la population citadine, cette plante faisait des ravages. Non qu'elle soit néfaste, mais elle engendre une apathie générale qui se développe après que l'effet de veille s'est dissipé. De plus, l'habitude de mâcher se pratiquant de nuit, une bonne partie des consommateurs se sentent peu prêts, le lendemain, à regagner leur bureau dans l'enthousiasme. Par conséquent, l'absentéisme dans l'administration et les services publics croissait, pour cause de khât. Depuis sa mise au ban, il est certain que l'absentéisme a diminué dans les services, mais il est toujours inutile d'entreprendre une démarche avant 9 h 30 ou après 11 h 30.

Dans les pays voisins, la consommation du khât est tolérée : Kenya, Ethiopie, Djibouti, république arabe du Yémen. A Djibouti, où rien de vert ne pousse, c'est un avion quotidien (Boeing 737 d'Air-Djibouti) qui apporte spécialement ce khât d'Ethiopie (plusieurs tonnes par jour). Par ailleurs, une rumeur circule à Mogadiscio, affirmant que certains commerçants proches de Siyad auraient obtenu une licence d'importation de ce produit.

Hassan

Nous nous poserons sans bavure, et c'est sous un ciel chargé de nuages noirs et gris que je regagne la maison. Peu après, c'est le déluge. Cette saison des pluies est redoutable, car il pleut sans arrêt ou presque. Par conséquent, les rues deviennent de gigantesques torrents de

boue chargés de détritus divers qui dévalent les artères à la grande joie des enfants qui s'y vautrent avec délectation. Faute d'égouts, tout endroit creux se transforme rapidement en marigot où ce mélange nauséabond macère pendant des semaines.

Je traverse une fois de plus toute la ville qui, cette fois, prend une tout autre allure : le blanc est devenu franchement gris, le bleu de l'océan est passé au vert sombre. Et les vagues qui viennent exploser contre l'ancienne jetée du port sont devenues fortes, violentes, animées soudain d'une force inhabituelle. Tout est tellement différent de ce que j'avais connu avant mon départ pour le Nord ! Je réapprends la capitale, morceau par morceau, sous un nouveau jour. Au détour du front de mer, près de l'ambassade de France où je traîne entre deux averses, je recrée le contact. Le contraste avec le calme habituel des beaux jours me surprend. Adossé aux murs rose vif décrépis des anciennes maisons d'import-export de l'époque coloniale italienne, je prends l'air (et l'eau), j'observe les jeunes qui jouent au foot entre les flaques et s'encouragent de cris aigus. D'une maigreur rare et vêtus seulement d'un short, ruisselants de sueur et de pluie, ils s'excitent joyeusement sur le ballon. L'averse menace : je fuis... Eux, non !

C'est au Centre culturel français voisin de l'hôtel *Jubba*, où je vais me mettre au sec, que je fais une rencontre étonnante : un Somalien qui parle français. Il s'appelle Hassan. D'une cinquantaine d'années ou plus, il a gardé un port très altier et une stature imposante. Dans notre langue, qu'il émaille continuellement de mots très crus, il m'explique qu'il est français et, pour le prouver, exhibe ses deux passeports : somalien et français.

L'armée coloniale française, présente à Djibouti de 1846 à 1977 (date de l'indépendance), a recruté sur place des Somalis pour en faire des soldats et les utiliser dans

ses guerres outre-mer. A ce titre, Hassan a été incorporé comme chauffeur sur une canonnière qui naviguait sur un fleuve en Indochine, actuel Viêt-nam. Tous les marins de soute, m'a-t-on dit, étaient somalis ; les officiers et les soldats, français. Le navire portait donc le nom de *La Somalienne*, et écumait le fleuve pendant les troubles. Tous ces gens ont été démobilisés en France après la défaite de Dien Bien Phu en 1954, mais les chauffeurs ont alors acquis la nationalité française, à titre de remerciements. Hassan a même eu droit à une maigre pension, et subsiste aujourd'hui grâce à une affaire qui lui assure le minimum.

La France a été l'ennemi déclaré de la république démocratique de Somalie pendant de longues années, car selon cette dernière elle occupait illégalement des terres habitées par des tribus somalies, à savoir le territoire français des Afars et des Issas, actuelle république de Djibouti. Pour protester contre cet état de fait, Mogadiscio aura recours à différents procédés. Les Somaliens ayant compris, sous Giscard d'Estaing, qu'ils ne récupéreraient pas le territoire convoité par le biais diplomatique, des manifestations populaires « spontanées » revendiquant le rattachement du T.F.A.I. à la nouvelle République éclatèrent dans la capitale : des dizaines de milliers de personnes (encadrées par milice et police) défilèrent autour de l'ambassade de France à plusieurs reprises. Les diplomates n'en menaient pas large lorsqu'il y eut des jets de pierres et d'objets enflammés sur les bâtiments où s'était retranchée la colonie française. Mogadiscio fut liée à la terreur engendrée par le Front de libération de la côte des Somalis à deux reprises. Cette organisation, dont le numéro deux (Omar Osman Rabeh) déclarait en 1976 être favorable à la lutte armée de libération contre le colonialisme français à Djibouti, se déclarait d'inspiration socialiste et proche du pouvoir somalien depuis la révolution de 1969.

Le 24 mars 1975, Jean Gueury, ambassadeur de France en Somalie, était enlevé à la sortie de la messe à Mogadiscio par le F.L.C.S. qui réclamait, en échange, la liberté pour deux prisonniers politiques emprisonnés en France (pour activités illégales dans le T.F.A.I.) et cent mille francs en or déposés à Aden (Yémen démocratique). Le diplomate fut libéré plus tard, après force négociations, et la Somalie accusée de complicité.

Une certaine collusion entre F.L.C.S. et république de Somalie a pu être établie lors de l'incident de Layoda le 3 février 1976, au cours duquel un commando de l'organisation prenait en otage un car d'enfants de militaires français en plein Djibouti. L'autobus gagnait peu après la frontière somalienne et stoppait à quelques mètres du poste de police somalien. Vers quinze heures, le génie stratégique français passait à l'attaque, capitaine Barril en tête, assisté de commandos de la légion étrangère et de l'infanterie de marine, stationnés dans la région. Les voleurs d'enfants se réfugiaient alors derrière le poste de police où, avec l'aide d'éléments somaliens, ils ripostaient aux tirs. Le bilan fut lourd : un enfant tué et plusieurs autres blessés (par balles somaliennes, selon l'enquête administrative française) ; six policiers somaliens ainsi que les quatre membres du commando tués également ; un officier français blessé et un jeune garçon gardé comme otage et dirigé vers Hargeysa. Les revendications du commando étaient claires : annulation du référendum pour l'autodétermination du territoire français des Afars et des Issas, libération des prisonniers politiques, indépendance immédiate du territoire.

Il est, je crois, nécessaire de situer l'événement dans la réalité djiboutienne du moment, où les populations somalies étaient l'objet de mesures discriminatoires :

- reconnaissance d'un seul mouvement de libération légal, avec à sa tête Hassan Gouled Aptidon (l'actuel président) ;

- mise en place par Paris d'un personnage fantoche pour organiser l'accession à l'indépendance : Ali Aref (contre qui une tentative d'attentat échoua le lendemain de l'affaire de Layoda) ;
- refoulements quotidiens en Somalie (à Layoda, justement) des Somalis sans papiers présents à Djibouti ;
- expulsion de deux mille dockers somalis de l'enceinte portuaire ;
- opérations nocturnes de la police et de l'armée dans les quartiers populaires de Djibouti ;
- volonté française non masquée de ne pas céder l'indépendance au territoire revendiqué par Mogadiscio dans son rêve de « Grande Somalie ».

Lorsque, le 27 juin 1977, Paris plaça à la tête de la nouvelle république de Djibouti devenue indépendante un homme d'ethnie issa et né à Garissa, mais peu sensible aux revendications somaliennes, Radio-Mogadiscio, de rage, accusa la France d'avoir procédé au lancement d'une bombe à hydrogène sur le Nord somali. En fait, il s'agissait des restes d'un ballon-sonde gonflé à l'hélium, expédié dans l'atmosphère par une station météorologique djiboutienne, et qui serait retombé. Cet incident illustre la qualité des relations franco-somaliennes de l'époque.

Avec l'arrivée, en 1981, des socialistes à l'Elysée, on assista à des relations franco-somaliennes pour le moins étranges, Paris ne voulant pas céder gratuitement son soutien à un pays où il ne possédait pas d'intérêts et dont le sous-sol ne renfermait aucune ressource digne de convoitise. Malgré la visite du chef de l'Etat somalien en France en octobre 1983 et la présence de la Somalie comme observateur aux diverses conférences franco-afri-

caines, rien ne permit d'affirmer que Mitterrand eut cédé sur le plan de l'aide militaire. Les premiers contacts entre gouvernements français et somalien avaient eu lieu en 1981 avec la visite de Guy Penne, conseiller du président pour les Affaires africaines, qui s'était rendu à Mogadiscio au moment où Frédéric Mitterrand bouclait le tournage de son film : *Lettres d'amour en Somalie.*

Depuis, les contacts se sont maintenus par les voyages de routine d'attachés militaires en provenance de Djibouti, mais aussi par la visite annuelle d'un navire de guerre français dans le port de Mogadiscio.

La politique extérieure somalienne, confiée à un proche du président : son demi-frère très exactement (Abdirahman Jama Barre), semble désormais consister essentiellement en la recherche d'armes ou de crédits militaires, et d'abord auprès de l'ennemi d'hier : l'Italie.

Retourner vers les Russes

« Mais qu'est-ce que vous voulez ? Que la Somalie désarmée, humiliée, retourne vers les Russes ? », déclarait Siyad Barre au président du Conseil italien, Bettino Craxi, lors d'un voyage à Rome en septembre 1985. En effet, peu à peu lâchée par l'Ouest, la Somalie pratique le chantage politique. Les chiffres témoignent de cet abandon :

Dons italiens

ANNÉE	MONTANT (en millions de dollars US)
1981	271
1982	145
1983	124
1984	70
1985 (six premiers mois)	33

Tout en essayant de ménager son premier fournisseur en dons de toutes sortes (1981-1984 : 310 milliards de dons ; 1985-1989 : 550 milliards de dons), la Somalie exige des chars pour lutter contre les T55 soviétiques prêtés au F.D.S.S. par l'armée éthiopienne, mais aussi de l'artillerie, des blindés, des avions, des hélicoptères... A cette demande, le Conseil italien oppose un refus modéré : pas de blindés légers, mais on vous cède quand même nos vieux chars M47 (donnés à l'Italie par les Etats-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale dans le cadre du plan Marshall). Dans le dernier lot, une centaine de modèles auraient été donnés à l'armée somalienne, qui en a besoin pour remplacer ceux immobilisés sur le front et devenus pièces d'artillerie fixes. Et le ministre de la Défense somalien (Ali Samantar) d'ajouter : *« Vous avez la responsabilité historique d'assurer la défense de notre pays. »*

Cependant, l'Italie n'intervient pas seulement dans l'aide militaire : elle finance de nombreux projets de développement agricole, industriel ou culturel. Les derniers en date sont la construction d'une route dans la région de Bani-Sanaag (450 km environ), un programme de vaccination populaire, et l'envoi de dix mille tonnes de riz pour les réfugiés. Malgré cela, afin de poursuivre sa lutte contre l'impérialisme et affirmer son identité, le

président somalien va quérir ailleurs ce que l'Occident ne peut lui fournir. C'est ainsi que des rapprochements très inattendus se sont opérés en 1984 et 1985.

Des liens avec l'apartheid

Les relations diplomatiques avec la Libye sont rétablies depuis le 8 avril 1985 et laissent à penser qu'elles ne se contenteront pas de ronds de jambe et de courbettes. De plus, un an avant (avril 1984), le régime a commis l'erreur de rencontrer discrètement le Premier ministre sud-africain Botha, sans doute pour lui réclamer ce dont Mogadiscio avait le plus besoin à cette époque : argent et armes. Un accord serait d'ailleurs intervenu en octobre de la même année.

Il semble que les racistes blancs d'Afrique du Sud aient été disposés à subvenir à ces demandes pressantes : la garde présidentielle était, peu après cette visite secrète, encadrée par deux conseillers blancs dont on ne sait toujours pas s'ils arrivaient de Pretoria ou de Tel-Aviv. L'un d'eux aurait cependant été enregistré au consulat de France à Mogadiscio.

Selon des sources émanant des mouvements d'opposition, le général Abdirahman Abdi Hussein, gendre de Siyad et chef de la milice, aurait, à la fin février, effectué une visite discrète en Israël, pour un séjour de deux semaines. A quelles fins ? Vraisemblablement pas touristiques... Il semble désormais clair que le général Siyad Barre redoute aujourd'hui plus encore un complot contre sa personne et qu'il souhaite dans un premier temps préserver sa dictature avant de restaurer son outil : l'armée, qui s'avère fort délabrée. Se mettre les militaires à dos en les laissant pour compte constituerait l'ultime erreur pour le régime, qui puise là toute sa force et s'appuie sur cette force pour réprimer.

Afin de maintenir un approvisionnement en matériel militaire, Mogadiscio s'adresse aux pays susceptibles de posséder ou de construire du matériel soviétique : Libye, Egypte, Inde, Yémen... pays que l'on peut considérer comme non alignés et non communistes.

Les liens récents avec Pretoria permettront, eux, de recueillir un jour (si ce n'est pas déjà fait) des fonds en échange d'un transit par le port de Mogadiscio de biens et de matériels dont a besoin l'apartheid pour survivre, mais qui ne peuvent être achetés par les Sud-Africains en raison du boycott économique imposé par certaines nations européennes. Rappelons-nous en effet le mystérieux détour des armes de construction soviétique destinées à la guérilla soutenue par Pretoria en lutte contre le régime mozambicain (armes achetées en Bulgarie depuis la France par un intermédiaire pour l'Afrique du Sud) : le navire effectua un grand nombre d'escales étranges, pour finalement débarquer les armes dans le port de Durban, alors qu'elles auraient dû être livrées ailleurs.

Les nations occidentales ayant lâché les racistes sur le plan économique, elles pourront néanmoins continuer à leur fournir, grâce à ce procédé, biens ou matériels qui, d'une façon ou d'une autre, sont destinés à opprimer la population noire.

Non contente d'opprimer ses citoyens, la Somalie consent à s'allier, par intérêt financier, à un régime dont les moyens d'existence reposent sur la discrimination raciale. A ce jour, seuls deux pays africains ont accepté un tel marché : la Somalie et le Cap-Vert, qui sert d'escale aux avions de ligne sud-africains en provenance d'Europe. Cette démarche innommable reflète un des aspects de l'insaisissable volonté politique de ce régime.

Les relations avec le monde arabe

Ce qui est le plus anachronique dans la société somalienne, c'est le tiraillement dont elle est perpétuellement l'objet : membre de la Ligue arabe depuis 1974 et observateur à l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), l'Etat somalien ne sait trop vers quel pôle il se sent le plus attiré. La prédominance de la culture islamique, la situation géographique excentrée et les relations historiques (les Arabes sont présents en Afrique depuis l'Antiquité) poussent la Somalie à un rapprochement avec le monde arabe. Ainsi le pays aligne-t-il sa position sur celle de la Ligue arabe, condamnant l'occupation illégale de la Palestine, la fondation de l'Etat d'Israël, le sionisme, et dénonçant les accords de paix de Camp David. De plus, Mogadiscio accueille un bureau de l'O.L.P.

Dans le monde arabe, l'Egypte occupe une place politique importante et, d'une certaine manière, la révolution nassérienne a inspiré la révolution somalienne par son côté populaire, laïque, et ses fondements militaires. Historiquement, la Somalie est liée à l'Egypte depuis de longue date, mais actuellement les liens sont plus ou moins lâches et consistent essentiellement en l'attribution par l'Egypte de bourses d'études pour l'université islamique d'El Azhar, ainsi que pour d'autres universités égyptiennes (armée, médecine, langues, droit). Le Caire dépêche à Mogadiscio un certain nombre d'enseignants au lycée égyptien de la ville, mais aussi dans les universités (théologie) et dans certaines écoles coraniques.

Cependant, sur le plan militaire, les Egyptiens étant confrontés à une dette énorme vis-à-vis des Américains, rien ne laisse penser qu'ils aient cédé quoi que ce soit aux Somaliens.

Par le passé, c'est-à-dire peu après la révolution, l'Irak a été l'un des interlocuteurs économiques et politiques

privilégiés des Somaliens. Depuis les conflits dans le golfe Persique, les contacts entre les deux pays tendent à s'estomper, l'Irak s'avérant confronté à d'énormes problèmes intérieurs. Cependant, l'Etat somalien conserve avec les pays de la péninsule Arabique d'excellentes relations. N'oublions pas que le royaume wahabite est un important bailleur de fonds, que ce soit directement ou par l'intermédiaire des organismes financiers dits islamiques : Banque islamique de développement, etc. D'ailleurs, les lignes aériennes somaliennes se rendent à Djeddah, à Abu Dhabi, à La Mecque aussi, en période de pèlerinage.

A Mogadiscio, les Saoudiens entretiennent une immense ambassade, quotidiennement prise d'assaut par les candidats à l'émigration vers le Golfe. Une foule de personnes fait la queue en tâchant d'esquiver les coups de fouet des policiers plutôt submergés qui encadrent le quartier. L'obtention d'un visa est complexe, car il faut posséder une lettre d'accréditation. Cependant, moyennant trois mille shillings (trois mois de salaire d'un fonctionnaire), il est possible d'en acquérir un au marché noir. Généralement, ceux-ci sont délivrés pour une durée très brève, afin d'éviter une trop forte immigration (deux semaines). Il faut en effet considérer, avec le marché noir du shilling, que le salaire d'un employé de maison en Arabie est près de dix fois supérieur à celui d'un emploi similaire en Somalie, d'où l'attrait que ces gains sont susceptibles de provoquer.

Malheureusement, la délégation saoudienne jouit d'une influence indéniable et en use (et en abuse) afin d'en tirer certains privilèges. Ainsi, certains Saoudiens ont-il obtenu le droit de chasser, alors que cette pratique est totalement prohibée dans tout le pays. Sont invités à ces parties de chasse Allemands, Français et Italiens, diplomates ou non !

La recherche d'une identité

Les modes de vie (nomadisme et agriculture), une partie de la culture (animisme) ainsi que la couleur de peau de ses ressortissants font de la Somalie un membre de la communauté africaine. Cependant, pour le nomade somalien, fier et indépendant, être assimilé à un Africain constitue une insulte : pour lui, les Africains sont « ceux qui ont un gros nez », et il les méprise sincèrement.

Historiquement déjà, au XVII[e] siècle, les peuples galla et somali chassèrent le peuple zendj (d'ethnie bantoue) qui occupait près de la moitié de l'actuelle Somalie. Les Bantous eurent beaucoup de mal à maintenir la progression somalie sur la rivière Tana (Kenya), et c'est toujours à cette époque que l'esclavage fut organisé par les Portugais et les Arabes, dans les ports de la côte. Les Bantous furent alors pourchassés pour être vendus aux négriers blancs.

Le Somali ayant une aptitude à hiérarchiser les races, cela constitue à mon sens un obstacle certain à la naissance d'une identité africaine en Somalie. Lors d'une discussion avec un employé des services vétérinaires somaliens, celui-ci me demanda :

– « *Que penses-tu des Somaliens, par rapport aux autres Africains ?* »

Voulant éviter un conflit, je répondis :

– « *Vous n'êtes pas réellement africains...* »

Et lui de rétorquer :

– « *N'est-ce pas ? Même si nous ne sommes pas les premiers, nous n'en sommes pas loin.* »

Nationalisme et fierté aidant, il situait le problème non pas sur un plan économique, politique ou culturel, mais

par rapport à son appartenance à une ethnie et à une culture qui, selon lui, prennent le pas sur les autres. De plus, les dirigeants somaliens sont confrontés à un isolement linguistique dans l'Afrique qui utilise le plus souvent l'anglais ou le français. Ainsi, lors des différentes conférences africaines, les Somaliens – qui, pour la plupart, parlent anglais – ont bien du mal à comprendre lorsqu'on y parle français. Lorsque Léopold Senghor vint en Somalie en 1983 et 1984 pour diverses conférences devant l'Assemblée populaire, le ministre des Affaires étrangères somalien eut grand-peine à trouver un interprète suffisamment compétent. Les étudiants de la section française de l'Université nationale, ouverte en 1980, ne sont pas encore en mesure de saisir les subtilités de langue d'un agrégé de français, ni d'exprimer celles de la langue somalienne.

La lutte anti-impérialiste et les relations avec l'Allemagne fédérale

La police est à Mogadiscio entraînée par des conseillers ouest-allemands qui ont su gagner la confiance des Somaliens lors de la spectaculaire affaire de l'avion de la Lufthansa : au mois d'octobre 1977, un avion de ligne Lufthansa parti de Majorque pour Francfort fut détourné par des pirates anti-impérialistes et antisionistes, se réclamant de la mouvance « Fraction Armée Rouge ». Après Rome, Larnaka, Nicosie, le Bahrein, Dubai et Aden, l'appareil se dirigea vers Mogadiscio, où l'autorisation d'atterrir lui fut aussitôt refusée. Malgré les bidons déposés sur la piste pour décourager le pilote, l'avion se posa et se cala en bout de piste. Ce détournement était coordonné depuis la R.F.A. : enlèvement du « patron des patrons », Hans Martin Schleyer.

Les tractations habituelles dans ce type d'affaire commencèrent et, au cours de la nuit, un commando antiterroriste ouest-allemand (le GSG9) se posa discrètement de l'autre côté de la piste. L'assaut fut donné le 18 octobre à 23 h 12, avec l'accord et le soutien des autorités somaliennes, puis, on releva les morts chez les passagers et les pirates. La photographie de la survivante du commando formant le V de la victoire, la main ensanglantée, est restée dans nos mémoires. C'est au cours de la même nuit que, dans les quartiers de haute sécurité de la prison de Stammheim, les détenus Baader, Ensslin et Raspe (membres de la R.A.F.) furent retrouvés morts : suicidés. Par qui ?

Même si la Somalie accueille sur son sol et finance des mouvements de libération en lutte contre l'impérialisme – F.L.E. et O.L.P. – on comprend mal comment Mogadiscio mène, à sa manière, la lutte anti-impérialiste : en permettant à la police allemande d'opérer sur son territoire ou, mieux encore, en lui confiant, par la suite, l'encadrement de sa propre police ?

Une identité politique

En même temps que l'expression d'une personnalité forte et indépendante, le pays affirme avec peine son identité africaine ou arabe. Il ne s'agirait pas de choisir l'une ou l'autre, mais de les développer simultanément, puisqu'elles sont sous-tendues dans la société somalienne. Or, pour cela, une volonté politique claire et dynamique est nécessaire. Malheureusement, clamer en 1986 la lutte contre l'impérialisme ne suffit pas toujours.

Il est cependant regrettable de constater que, peu à peu, l'Occident lâche les Somaliens mais reste sur place en attendant son heure de grâce. Les Américains eux-mêmes n'y croient plus guère et ne restent que pour affirmer leur présence face au socialisme éthiopien et pour garder un œil sur la mer Rouge. Quant au monde arabe, seule l'Arabie saoudite reste un interlocuteur privilégié des Somaliens. Finances obligent... Jusqu'à quand ?

DEUXIÈME PARTIE

« Le socialisme est une nécessité pour l'Afrique et les pays en voie de développement. »

Mohamed Siyad Barre
(Déclaration faite lors d'une interview accordée à un journaliste français en 1975.)

1.
Les camps de réfugiés

L'origine du conflit somalo-éthiopien est multiple. Selon le Somalien de la rue, la Somalie tente actuellement de prendre une revanche sur l'attitude belliqueuse de l'empereur Menelik II qui, au début de ce siècle, conquit l'Ogaden pour l'annexer à son empire catholique-copte d'Abyssinie.

Or, la propagande gouvernementale entend justifier ce conflit par la récupération de terres pastorales habitées par des tribus somalies mais qui avaient été cédées à l'Ethiopie par la Grande-Bretagne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, à savoir l'Ogaden. Cependant, c'est surtout depuis le départ des Soviétiques de Somalie et l'avènement du socialisme en Ethiopie que la tension a connu son apogée. Le général Siyad Barre déclarait en 1980 : « *Les Soviétiques voulaient faire de nous de nouveaux Cubains. Nous ayant vendu des armes que nous avions payées, ils entendaient nous dire contre qui et dans quelles conditions nous en servir.* » Mogadiscio souhaitait

donc lutter contre la tentative de déstabilisation (intégration à un bloc arabo-africain socialiste) de la Somalie provoquée par les Soviétiques « *parce qu'ils veulent installer à Mogadiscio un régime à leur dévotion, comme celui de Mengistu à Addis-Ababa, et fédérer l'ensemble de l'Afrique orientale sous leur égide* ». En effet, l'U.R.S.S. proposait en 1977 à l'Ethiopie, à la Somalie et au Yémen, de fonder une Fédération de l'Est africain.

Au lendemain de l'expulsion des Soviétiques en novembre 1977, l'état d'urgence fut proclamé, le Conseil suprême de la Révolution rétabli (après sa dissolution en 1976), et la prééminence de l'armée réaffirmée. Forts de leur armée (la plus importante de la région, à l'époque), les Somaliens se lancèrent dans une guerre qui, au début de 1978, s'acheva par une défaite, infligée par l'armée éthiopienne assistée de milliers d'éléments cubains et de quelques conseillers soviétiques.

La naissance des camps

Les nomades pasteurs qui vivaient en Ogaden furent alors chassés de cette zone et commencèrent à affluer sur le sol somalien, essentiellement dans les districts du Gédo (sud-ouest), du Hiran (centre), et au nord, dans la région d'Hargeysa. D'où la naissance des camps de réfugiés qui abritent aujourd'hui 1 200 000 personnes, selon le Comité national aux réfugiés (N.R.C.) ; 700 000 seulement selon le Haut Commissariat de l'O.N.U. aux réfugiés (U.N.H.C.R.) ; et environ 600 000 selon l'Agence américaine d'aide au développement (U.S.A.I.D.). Comme quoi, tout est question de lunettes.

Contraintes d'abandonner leurs pâturages, devenus soudain zones de conflits, les populations nomades réussirent à gagner l'arrière de la frontière somalienne où elles furent parquées, « sédentarisées » et prises en charge par

les autorités somaliennes alors démunies. Il faut préciser que ces populations n'avaient pas ou peu de sentiment nationaliste, et qu'elles avaient toujours historiquement occupé cette région pastorale, traversant les limites administratives des deux Etats dans tous les sens, au gré des saisons. Il semble aussi certain qu'elles avaient choisi de venir en Somalie car les Soviétiques venaient d'en être expulsés, et que les nomades redoutaient la naissance d'un stalinisme pur et dur en Ethiopie.

Une véritable aubaine

Par conviction politique, et bien souvent animés par des sentiments caritatifs, philosophiques ou confessionnels, un grand nombre d'organismes, U.N.H.C.R. en tête, ont débarqué dans ces camps pour y fournir avant tout une aide médicale d'urgence puis, par la suite, diverses prestations techniques spécialisées : approvisionnement et purification de l'eau, programmes agricoles, construction de bâtiments et différentes techniques appropriées. On vit soudain fleurir ce que j'appelle l'« industrie du sous-développement », qui constitue d'ailleurs la première source de revenus somalienne.

Ainsi, grâce à ces dons en nature, en dollars ou sous d'autres formes (techniciens en mission, médecins, etc.), le pays se retrouve parmi les pays les plus aidés au titre de l'aide aux réfugiés, ce qui lui permet de ne pas importer de denrées alimentaires de base, et de financer près de 60 % de son budget. L'huile ou la farine, gracieusement offertes par une nation, une organisation ou une confrérie, sont donc vendues au prix fort sur les marchés, souvent après de curieux détours et d'innombrables changements de mains entre personnes peu scrupuleuses, car cette manne soudaine a, bien évidemment, engendré la corruption : on trouve couramment sur les marchés de

la farine, du sucre, de l'huile estampillés « Donné par... » ou « Ne peut être vendu ». Mais si l'on sait qu'un fonctionnaire gagne environ 1 000 shillings et en dépense pour nourrir sa famille, nombreuse certes, environ 150 par jour (80 FF au taux officiel), on comprend qu'il lui faut chercher ailleurs d'autres sources de revenus, ne serait-ce que pour s'alimenter quotidiennement.

A une autre échelle, cette aide constitue une véritable aubaine pour les principaux responsables du régime, qui en tirent d'importants bénéfices, en organisant sa distribution, et tentent de gonfler sciemment le nombre de réfugiés afin d'obtenir des dons en conséquence. Chaque année, la réunion d'évaluation de la population réfugiée se conclut par un désaccord : les autorités somaliennes, en fait Abdi Mohammed Tarrak, proche du président et directeur du Comité national pour les réfugiés, présentant des chiffres complètement différents de ceux des organismes internationaux. Selon les informations publiées dans *le Monde* en mars 1986, le H.C.R. (Haut Commissariat aux réfugiés) reconnaît la présence sur le sol somalien de 837 000 réfugiés, soit une nette augmentation par rapport aux dernières estimations. Selon ce journal, en dix semaines, 27 000 Ethiopiens (Gallas d'ethnie oromo) se seraient réfugiés dans le camp de Tug Wajale, près d'Hargeysa. Ils auraient gagné la Somalie en espérant fuir les contraintes gouvernementales éthiopiennes qui voulaient leur imposer des regroupements dans des villages communautaires dans la région du Harrar (Ogaden). Cela démontre encore une fois l'opposition des peuples nomades à la sédentarisation et à l'endoctrinement de type stalinien, ainsi qu'à toute tentative visant à les priver d'une liberté ancrée dans la tradition nomade de l'Afrique de l'Est depuis des millénaires.

Au regard de la soudaine mobilisation médiatique de 1985 et 1986, il serait aisé de penser en Europe que la

population présente dans les camps somaliens meurt de faim. En fait l'amalgame avec la situation éthiopienne conduit souvent à ces erreurs. Ces gens, nomades à 90 %, sont en fait privés de leur liberté et de certains de leurs droits : une nationalité ; bien qu'ils n'en revendiquent pas. Mais surtout ils souffrent des privations et de la misère infligées par cette guerre. La malnutrition cause des dégâts tandis que les dons de nourriture arrivent et sont en partie distribués, en partie revendus sur les marchés du camp. La situation sanitaire est, elle, précaire, comme elle l'est dans des lieux qui connaissent un afflux soudain et massif de populations en fuite. Le gros problème semble être celui de l'eau qui en zone semi-désertique maintient la vie, or le long du fleuve Jubba, elle engendre aussi parasitoses, paludisme, et dysenteries d'une façon chronique.

Le soir, ces camps, où brillent mille minuscules feux discrets, s'apaisent, et les bruits d'animaux montés du bush voisin courent dans les toiles. C'est aussi à cette heure que l'armée rafle à l'aide de la milice, parmi les jeunes qui courent moins vite que leurs Toyota. Tout cela au vu et au su des Occidentaux présents et qui jusque-là se sont tus. Cette tyrannie s'ajoute au poids des souffrances, et au poids des difficultés engendrées par la corruption de l'administration et le silence des organismes d'aide internationale, accrochés à leur moyen d'existence : le marché de la misère. Ce n'est certes pas toujours le cas, mais le cacher constituerait une imposture de plus.

Des experts par centaines

Les expatriés que l'on voit circuler en ville dans des 4 X 4 climatisés et qui possèdent de somptueuses villas dans les beaux quartiers ne sont pas les derniers bénéficiaires de l'aide au développement. Ce sont eux qui, avec

les diplomates étrangers et les Somaliens les plus fortunés, envahissent les plages situées au sud de la ville, tandis que les simples citadins se baignent au *Lido* : requins et ordures garantis. Le vendredi, des nuées de véhicules tout-terrain (fournis par les organismes et estampillés U.N.H.C.R.) sillonnent les dunes et viennent se planter au ras de l'océan. On assiste alors à une débauche de luxe : de mini-campements sont installés pour la journée, les barbecues sont allumés et les caisses de bière rapidement vidées sous l'œil goguenard d'un nomade qui, sorti des dunes, n'en croit pas ses yeux. Une fois tout le monde parti, l'homme se constituera un trésor de boîtes de bière vides, glanera les restes des repas, puis disparaîtra dans le soleil rouge.

Un ancien ambassadeur de France en poste à Mogadiscio écrit : « *Le pullulement des experts de toutes disciplines et de toutes nationalités ainsi que la durée de leurs travaux tendraient à laisser supposer que l'assistance est devenue une fin en soi pour la plus grande prospérité des experts qui la distribuent.* »

Prévenir une tentation communiste

Il est certain que toutes les organisations internationales : O.N.U., U.N.H.C.R., F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), U.S.A.I.D. (Coopération américaine), G.T.Z. (Coopération allemande) ; C.C.C.E. (Caisse centrale de coopération économique-France), les organismes confessionnels : Caritas, Malteser Hilfsdienst (Ordre de Malte), E.R.D.G.S. (Conseil œcuménique européen-protestant), World Concern Action Aid (britannique), I.C.A., Food for Children, (catholiques américains), etc., de même que les organismes non gouvernementaux tels que le C.E.A.R. (Comité européen d'aide aux réfugiés), M.S.F., DELIPRO (Organisme belge issu du parti démocrate belge), les V.P. (Volontaires pour le Progrès), la

Croix-Rouge, ou le Croissant-Rouge, ne sont pas là uniquement pour trouver une issue rapide au problème somalien, mais aussi pour faire du prosélytisme religieux (baptistes, adventistes, mormons, protestants et catholiques) ou bien pour réaliser de substantiels bénéfices en omettant de redistribuer les subventions allouées.

Il s'agit pour certaines d'entre elles de faire du renseignement, ou encore de prévenir une tentation communiste. Leur nom : observez avec attention la liste des organisations présentes dans les pays communistes en guerre ou dans leur vicinité : Afghanistan, Ethiopie, Angola, Mozambique, Laos..., et faites les recoupements qui s'imposent, à la lumière de l'actualité quotidienne : expulsions, arrestations, morts regrettables mais suspectes...

En novembre 1985, M.S.F. était expulsé d'Ethiopie pour avoir dit tout haut que les organismes d'Etat de Mengistu déplaçaient de force des populations. Cette démarche est fort louable de la part de cette organisation d'aide médicale d'urgence. Cependant, pourquoi ne pas l'avoir fait beaucoup plus tôt en ayant assisté à la sédentarisation forcée de nomades au Soudan et en Somalie, mais aussi à celle du peuple méo au Laos ? La ligne politique adoptée par M.S.F., issue des idées révolutionnaires de 1968, est passée aux thèses ultra-libérales teintées d'anti-communisme, cela en se frottant aux réalités.

Mais lors d'un récent débat auquel participait M.S.F. contre la dictature Mengistu accusée de génocide grâce aux dons occidentaux, un journaliste commençait son préambule par ceci : « *Les famines les plus meurtrières sont les famines communistes. L'histoire le prouve.* » Et de démontrer que l'Ouest a toujours fourni à l'Est ce qu'il était incapable de fournir à sa population : à manger ; sans oublier d'affirmer que l'Occident s'était toujours senti coupable vis-à-vis du Tiers Monde, culpabilité dont il

fallait se défaire selon le même journaliste car elle est le fruit d'une insidieuse propagande savamment orchestrée par Moscou. Quant à la question d'aider ou de ne pas aider, elle restera sans réponse, même si M.S.F. sait, lorsqu'il le veut, vanter l'action de mouvements de guérilla, tels que ceux d'Afghanistan. Ce qu'il omet de dire, c'est que ces mouvements sont le vecteur d'un islam dur – ce qui est le moins important – mais défendent des valeurs inacceptables : un système de répartition des terres d'inspiration féodale, une oligarchie religieuse aux pouvoirs immenses, et la mise en esclavage absolu de toute la population féminine.

Concernant d'autres faits étranges en Somalie, relevons la mort d'un ethnologue de l'U.S.A.I.D. en 1983 près de Giohar, une balle entre les omoplates. La tragique coïncidence veut qu'il ait été en même temps qu'ethnologue, sergent de l'U.S. Army.

De plus, Caritas, organisme catholique, ne regarde pas à la dépense, et alloue à son chef de mission en Somalie un véhicule tout-terrain de marque allemande dont le prix dépasse 20 000 US $, soit près de 200 000 de nos francs. La charité n'a pas de prix... Amen. Les responsables de tous ces organismes qui veulent travailler en Somalie ne pourront jamais justifier leur faiblesse face au rançonnement imposé par les autorités locales et centrales somaliennes : en 1983, le C.E.A.R. versait 30 000 shillings afin de travailler tranquillement. Certains cadres des ministères de la Santé, de l'Agriculture, ou du N.R.C. – organisme étatique de gestion des personnels et de l'aide aux réfugiés, très lié au N.S.S. et passablement corrompu –, du N.S.S. ou de l'armée touchent des subsides en argent ou en nature : véhicules, carburant, etc., afin de faciliter l'installation et la tâche des organisations les moins tatillonnes et les plus motivées. C'est donc au prix de bakchichs que l'« industrie du sous-développement » peut impunément sévir, ici ou ailleurs.

L'état de dépendance

Toutes ces organisations, ainsi que les sociétés privées, ont tout intérêt à engloutir des milliers de dollars pour soutenir des projets fumeux, vraisemblablement non indispensables, afin de pouvoir faire travailler sur place bon nombre de techniciens, cela pour permettre aux industries occidentales d'écouler leurs produits et, à mon sens, principalement pour maintenir la Somalie dans un perpétuel état de dépendance économique, politique et culturelle.

On peut noter que les fonds débloqués par les banques de développement : B.E.D., Banque mondiale, C.C.C.E., etc., permettront, dans la plupart des cas, aux entreprises d'Etat ou aux entreprises privées des pays les plus industrialisés de réaliser des bénéfices en venant travailler en Somalie. Selon la Banque mondiale, si la France verse 1 FF à l'aide au développement, cela rapporte 2,58 FF à son économie.

Le barrage de Bérdera, dans la vallée du Jubba, financé en partie par la France et à partir duquel le gouvernement somalien veut construire des programmes agricoles de type intensif avec irrigation, soulève plusieurs problèmes : il faudra d'abord trouver des mains pour travailler ces nouvelles terres irriguées, et ce n'est pas en sédentarisant une fois encore les nomades que l'on y parviendra. De plus, cet ouvrage de génie civil n'est pas à la mesure d'un pays comme la Somalie, et de tels types de construction ont toujours rencontré des échecs dans le Tiers Monde. Rappelons-nous le barrage d'Assouan, en Egypte, qui fut un désastre pour les populations locales et pour la nature des sols irrigués, recouverts soudain d'une croûte de limon incultivable ou de sel remonté du fond.

Les entreprises qui construiront ce barrage importeront toutes les matières premières : ciment, métal, bois, une bonne partie de la main-d'œuvre qualifiée, et s'empliront les poches en décrochant le contrat, laissant aux Somaliens un rôle passif de spectateurs, de grapilleurs dans le meilleur des cas. L'état de dépendance, c'est dans ce cas contraindre la population locale à utiliser une technique qu'elle ne maîtrise pas (ce type d'irrigation) pour une activité qu'elle ne pratique pas traditionnellement (l'agriculture). Il serait certainement plus judicieux de financer des projets de développement de cultures vivrières irriguées en zone humide, et d'organiser un petit élevage et une éducation sanitaire et nutritionnelle en zone sèche.

Rembourser la dette

La guerre qui a éclaté dans un pays dépourvu de structures économiques et de matières premières l'a plongé dans un tel état de dépendance qu'il ne lui est plus possible d'atteindre un jour l'autonomie, tant la dette à rembourser est immense (deux milliards de dollars US en 1985, soit un peu plus du P.N.B. somalien). Ainsi, l'insaisissable volonté politique de la dictature somalienne la conduit à quêter un peu partout ce dont elle a besoin : argent, matières premières (dont la Somalie est totalement dépourvue), biens de consommation courante, etc. Certains offices de coopération sont, semble-t-il, toujours prêts à se rendre en Somalie pour y fournir des fonds ou une aide dans les domaines les plus variés et les plus inutiles. Il est scandaleux de constater qu'un projet français de développement de la culture du palmier-dattier, de l'élevage et des cultures vivrières dans le district nord ait jugé opportun de prévoir dans son budget (7 000 000 FF) l'achat de parcs à bestiaux en métal galvanisé, inutiles pour l'élevage vivrier. Quant au bateau pneumatique

gonflable, il sera peut-être utilisé pour le ski nautique dans une oasis en crue !

Il est frappant de noter qu'à chaque fois le bailleur importe ses techniques et tente tout simplement de les diffuser, sans permettre au Somalien de trouver une technique qui lui soit adaptée. Les paramètres socio-psychologiques sont ceux qui doivent retenir le moins l'attention des experts techniciens, car on continue d'envoyer à Mogadiscio des machines de plus en plus complexes à des gens qui ne connaissent même pas le terme de maintenance : des montagnes de climatiseurs détraqués envahissent l'arrière-cour de l'hôtel *Urrubba*, l'hôtel de luxe de la ville ; il n'y a pas de réparateur en Somalie... donc, les chambres de l'hôtel se vident une à une de leur climatiseur.

L'attitude des responsables de ce gâchis est inique, et il faut rechercher les responsabilités au-delà du simple coopérant envoyé sur place, ou de son homologue somalien. La politique d'aide aux pays en voie de développement telle qu'elle est pratiquée en Somalie ne prend en compte aucune donnée sociologique et développe son action directement calquée sur les modèles occidentaux dont on sait qu'ils ne sont pas transférables. L'idéologie véhiculée est bien sûr capitaliste, mais les Somaliens semblent vouloir rompre avec le stalinisme et croient maintenant trouver leur compte dans la libéralisation de leur économie. Le F.M.I. serait-il capable de leur expliquer qu'entre collectivisme de type soviétique et libéralisme, il y a une multitude de voies, au lieu de leur imposer ses vues promettant un bonheur absolu dans une démocratie bon teint ?

Le N.S.S.

En attendant l'avènement d'une hypothétique démocratie, police et armée veillent pour préserver le pouvoir de tout coup fourré. Villa Somalia, la présidence juchée sur la plus haute colline de la ville, entourée de hauts murs, et dont les accès violemment éclairés sont défendus par une garde prétorienne super-équipée et super-entraînée, constitue une sorte de pied de nez à la révolution somalienne que « le Vieux » (surnom du président) a su tenir en main et qui se trouve être la plus stable d'Afrique avec ses dix-huit années d'existence.

L'armée héritée des Soviétiques est mal en point, car elle compte de nombreuses troupes. Cependant des cadres militaires somaliens sont régulièrement envoyés en formation dans les armées américaine, italienne ou française. Quant au commissaire de police français présent en 1984, j'imagine mal qu'il y ait vanté la qualité de nos uniformes. Vraisemblablement recherchait-il de futurs boursiers pour nos écoles de police...

Le fer de lance de la police somalienne, c'est le renseignement, et le renseignement, c'est le N.S.S. Si toutes les administrations de ce pays sont inefficaces, ce n'est pas le cas de ce service dont les pratiques effraient. Son activité est variée et son pouvoir très étendu. Il va de la chasse en voiture aux filles qui sortent seules le soir, à la discrète surveillance des Occidentaux, en passant par la lutte contre l'opposition et les mauvais traitements infligés aux réfugiés politiques éthiopiens. Tout Somalien possède un membre de sa famille qui travaille pour le N.S.S. ; ainsi l'information est collectée à la base. Pour s'assurer les services de la population, cette police n'hésite pas à menacer certains membres de la famille de la personne ayant des contacts avec les suspects, en usant de séquestrations arbitraires, de chantages et autres moyens illégaux. Cette paranoïa de l'espionnage m'empêche de

prendre des photos, de me rendre discrètement là où je veux, et expose au danger les Somaliens que j'invite à mon domicile, vu mon statut de suspect.

Ainsi, un jour, une étudiante a-t-elle été enlevée sous mes yeux par une équipe de jeunes munis de gourdins et armés, et cela parce que nous tentions de rejoindre avec d'autres amis mon domicile après avoir dîné au restaurant. Selon moi, rien n'aurait dû se passer si quelqu'un ne nous avait dénoncés au restaurant. Cette fâcheuse habitude ne sera malheureusement pas un fait isolé.

Les prisonniers politiques

Aux accusations d'Amnesty International concernant les prisonniers politiques, Siyad Barre déclarait le 27 décembre 1985 au *Corriere della Sera* : « *Chaque pays a ses lois, et les citoyens se doivent de les respecter* (...). *Cependant j'ai promis à mes amis italiens que tous ceux qui étaient en prison auraient un procès équitable, avec la garantie d'être défendus par un avocat. Chacun pourra assister aux débats. La réalité somalienne est différente de celle que l'on veut laisser entendre.* »

En effet les réfugiés politiques éthiopiens que je connaissais, et qui sont aujourd'hui au Canada, m'ont expliqué leurs conditions de détention au camp du N.S.S. situé à proximité de la villa du conseiller de l'ambassade de France. Cellule sans lumière, surpeuplée, sanitaires inexistants, douches rares, visites interdites, nourriture insuffisante...

Des prisons de ce type, il y en a d'autres : Madera, près d'Hargeysa, Labatan, Jirow, près de Baidoa, et Lanta Bur, près d'Afgoye. Et qui sont ces prisonniers morts en détention ? Wasane Ali Farah, Abdullahi Issa, Abdi Ainab, Hersi Farah, Jana Mojan, Abdi Idaar, Ali Abdullahi Heeje,

Farah Musa Mata, tous arrêtés le 9 juin 1982 et accusés de mettre en danger la sécurité de l'Etat. Suleiman Nuh Ali, arrêté le 12 septembre 1982 pour activités contre-révolutionnaires, Abdi Ismail Yuin, arrêté en mars 1982 à Hargeysa en compagnie de vingt autres personnes, puis, en septembre 1985, Abdullahi Bogor Moisse, juge, Yasuh Haji Wasane, médecin, Arab Isse, commerçant, et bien d'autres encore, depuis seize ans...

Je constaterai avec regret chez les Somaliens une certaine propension à la délation pure et simple. Par exemple, ils sont allés, un jour, alerter des militaires, jusque-là paisibles, pour signaler ma présence dans le village. Ceux-ci m'ont par la suite retenu pour tenter de relever mon identité, et il m'a fallu une heure pour leur expliquer la raison de ma présence et prouver ma bonne foi. En d'autres occasions, je repérerai les délateurs et m'éclipserai avant l'arrivée de la Sécurité nationale et de ses sbires !

Comment a-t-on pu réussir à inculquer à ces gens une telle méfiance vis-à-vis de l'étranger ? Est-ce dans les centres de quartiers d'orientation politique, où une fois par mois et selon les besoins se tiennent des réunions où sont repris les thèmes éculés du marxisme et du nationalisme aux sons du tambour et des youyous des femmes ? J'ai d'ailleurs le privilège d'habiter à proximité d'un tel endroit, où l'on traite de la politique du quartier, ce qui serait une bonne démarche autogestionnaire, si tout n'était que propagande et hypocrisie. Les décisions finales sont en fait dictées par le népotisme et la corruption, éludant les revendications des habitants qui sont, eux, contraints d'assister aux réunions, sous peine de sanctions (enfants renvoyés de l'école en cas d'absentéisme notoire des parents).

Dans de telles occasions, je mesure la force du pouvoir qui s'appuie sur diverses organisations paramilitaires : les

« pionniers » (jeunes garçons), les « fleurs de la révolution » (jeunes filles), mais surtout la milice, pour diffuser sa politique et opprimer plus encore. C'est d'ailleurs toujours la milice que l'on trouve en tête des défilés lors des manifestations dites populaires et spontanées, la milice qui encadre des femmes, pour la plupart, et les invite à scander des slogans défendant telle ou telle action gouvernementale. Ainsi, lors de la proclamation de la loi interdisant l'usage du khât, des milliers de femmes, de lycéens et d'étudiants, ont défilé « spontanément » pour soutenir la décision du gouvernement. Les vraies manifestations sont sauvagement réprimées, et ces lycéens qui protestaient contre les mauvaises conditions d'études (manque de professeurs et de matériel) ont été pour la plupart (quelques centaines) arrêtés, contraints de procéder aux réparations, puis expédiés dans un camp de rééducation.

Ces méthodes coercitives prennent parfois des formes beaucoup plus violentes et, lors d'un différend entre tribus dans le nord du pays en février 1985, où l'armée avait été envoyée pour calmer les esprits, tout se termina par une fusillade, les tribus s'unissant soudain face aux tirs des soldats. Bilan : cent vingt tués, côté militaire ; de l'autre, aucune information. En 1987, l'armée tira à nouveau sur la population d'Hargeysa en émeute ; l'état de siège fut immédiatement proclamé dans la région et des renforts dépêchés sur place. Quelques jours plus tard, une équipe soignante de Médecins Sans Frontières fut enlevée au camp voisin de Tug Wajale. Acte de représailles de la part d'une opposition (S.N.M.) qui entendait ne pas rester les bras croisés ? Ou, comme on l'a dit à l'époque, nécessité de se faire connaître ?

2.
La femme somalienne

Cette hypocrisie du pouvoir qui – comme les démocraties – prône la libération des peuples, affirme défendre leurs droits légitimes à l'autodétermination et à la liberté et, en même temps, punit et réprime toute initiative populaire est, à mon sens, plus flagrante dans le domaine de la femme, où les hommes et les autorités brandissent, pour justifier l'oppression, la tradition islamique et la coutume.

Canaab

Le poète M. Leris dit : « *Les femmes y ont l'odeur du lait de chèvre et la saveur du sel.* » Cela est, certes, en partie vraie, mais la réalité s'avère, malheureusement, beaucoup plus affligeante. Comme ses sœurs d'Afrique, d'Asie ou d'Europe, la femme somalienne constitue une force de travail gratuite continuellement opprimée. Je

voudrais d'abord montrer comment elle sert de support à toute l'activité économique, avant d'exposer les types de brimades dont elle est l'objet.

Même si la loi islamique qui est pratiquée en Somalie (*sunna*, inspirée de la vie du Prophète) a établi une société de type patriarcal, avec la soumission constante de tous les membres de la famille à l'autorité paternelle, ce sont en fait les femmes qui, en Somalie, sont le moteur et le carburant de l'économie traditionnelle. En effet, si nous retraçons l'existence, depuis sa naissance, d'une femme issue d'un milieu type – nomade, par exemple –, on constate que, dès que la petite fille a atteint trois ou quatre ans, sa mère ou ses grandes sœurs lui confient des tâches ménagères faciles : surveillance du dernier-né, entretien intérieur du *guri*, vaisselle, etc. C'est lorsque cette fillette aura atteint une huitaine d'années, c'est-à-dire l'âge où elle subit les mutilations sexuelles les plus horribles – excision et infibulation – qu'elle se verra confier des activités où sa force et sa résistance physiques seront mises à l'épreuve : aller chercher de l'eau et du bois (souvent vingt kilomètres, parfois même plus, par jour), préparer les repas, s'occuper des plus petits, garder les troupeaux non nobles (chèvres et moutons, principalement).

On rencontre partout le long des pistes des fillettes portant sur leurs épaules des cruches d'eau, ou croulant sous des chargements divers. Celles-ci ont toujours le sourire au bord des lèvres, malgré le peu de temps qui leur est imparti pour les jeux, et sont fortement éveillées et indépendantes. Entreprendre une petite conversation avec elles est aisé, car elles ne sont pas farouches, s'il n'y a pas d'adultes – d'hommes surtout – à l'horizon. Celle que je rencontre s'appelle Canaab (« raisin » en arabe). Elle a dix ans et habite quelque part dans le bush épineux. A l'instant même, ses parents nomades doivent être occupés à d'autres tâches, et elle est partie, avec ses sœurs, chercher l'eau au puits éloigné de deux heures de marche

sur une piste ensablée qui serpente entre les arbres. Jusqu'à quatorze ou quinze ans, c'est-à-dire jusqu'au moment où son père lui choisira un mari parmi ses proches, Canaab n'aura d'autre choix que d'aller et venir continuellement sur le sable brûlant des pistes, songeant peut-être à d'autres jeux pleins de gaieté et de liberté.

La loi de la famille

Le mariage somalien se pratique selon la tradition écrite islamique. Il est décidé conjointement par les parents des deux époux. Le futur mari devra fournir à la famille de sa future épouse une dot : le *meher*, généralement constitué de bétail, avant de consacrer l'union devant les autorités religieuses. L'enregistrement de cet acte devra être déposé devant un tribunal civil, mais bien souvent le mariage religieux suffit, surtout à la campagne.

Les cérémonies se déroulent dans la famille de la jeune fille, où le jeune couple sera hébergé pendant plusieurs semaines avant de prendre son indépendance. Le père de la mariée fournit le *guri* qui abritera les ébats des jeunes époux.

La jeune femme tombe rapidement enceinte (sous peine de répudiation), et le couple va alors vivre dans la famille du mari. La dot va généralement rejoindre le troupeau des beaux-parents, mais reste la propriété de la femme, en cas de décès de son époux ou de divorce.

S'acquittant de tâches diverses, Canaab connaît une existence entièrement soumise, ponctuée par les grossesses et les accouchements dans la douleur, et remplit son rôle de main-d'œuvre gratuite pendant de longues années : ce sont les femmes qui ont la charge de la construction et de la déconstruction du *guri* lors des migrations saisonnières, de la récolte du bois de chauffage, de

l'approvisionnement en eau et en nourriture, de la vente sur les marchés locaux du lait des chèvres ou des chamelles, de l'éducation des enfants, de la préparation des repas, etc.

Pour la remercier de son dévouement, l'époux qui se charge d'entretenir et de surveiller le troupeau noble – les chameaux – organise, à chaque naissance d'un enfant mâle, une fête au cours de laquelle les femmes de la famille prépareront des mets pendant toute une journée, serviront les hommes, puis se contenteront de manger ce qu'ils auront bien voulu leur laisser.

Voilà donc comment la femme constitue le support économique de sa famille et de sa belle-famille, en apportant sa dot, en mettant au monde des enfants qui représentent, eux aussi, une force de travail non négligeable, et en fournissant, du lever au coucher du soleil, un travail diversifié et considérable – méprisé par les hommes, bien sûr –, de surcroît non rémunéré.

La femme et le Coran

« L'homme a autorité sur la femme, car Allah a fait l'un supérieur à l'autre. »

(Sourate 4.34)

Voici six points essentiels de la tradition islamique, dont le gouvernement somalien s'est inspiré parfois pour formuler la « loi de la famille », et contre lesquels la femme s'est opposée.

- les filles sont sous la responsabilité de leur père ou tuteur jusqu'à leur mariage et après la prononciation du divorce ;
- la polygamie se limite à quatre épouses, plus si le mari dispose de ressources financières suffisantes ;

- le divorce se pratique à la demande du mari, mais une femme peut l'obtenir de son chef en cas d'impuissance de l'époux ou de mauvais traitements subis ;
- la femme hérite entre 1/8e et 1/16e de la propriété de son mari, au décès de celui-ci ; le reste est partagé entre les enfants mâles ;
- en cas de décès, il est conseillé de marier la veuve à l'un de ses beaux-frères ou à l'un des oncles de son défunt mari ;
- l'homme musulman peut épouser des femmes de religion musulmane, mais aussi celles de religion judaïque ou chrétienne ; une femme musulmane ne peut convoler qu'avec un musulman.

Ces préceptes sacrés, car inspirés de la vie du Prophète, conduisent en fait à tous les abus : la femme est reléguée au rang d'être inférieur dans la bourgeoisie, et au rang d'esclave dans les milieux défavorisés. Ainsi, en Arabie saoudite, la peine encourue pour le meurtre d'une femme est moitié moindre que celle encourue pour le meurtre d'un homme (ici, la notion de sexe tend à disparaître). A Mogadiscio, en février 1986, une femme a été fusillée pour avoir assassiné son mari qu'elle avait surpris en train de commettre un adultère.

Il y a en Somalie ce que j'appelle une tentative de libération de la femme, mise en place officiellement par le législateur, avec la promulgation, en 1975, de la « loi de la famille », où la coutume est parfois sérieusement bousculée (provoquant des réactions parmi les intégristes), ainsi l'article 58 :

« Hommes et femmes héritent en proportions égales. La polygamie est interdite (bien que pratiquée), la répudiation de l'épouse par son mari est soumise à l'accord d'un tribunal civil (avant, il fallait l'accord unique des religieux) et l'avortement légalisé dans certains cas. »

Au lendemain de la révolution, on entendait même les choses suivantes : « *Nos hommes et nos femmes sont égaux* (...), *le foyer doit être libéré, les femmes doivent être émancipées, les enfants affranchis* (...). » (Discours de Siyad Barre lors du troisième anniversaire de la révolution.)

En fait, dans la pratique quotidienne des villes et des campagnes, c'est la tradition islamique qui prévaut dans tous les cas. Certes, il est possible d'observer de notables progrès dans la capitale où les femmes conduisent des véhicules, sortent seules, ont accès à l'université, peuvent « profiter » de la mixité dans les lieux publics (cinémas, théâtres, réunions, etc.) et sont quelquefois à la tête d'entreprises privées ou d'organismes d'Etat. Mais cette loi vient buter contre les mentalités des couches populaires et des musulmans bon teint, qui se réfugient derrière leurs interprétations diverses des Livres saints.

Masquer les cris de douleur

En effet, ce n'est pas, comme l'affirment les Somaliens, une tradition islamique, mais une pratique préislamique qui pourrait justifier les mutilations sexuelles imposées aux femmes. Dans le Coran : il n'est stipulé nulle part d'exciser ou d'infibuler la femme. Rien non plus à ce sujet dans les autres écritures attribuées au prophète Mahomet. Alors ?

Les populations somalies continuent en 1986 à se référer à la tradition pour laisser se dérouler et pour inciter les femmes à pratiquer sur leurs filles des actes inadmissibles : l'ablation du clitoris (excision) et la réduction et la suture des petites lèvres (infibulation) en vue de réduire la taille de l'orifice génital. Il faut savoir que plus de 90 % des femmes somaliennes subissent aujourd'hui encore ce genre de tortures et que, pratiquées dans des conditions d'aseptie inexistantes par des matrones rétribuées, on assiste à des complications, telles qu'hémorragies, rétention d'urine, abcès, infections diverses, blessures, tétanos, sans parler du choc psychologique....

Quelques mots sur l'horreur : la fillette est maintenue jambes écartées par les femmes de la famille. La matrone sectionne à l'aide d'une lame de rasoir ou de tout autre objet tranchant le clitoris, puis entaille les petites lèvres, qu'elle suture par la suite avec du fil et une aiguille (avec quelques épines même, à la campagne). Elle applique ensuite un cataplasme d'herbes ou casse un œuf sur la plaie, pendant que les femmes présentes continuent de pousser des youyous stridents, pour annoncer l'opération et couvrir les cris de douleur de la patiente.

Toutes les personnes que j'ai questionnées à ce sujet m'ont assuré qu'il s'agissait là de pratiques islamiques. Les intellectuels, qui avaient, eux, parfois lu le Coran, affirment sans peur qu'il s'agit d'une pratique héritée des temps pharaoniques, qui leur a été transmise par les anciens Egyptiens ! On sait maintenant que le Coran ne mentionne nulle part de telles tortures. Quant à la tradition pharaonique (voir à ce sujet l'ouvrage de la Somalienne Raqiya Haji Duabeh, *Sisters in Affliction*, paru à Londres en 1982 chez Zed Press), même si l'on admet que certaines Egyptiennes des temps anciens ont subi excision ou infibulation, comment prétendre en justifier l'horreur ?

Il s'agit, toujours selon les hommes, de réduire la sensibilité et l'activité sexuelle des femmes et d'augmenter le plaisir masculin lors du coït génital (l'orifice génital étant réduit), seule pratique sexuelle tolérée par l'islam. Pour les femmes, le contact sexuel ne procure aucun plaisir puisque les zones érogènes ne sont plus qu'une plaie refermée. La vulve suturée sera décousue lors du mariage par une matrone, ou encore par un mari en peine de virilité, à l'aide d'un poignard ou de son sexe, puis recousue dans la semaine qui suivra l'accouchement

(période pendant laquelle la femme est considérée comme impure). Les femmes les plus « modernes » font exciser leurs filles à l'hôpital, ou par une amie infirmière, ou – ce qui s'avère rare mais encore possible – les en dispensent. Mais alors, le poids de la famille qui veut perpétuer la tradition est si fort qu'elles devront s'y résoudre tôt ou tard, à moins de ne jamais laisser la fillette seule avec une matrone obéissant aux ordres de la grand-mère !

Il est à présent plus aisé de saisir comment les hommes, voulant affirmer leur virilité et imposer la soumission à leur volonté, ont imposé aux femmes ce genre de mutilations, auxquelles les femmes elles-mêmes n'ont pas le loisir d'opposer de résistance. Il existe cependant à Mogadiscio une section féminine du Conseil supérieur de la Révolution, ainsi qu'un secrétariat d'Etat à la Condition féminine, où ces pratiques sont dénoncées.

Avant que l'excision et l'infibulation ne soient totalement éradiquées, peut-être faudra-t-il que les femmes somaliennes organisent des campagnes d'information sur les mutilations, leurs dangers et l'idéologie masculine et virile qu'elles masquent. En clamant haut et fort leur volonté d'établir une législation, les femmes pourront imposer la condamnation totale de ces pratiques, et peuvent dès maintenant trouver un consensus dans lequel il est clairement établi que tout être humain est libre de disposer de son propre corps.

Mais le travail doit aussi s'orienter vers les religieux qui, eux, savent que ces pratiques ne sont pas islamiques mais n'ont jamais formulé la moindre condamnation à leur sujet. Il ne faut pourtant pas oublier que ce sont, avant tout, des hommes... Grâce à leur pouvoir énorme sur la population, ils pourraient, en dénonçant les mutilations sexuelles, les faire disparaître à jamais.

« Nous, femmes des pays arabes, nous savons que nous subissons encore l'esclavage, mais nous savons aussi

que celui-ci n'est pas lié au fait que nous soyons orientales ou arabes, ou que nous fassions partie des sociétés islamiques, mais d'un système patriarcal. La seule façon de nous libérer, c'est de nous débarrasser de ce système. Les femmes n'accéderont jamais à l'émancipation si elles ne parviennent pas à s'organiser en un front politique assez puissant, conscient et dynamique, pour réellement représenter la moitié de la société. Elles n'ont pas su constituer ce front pour imposer leurs droits, et c'est à mon avis la véritable raison pour laquelle les femmes n'ont pas su s'émanciper totalement, même dans les pays socialistes. »

Naoual el Saadaoui,
médecin-psychiatre,
Le Caire, 1977.

Une tentative de libération ?

A Mogadiscio, la révolution somalienne a su imposer à l'autorité masculine un relatif mouvement d'émancipation de la femme somalienne. En effet, depuis l'école primaire publique jusqu'au service national, garçons et filles se côtoient quotidiennement et partagent les mêmes activités scolaires sans distinction de sexe. Peut-être les hommes parviendront-ils à accepter les femmes dans leur identité, et non plus comme de simples esclaves à leur service.

Mais, bien que l'on puisse rencontrer en ville des femmes seules, autonomes financièrement, célibataires ou divorcées, il ne faut pas oublier qu'elles sont l'objet de constantes brimades et frustrations qui, comme nous l'avons vu, atteignent leur intégrité physique, mais aussi psychologique. A les voir déambuler fièrement dans les rues, vêtues de voiles de coton transparents qui laissent soupçonner tant de choses, ou bien – pour les jeunes

Ly c'est la libération ce? de se mettre nu? Stupidité

lycéennes vêtues d'un uniforme – d'un pantalon kaki et d'une chemise blanche, on pourrait penser un instant qu'elles ont pu se libérer du joug des hommes...

Beaucoup de jeunes filles m'ont affirmé qu'elles avaient un petit ami, mais qu'en aucun cas la famille ne devait apprendre cette liaison secrète, sous peine de sanctions et de punitions. Pour envisager un mariage, seule issue affective possible, il faut d'abord obtenir l'assentiment parental, en prenant soin de ne pas choquer par une conduite trop libre. Le père reste le censeur des mœurs de ses filles et peut, s'il le désire, décider de leur union avec tel ou tel.

La thèse officielle

La liberté apparente procurée par l'esprit révolutionnaire et les valeurs de la mixité pendant les études, dans le travail et la vie publique, ne sont qu'une hypocrisie de plus de la part de la gent masculine, qui affirme sans honte : « *Les femmes révolutionnaires de Somalie ne demandent pas l'égalité (qui leur revient de droit), mais la gagnent au prix de leur participation effective à la révolution culturelle en cours et à l'exploitation de leurs talents créatifs, qui garantissent une vie meilleure aux générations futures.* » Telle est la conclusion du *Rôle de nos femmes socialistes*, publié par le ministère de l'Information et de l'Orientation nationale en 1979 à Mogadiscio.

Il est désormais clair que les femmes n'auront jamais l'égalité, et se contenteront d'enfanter et d'être le pilier de la famille (« garantir une vie meilleure aux générations futures »). Et s'il leur reste un peu de temps, elles s'adonneront à des activités où elles pourront exprimer « leurs talents créatifs ». Ces poncifs sont semblables à ceux qu'a défendus l'Eglise apostolique et romaine pendant de nombreux siècles jusqu'à nos jours, mais qui sont repris

dans certains thèmes des milieux conservateurs en Europe ou en France, considérant que la femme est un être faible qui ne peut accéder à l'autonomie que par la famille, et développer son intelligence qu'à travers les sentiments maternels. Et l'hypocrisie intellectuelle continuera donc, au nom de l'islam, à soumettre les femmes à leur mari et à leur famille. D'ailleurs, les hommes ont tout intérêt à maintenir leurs épouses, mères, sœurs et filles dans un état de dépendance totale et de soumission à leur volonté, car ils s'offrent ainsi une main-d'œuvre gratuite qui n'aura jamais le droit ni à l'émancipation ni à l'autodétermination.

La liste des brimades qui suit reflète une partie de la dimension de l'oppression des femmes de la Somalie socialiste et révolutionnaire :

- les femmes somaliennes doivent garder la tête couverte d'un voile ou d'un foulard, afin de masquer leur chevelure et de préserver les hommes de toute tentation sexuelle ou érotique que la vue des cheveux féminins pourrait provoquer chez eux ;
- la femme, en période de menstruation, ne doit pas « souiller » les hommes, à savoir ne pas les saluer ni leur préparer de repas, ni, bien sûr, avoir de rapports sexuels ;
- la femme somalienne n'entre pas à la mosquée ; elle pourrait y entrer en l'absence des hommes, mais aucun horaire ne lui a été réservé ; bon prétexte pour les cloîtrer à la maison ;
- les repas des hommes se prennent dans une autre pièce que ceux des femmes ; ceux-ci sont servis en premier, en vertu de l'adage : « Un homme doit s'alimenter pour être fort. »

J'ajoute que les musulmans se plaisent à souligner que c'est « au nom d'un dieu clément et miséricordieux » qu'ils agissent ainsi...

3.
Où le socialisme favorise le commerce privé

« Aussi longtemps qu'un nomade possédera une seule chamelle, il ne se rendra pas. » Ce dicton somalien résume succinctement le potentiel de survie dont dispose cet Etat embourbé dans le mal-développement.

La vaillance, l'opiniâtreté et l'esprit d'entreprise des Somaliens ont été très forts jusqu'à ce que l'aide internationale ne les rende complètement assistés et dépendants. Néanmoins, selon les recommandations du F.M.I., le gouvernement tente actuellement une certaine libéralisation de l'économie. Cela a commencé par la possibilité pour les médecins d'ouvrir des cabinets privés (à vingt shillings la consultation) et, le 10 juin 1984, par la publication d'un « décret de privatisation », permettant aux organismes d'Etat de devenir des sociétés à capitaux privés d'ici quelques années.

L'esprit libéral a résisté à dix-huit années de socialisme à l'africaine et a maintenant gagné toutes les

couches de la population citadine, qui désormais ne jure plus que par les thèses « libérales » : le déterminisme sociologique, l'éloge de la différence, et l'individualisme forcené empruntés à nos civilisations, mais sous-jacents dans l'âme du Somalien traditionnel, gagnent du terrain dans les mentalités. Les jeunes désœuvrés qui hantent les halls des grands hôtels de la capitale me font part de leur rêve de devenir d'habiles business men ou d'obtenir un jour un emploi dans les pays du Golfe. Ils dévoilent les aspirations profondes d'une certaine jeunesse parisienne, turinoise ou munichoise : posséder, acheter, dépenser, sortir, briller.

Le commerce est assez florissant dans la capitale et entretient toute une bourgeoisie qui parade dans le luxe des grosses voitures et des somptueuses villas où trône la vidéo fonctionnant grâce au groupe électrogène qui tourne en permanence à l'extérieur. Mais il faut aussi se rendre à la réalité et appréhender sans honte l'ampleur du désastre économique et culturel somalien.

Une révolution essoufflée

Avec des hommes nouveaux à sa tête, le pays a, pendant les années qui suivirent la révolution, donné l'impression d'un spectaculaire redressement, tant sur le plan économique que culturel. Les idées neuves du socialisme africain du brigadier Siyad Barre ont permis dans un premier temps la construction d'un embryon de tissu industriel, orienté vers les industries de transformation (alimentation, biens domestiques...), qui dépendait directement des organismes étatiques chargés de la production et des marchés. Puis, grâce à la mobilisation populaire lors des campagnes du « Crash Program » (programme de crise) et de celle de l'« Auto-assistance », les secteurs administratifs sont devenus efficients pour la plupart. De plus, à cette époque d'état de grâce, des ressources en devises se sont constituées grâce aux exportations de bétail vivant et à divers produits agricoles.

Par ailleurs une réelle politique a été entamée, avec l'apprentissage de la nouvelle langue, mise au point en 1972, avec la création dans les villes et les villages d'écoles et de collèges, renforcée par l'alphabétisation de masse des nomades. Cet élan s'est concrétisé par un progrès social avec la promulgation de la loi de la famille.

Un premier tournant a été amorcé en 1974 avec le premier choc pétrolier, puis un autre dans les années 1980. C'est au cours de ces années que les courbes, alors légèrement croissantes, se sont inversées définitivement. C'est aussi à la même époque que la Somalie a commencé à subir (dans une certaine mesure) le manque à gagner causé par le départ des Soviétiques, mais surtout les coups portés par le conflit somalo-éthiopien et l'afflux soudain de réfugiés. La révolution a commencé à s'essouffler et tout s'est dégradé peu à peu : le pays s'empêtrait dans une crise énergétique liée au prix des produits pétroliers, et l'administration sombrait dans l'inactivité. Les ressources en devises chutaient pendant que l'appareil productif local se détériorait. Il n'y a guère que le petit commerce qui se portait bien.

Le commerce : vitrine tapageuse du socialisme somalien

Les voies de communication de la capitale s'articulent autour de deux grandes places distantes, sur l'axe nord-sud, d'environ quatre kilomètres. L'une est située dans le centre, et l'autre plus au sud. Au-delà de cette dernière, l'habitude veut qu'on se situe par rapport au nombre de kilomètres séparant le centre-ville de l'endroit où l'on est. Ainsi sont nés Kilomètre 4 (*Kay four* en anglais), Kilomètre 7 et Kilomètre 9.

C'est précisément entre Kilomètre 4 et Kilomètre 9, de part et d'autre de l'avenue qui mène à Afgoye, que trône l'image agressive de la réussite commerciale des commerçants de la ville mais aussi des expatriés les plus fortunés. Le luxe des villas, la propreté des jardinets, le bleu pur des piscines et la taille des voitures, ainsi que le ronron continuel des climatiseurs, font de cette partie de la capitale, une sorte de Neuilly ou de Beverly Hills. Ce sont d'ailleurs les Américains qui se sont regroupés ici, par souci de proximité avec le Club américain, mais aussi par sécurité en restant tout près du complexe abritant les trois ou quatre marines chargés de la sécurité de l'ambassade et des ressortissants yankees.

Kilomètre 7 : Le golf-club abrite sur une énorme superficie close de barbelés épais une piscine, un supermarché, un parcours de golf, et l'école américaine. Facilités réservées en priorité aux Américains mais où certains Anglo-Saxons sont parfois bienvenus, et les Somaliens rares. La plupart d'entre eux viennent ici trouver de l'alcool à foison et recréer, lors de barbecue-parties, une sorte d'Alabama mythique qui leur fait tellement défaut, en Somalie ou ailleurs.

Cette présence américaine synonyme de luxe et d'abondance a donc attiré d'autres habitants dans ce quartier, et le nombre de villas témoigne de cette frénésie. De même certains dirigeants somaliens ont-ils aussi émigré ici, s'entourant de hauts murs et d'immenses portails. Auraient-ils quelque chose à dissimuler ?

La « franca valuta »

Oui, le commerçant somalien est riche. Pour peu qu'il fasse de l'import, les richesses s'accroissent rapidement grâce à une législation inédite : la « franca valuta ». Il s'agit de la tolérance de la part des autorités d'un trafic de devises et de biens de consommation.

Les importations étant facturées en dollars et le pays n'en possédant pas, le commerçant peut, en fournissant de la monnaie somalienne aux expatriés, exiger en contre-partie un remboursement avantageux mais en dollars sur un compte en Italie, en Suisse ou en Arabie saoudite. Ainsi, au lieu de quatre-vingt-cinq shillings pour un dollar à la banque, on vous en propose cent et plus chez les commerçants. Ceux-ci peuvent désormais acheter des biens à l'étranger et les expédier en Somalie où ils seront revendus au prix fort. Ce système est aussi possible avec les Somaliens expatriés dans les pays du Golfe (200 000 environ) qui ne veulent pas rapatrier leurs économies en raison du bas taux de change officiel.

Mais ces échanges favorisent la corruption, et provoquent d'une certaine façon la disparition des industries de transformation somaliennes qui n'arrivent pas à lutter contre l'attrait suscité par les produits importés. Ainsi en vient-on à préférer le sucre en poudre blanc français au sucre roux somalien d'excellente qualité, mais aussi les cigarettes Rothman à la production locale, ou encore les pâtes Barilla aux spaghettis somaliens. Ces produits ont toujours été très mal considérés et, en une année, j'ai vu disparaître des marchés toute une liste de produits locaux : conserves de poisson et de viande, rhum, whisky, gin, sucre, jus de fruits, sirops, pâtes, cigarettes, sans oublier l'essence et l'électricité. Cette disparition coïncide avec une détérioration de l'outil de production, provoquée par le manque d'entretien des machines, d'investissements et de matières premières.

Un désastre culturel

Les richesses acquises dans le commerce urbain sont réinvesties immédiatement dans l'achat d'accessoires de loisirs constitués dans la capitale par la vidéo et la voiture, devenus ici aussi signes de prospérité et de progrès social.

En effet il est plus que courant qu'une famille de la petite bourgeoisie possède un magnétoscope, dont le prix atteint plus de 10 000 F au marché noir. Ainsi a-t-on noté en quelques années l'apparition de magasins de location de cassettes dont le nombre dépasse aujourd'hui la centaine, soit une boutique pour dix mille habitants ; alors qu'on compte trois librairies pour un million d'habitants ! Et encore, dans celles-ci sont disponibles de rares numéros de *Times*, de *Newsweek* ou du *Corriere della sera*, tous périmés. Aucun livre n'est en vente pour la simple raison que la production d'ouvrages somaliens, prise en main par la coopération allemande, est loin d'être efficiente. A part les livres scolaires de qualité médiocre et les formulaires administratifs qui engorgent la production, rien d'intéressant ne sort de l'imprimerie nationale. Les nouvelles locales, tirées de communiqués de la Sonna (Agence de presse somalienne), sont développées :

– dans un hebdomadaire en anglais : *Heegan* ;

– dans un quotidien en somali : *Xiddidka Oktoobar (Etoile d'octobre)* ;

– à la radio : émissions en somali, mais aussi en swahili et une demi-heure quotidienne en français ;

– à la télévision qui, installée grâce à des fonds koweitiens, programme les discours du chef de l'Etat, des leçons d'arabe et de religion, sur fond de musique traditionnelle.

L'information subit l'acharnement de l'ogre étatique qui l'utilise pour sa propagande (comme ailleurs) et, par conséquent, la plus grande place est accordée à la politique nationale, à l'exaltation des sentiments nationaux (poésie, théâtre, chansons sont décrétés révolutionnaires), et à la mise en valeur des activités du président et de son entourage, ce qui entraîne un ostracisme absolu de tout autre apport : pas de musique étrangère, pas d'informations internationales dignes de ce nom. Cette utilisation abusive des medias par l'Etat conduit la population à

chercher ailleurs (à l'étranger) ce que l'on ne peut lui donner en Somalie, d'où une nouvelle forme de dépendance culturelle. Ainsi, la radio nationale ne communique aucune dépêche des agences étrangères (U.P.I., A.F.P., Reuter, A.P.), ni des agences officielles (sinon parfois l'Agence lybienne) ; cela nuit considérablement au désenclavement culturel et, par conséquent, tous les possesseurs de radio se débrouillent pour capter les fréquences étrangères.

Voilà comment les communiqués de la *Voix de l'Amérique* deviennent paroles d'Evangile. Un comble dans un pays musulman. La communauté intellectuelle s'articule autour des universités (droit, langues, éducation, biologie, médecine...), sans oublier l'Ecole d'administration (SIDAM) et les écoles militaires. Les étudiants en manque d'information captent la BBC principalement, mais aussi RFI et VOA *(Voice of America)*, et viennent s'arracher au Centre culturel français les numéros de *Jeune Afrique*, du *Monde diplomatique* et de *Paris-Match*. Les maigres contacts m'ont toujours laissé sur ma faim. Par peur et non par ignorance, les étudiants de l'Université nationale soutiennent devant moi et au nom d'une tradition : les mutilations sexuelles imposées aux jeunes filles, la procréation importante, les valeurs du mariage polygame et de la virginité avant celui-ci. En revanche, rien sur la vie du travailleur somalien, rien sur les réfugiés politiques éthiopiens fuyant la dictature Mengistu et emprisonnés à leur arrivée sur le sol somalien, rien sur le tribalisme, le clanisme, la corruption... Rien que des lieux communs ou autres banalités humanistes dans le meilleur des cas.

La vidéo, outil d'acculturation

Le développement de l'usage du magnétoscope est considérable, et il m'a été donné d'assister à des vidéo-

parties où, rassemblés autour de l'engin, on ingurgite à la suite des cassettes de tout et de n'importe quoi : principalement des variétés d'origine indienne ou égyptienne qui, rassemblant tous les clichés et les phantasmes dont la jeunesse est friande – violence, amour, musique et même religion –, remportent un succès fulgurant dans les familles.

Le rêve à bon marché et les plaisirs d'intérieur se trouvent malheureusement être un outil d'acculturation dans un pays qui repose sur l'existence de cultures internes ancestrales, et paradoxalement se laisse submerger, bien qu'il s'en défende, par des apports superficiels qui déclenchent l'apparition de mythes et de héros sans intérêt. Malheureusement, ceux-ci s'appellent Michael Jackson et Lionel Richie qui, eux, fleurent bon les Etats-Unis et la gomina. Cette considérable attirance pour l'écran dans un pays dépourvu d'images a gagné tous les milieux sociaux grâce à un judicieux marché. Il n'est pas rare que le possesseur de magnétoscope propose à ses voisins la diffusion de films chez lui en échange de quelques shillings qui, multipliés, lui permettent de louer d'autres cassettes. En 1984 sont apparus les premiers téléviseurs dans certaines gargotes à thé, jusque-là considérées comme uniques points de rencontre et de discussion pour les hommes. Désormais, même les quartiers les plus reculés en bordure du bush voient l'apparition de vidéos, tout au moins là où l'électricité est distribuée ! Et la rumeur d'affirmer que les cassettes de porno s'échangent sous le manteau à des prix prohibitifs. Ce qui est certain, c'est que dans les milieux d'expatriés isolés, on n'hésite pas à enregistrer, grâce à des vidéos portables, le pâle déshabillé de femmes recrutées dans les lieux de nuit de la capitale. La police et le bureau de la censure sont sur les dents.

Face à ce raz de marée, le cinéma résiste bien pour des raisons toutes simples : son prix d'environ sept shillings,

mais aussi l'ambiance. Celle-ci est créée par l'écran qui nous renvoie de superbes images sous-titrées en arabe et en anglais. Le fait que les salles de cinéma n'aient pas de toit accentue le charme, et la nuit étoilée est beaucoup plus fascinante que celle du *Grand Rex* par exemple. La séance dure deux heures ou plus, et ce qui est frappant, c'est le va-et-vient continuel dans les travées des spectateurs et des jeunes vendeurs de sucreries et de cigarettes à l'unité. Un chewing-gum coûte un shilling, une cigarette, cinq ou dix shillings selon la marque et le minuscule paquet d'arachide, deux shillings. Un véritable plaisir. Ce ballet incessant, ponctué par les cris et les sifflements du public qui participe activement au scénario, constitue le véritable spectacle. Et l'on observe çà et là dans l'obscurité des bagarres rageuses, des amours naissants, ou encore l'activité fébrile d'une mère occupée par sa progéniture excitée. Le spectacle est tous publics.

Le programme est invarié à cause du prix élevé de location des copies. On préfère donc la production indienne qui envahit aujourd'hui l'océan Indien et même au-delà. Cependant le cinéma *Ecuador* se souvient avoir programmé *Lacombe Lucien* en version italienne. Cet attrait pour le cinéma indien s'explique par le faible coût de sa production mais aussi par la fascination qu'il provoque. Les scénarios, tous identiques, promettent de belles images colorées et vives, qui reprennent les thèmes du cinéma classique. Et la barrière des langues n'est pas un obstacle, puisque le scénario est tellement caricatural et les acteurs tellement typés, qu'on comprend toujours qui est le bon, qui est le méchant, et que ce dernier envisage de nuire au premier. Tout cela épicé de Hare Krishna, sur fond de musique funk.

En fait, le cinéma est l'une des seules et uniques distractions collectives urbaines, et cette activité se trouve relayée par les centres culturels italien, américain, égyptien, français ou pakistanais qui diffusent leur production

nationale. De plus, tous les deux ans, se tient MOGPAFIS, le Festival du film panafricain, petit frère de celui de Ouagadougou et de Carthage, qui réunit quelques rares cinéastes africains pour des cérémonies trop officielles et de vagues promesses. Notons tout de même une production somalo-indienne, et un scénario relatant l'histoire de la colonisation anglaise vue par le colonisé : film tourné dans le Nord somalien sous autorité technique indienne.

L'autre distraction collective favorite du Somalien, c'est le football, sport national par excellence qui réunit 25 000 personnes dans le stade chinois.

Mieux qu'au Chili

Le stade est, à l'occasion de matchs internationaux, sévèrement gardé par la milice et une police violente et brutale, équipée de fouets ou de bâtons flexibles, qui procède à un filtrage strict à 500 m de l'entrée. Et l'on doit présenter au policier l'argent dont on dispose avant de rejoindre la file d'attente au guichet. Les petits vendeurs et les resquilleurs ont bien du mal à se faufiler mais parviennent néanmoins à échapper à la vigilance des uniformes à qui on a parfois offert un bakchich en échange d'un passage collectif.

L'intérieur du stade ressemble à un stade chilien de la haute époque : la police en armes quadrille les tribunes et chasse à coups de crosse les petits resquilleurs en haillons. Lorsque l'un d'eux est attrapé, il passe un sale quart d'heure sous la semelle rageuse des flics. Mais ce qui est le plus frappant, c'est l'absence presque totale de femmes, à quelques exceptions près dans la grande tribune couverte où trônent la bourgeoisie et les dignitaires. Un stade de qualité, bien éclairé, vaste et aéré, construit par la coopération chinoise, qui reçoit tous les mois la visite de l'équipe nationale. Pour l'occasion, on envoie la musique

militaire afin d'animer l'avant-match. Les différentes rencontres auxquelles j'ai assisté se sont toujours mal terminées : bagarres dans les tribunes et sur le terrain. J'ai même vu un soldat tenir en joue au bout de son fusil un entraîneur qui venait d'assommer un joueur somalien. Un sport viril, dangereux même !

Le spectacle se poursuit après la rencontre, mais à l'extérieur. En effet, à la fin du match, vers 18 heures, chacun doit regagner son quartier par ses propres moyens. Les plus chanceux ont une voiture personnelle, ou affrètent un taxi, les autres empruntent les transports en commun : pick-up ou minibus Toyota, qui se trouvent rapidement être en surcharge étant donné le nombre de candidats au transport. Une lutte acharnée s'engage dès le coup de sifflet final, par des cavalcades effrénées dans les tribunes et les rues avoisinantes, afin d'évacuer au plus vite et s'engouffrer dans les machines stationnées au-dehors. L'aspect extérieur, l'axe des roues et l'état des pneus pourraient faire hésiter tout étranger, mais ici une Toyota charge jusqu'à vingt passagers dont certains s'accrochent au bastingage, tant et si bien que les roues avant du véhicule ont bien du mal à toucher le sol et rendent ces engins hyper-dangereux : il leur est impossible de s'arrêter à temps, étant donné qu'ils font la course. C'est un violent coup de pied dans la carrosserie qui signale au chauffeur qu'un passager désire descendre.

Une catastrophe éducative

Une des grandes réussites du socialisme somalien est l'éducation. Je devrais plutôt dire a été, car aujourd'hui on frôle la catastrophe. En effet, les jeunes écoliers quittent le collège à la recherche d'emplois qui leur permettront ainsi qu'à leur famille de survivre, cela en raison de la cherté de la vie mais aussi d'une désaffection de la

scolarité de la part des jeunes qui se rendent compte qu'un maigre et hypothétique diplôme ne leur servira à rien. De plus, l'enseignement élémentaire souffre aujourd'hui d'un cruel défaut d'enseignants qui autrefois croyaient encore à un idéal révolutionnaire, et qui, envoyés de force auprès des populations, avaient réussi à alphabétiser 70 % de la population, ce qui est considérable au lendemain d'un moyen âge culturel imposé par les autorités coloniales. Une classe compte en 1987 plus de quarante, voire cinquante élèves turbulents et joueurs, pour un salaire mensuel de huit cents shillings, soit l'équivalent de dix paquets de cigarettes. On comprend mieux les enseignants.

Depuis peu, l'illettrisme réapparaît en force, notamment chez les plus jeunes, ce qui promet de sérieux problèmes d'ici quelques années. Même l'Université nationale n'échappe pas à la règle, et les étudiants qui en sortent avec un diplôme auront bien du mal à faire leurs preuves dans une jungle régie par les lois du marché, de la corruption et du népotisme. A Mogadiscio, tout écolier, tout lycéen exerce une petite activité salariée, en général exténuante et peu gratifiante. Les étudiants de l'Université nationale subsistent grâce aux bourses ou aux parents. Les autres enfants traînent les rues, lâchés par une révolution qui a cru à sa force mais l'a gâchée en ne sachant pas rester intègre en côtoyant le pouvoir. Dans la réalité de 1987, professeurs et élèves s'accrochent courageusement à de maigres espoirs d'ascension sociale, en bachotant des cours vides de sens, à la lumière des lampes à pétrole.

Face à ce retour en arrière, l'illusoire réussite économique du commerce urbain constitue l'une des vitrines à laquelle le socialisme somalien est parvenu : un renforcement de l'idée que l'enrichissement individuel est source de bonheur.

Conclusion

Définir leurs besoins

Le dernier rapprochement somalo-éthiopien de la conférence de Djibouti en janvier 1986 et le rétablissement des relations diplomatiques en mars 1988 permettront-ils de mettre fin, définitivement, au conflit en Ogaden et de résoudre les questions y afférentes : réfugiés, libertés, économie, etc. ?

Certainement, si le gouvernement se sent capable de lutter contre la corruption, de contrôler les dépenses publiques, de provoquer un remue-ménage de l'administratif et de donner un peu de liberté à son peuple. Mais que doit-on attendre d'un Etat qui fait défiler ses enfants en rangs serrés le jour anniversaire de sa révolution, et qui justifie l'oppression politique et l'exploitation économique en exposant ses victimes ?

La solution est entre les mains du « Peuple de Pount », qui n'a pas pour l'instant la parole, et qui devra résoudre avant tout la question du conflit somalo-éthiopien, puis élaborer une politique étrangère cohérente afin de modifier ses relations avec l'Occident et le bloc de l'Est, qui ne

sont dictées que par la vénalité des dirigeants actuels. Croire que l'on puisse les rééduquer serait par ailleurs une utopie.

Il faut d'abord permettre à ces gens de s'instruire, les rendre capables de réfléchir et agir sur la situation actuelle en s'orientant vers l'accession à l'autosuffisance et à l'indépendance économique et culturelle, et qu'ils définissent eux-mêmes leurs besoins. Ces objectifs ne sont pas pour l'instant des priorités en Somalie. Ils le deviendront peut-être par la force des choses et à la fin du règne Siyad Barre. Mais la structure ethnique est telle que l'on peut penser que les prochains dirigeants reproduiront un système identique au précédent.

Le pouvoir et le sacré

Une chape de plomb pèse sur la société somalienne : c'est l'islam, modèle politique fondé avant tout sur la soumission, comme l'est le modèle catholique d'ailleurs, ou tant d'autres, religieux ou non.

Claude Levi-Strauss propose sur ce point particulier une analyse qui mérite d'être signalée :

> *« Les hommes ont fait trois grandes tentatives religieuses pour se libérer de la persécution des morts, de la malfaisance, de l'au-delà et des angoisses de la magie. Séparés par l'intervalle approximatif d'un demi-millénaire, ils ont conçu successivement le bouddhisme, le christianisme et l'islam ; et il est frappant que chaque étape, loin de marquer un progrès sur la précédente, témoigne plutôt d'un recul (...). L'ordre social se pare des prestiges de l'ordre surnaturel, la politique devient théologie. En fin de compte, on a remplacé des esprits et des fantômes, auxquels la superstition n'arrivait tout de même pas à donner la vie, par des maîtres déjà trop réels, auxquels on permet en surplus de monopoliser un au-delà qui ajoute son poids déjà écrasant de l'ici-bas. »*

De plus, à mon sens, il y a incompatibilité totale entre une société remise à Dieu (traduction de « musulmane ») et une autre, laïque, où l'Etat ou, mieux encore, les peuples peuvent définir clairement leurs besoins et résoudre leurs problèmes de société. Ce ne sont ni les pseudo-vertus de l'avènement d'une démocratie, ni moins encore la renaissance d'un tout-Etat qui feront sauter cette pesante chape. En revanche, concevoir des mouvements de rébellion populaire, à la manière de ceux qui réveillent de temps à autre la vieille Europe, me semble relever de l'irréalisme pour ce pays, tant que la prééminence des multiples pouvoirs et traditions qui cloisonnent la société somalienne ne sera pas contestée.

Et si l'homme voulait enfin s'opposer au sacré, qu'il cesse de le faire avec sa raison, car, à chaque fois, il reproduit les excès de ce à quoi il s'était opposé.

Table des matières

PREMIÈRE PARTIE

1. Une histoire liée à la colonisation étrangère
Le pays de Dieu – L'islam et les grandes découvertes – L'influence de Zanzibar et l'expansion somalie – La période moderne – L'indépendance et la révolution – L'idylle 7

2. Mogadiscio
Moqdishu International Airport – Magacaa ? (Comment t'appelles-tu ?) – Une unité religieuse – Selon les besoins – « Il n'y a de dieu qu'Allah et Mahomet est son Prophète » – Vers la radicalisation – Quelle unité ethnique ? – Le concept d'Etat – Le Parti unique – Une unité linguistique récente – La gloire des princes de Savoie – Gaadiidka Dadweynaha – Michael Jackson – En longeant la côte vers le nord – Le rendez-vous des journalistes occidentaux – Ici, c'est l'Afrique – Immobilisme et fatalisme 15

3. Entre Shebelle et Jubba
Balcaad – La rouille et la vase font leur travail – Afgoye sur le Pô – Le Bureau de la banane – Vers un développement autocentré – Où est passée l'Afrique ? – Une Albanie africaine 43

4. La plus belle ville d'Afrique de l'Est
La trace portugaise – Les Portugais – Le souffle de l'homme 53

5. Hargeysa
Des banquettes de vieux Dakota – Une tradition plus que millénaire – Istaqfurow, ou comment soigner l'hystérie – La Somalie galbeed – Un pays sans opposition – Les Frères musulmans – Un centre d'agitation – Défoncés à la colle 59

6. La canonnière
L'enveloppe des Somali-Airlines – Un fait de société – Hassan – Retourner vers les Russes – Des liens avec l'apartheid – Les relations avec le monde arabe – La recherche d'une identité – La lutte anti-impérialiste et les relations avec l'Allemagne fédérale – Une identité politique 75

DEUXIÈME PARTIE

1. Les camps de réfugiés
La naissance des camps – Une véritable aubaine – Des experts par centaines – Prévenir une tentation communiste – L'état de dépendance – Rembourser la dette – Le N.S.S – Les prisonniers politiques 95

2. La femme somalienne
Canaab – La loi de la famille – La femme et le Coran – Masquer les cris de douleur – Une tentative de libération ? – La thèse officielle 111

3. Où le socialisme favorise le commerce privé
Une révolution essoufflée – Le commerce : vitrine tapageuse du socialisme somalien – La « franca valuta » – Un désastre culturel – La vidéo, outil d'acculturation – Mieux qu'au Chili – Une catastrophe éducative 123

Conclusion
Définir leurs besoins – Le pouvoir et le sacré 135

Achevé d'imprimer
sur les presses de
l'Imprimerie Graphique de l'Ouest
Le Poiré-sur-Vie (Vendée)
N° d'imprimeur : 8076
Dépôt légal : Mai 1988